

# le prolétaire

M 2414-404-5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

DECEMBRE 89  
JANVIER-FEVRIER 90

5 FF / 30 FB  
3 FS / 3000 LI

N° 404

## ROUMANIE LA CHUTE DU TYRAN NE CHANGE PAS LA NATURE DE L'ETAT

Les médias bourgeois ont relaté en long et large les événements récents de Roumanie, se livrant à une orgie d'images, peut-être intéressantes pour l'audimat, mais qui ne faisaient que passer superficiellement sur les raisons de la crise économique et politique roumaine, et qui ne pouvaient donner aucune idée de ce que risque de connaître le pays dans les prochains mois et années ni de ce qui attend les prolétaires à l'avenir.

Le fait que la Roumanie - avec la Hongrie - ait été présentée comme un modèle parmi les pays de l'Est n'est pas étranger à la réticence "pudique" des analystes bourgeois à parler du passé. Sa politique d'indépendance vis-à-vis de l'URSS en effet avait fait de la Roumanie la petite préférée de l'Ouest, et lorsqu'elle se tourna vers les banquiers occidentaux au début des années 80, ceux-ci sûrent montrer leur "confiance" en l'inondant de capitaux destinés à l'achat de marchandises et de techniques de l'Ouest !

### LA PSEUDO "MORT DU SOCIALISME"

Il y aurait beaucoup à dire sur la Roumanie comme sur tous les pays qui ont craché sur la révolution d'Octobre et ses enseignements pour n'en tirer qu'une infâme bouillie bourgeoise, nationaliste et contre-révolutionnaire.

La Roumanie, qui échange, après la guerre, un roi blanc contre un monarque "rouge" de la pire espèce stalinienne, s'est livrée à la plus oppressante des exploitations du prolétariat et à l'écrasement le plus brutal de toutes les couches laborieuses, et a avec d'autres représentée ce que les prolétaires - assourdis par le chahut idéologique de l'ensemble des classes bourgeoises et petites-bourgeoises - ont cru être du socialisme ou du communisme.

Le prolétariat des pays impérialistes démocratiques à qui l'opportunisme avait fait miroiter la grandeur des réalisations sociales et économiques des pays de l'Est, apprend aujourd'hui, après une série d'explosions sociales et politiques ces dix dernières années, que le "socialisme existant" n'en était nullement, que la "planification socialiste", que nous avons toujours dénoncé comme un leurre destiné aux prolétaires, ne résistait pas aux crises du capital, que le prolétariat, qui aurait dû déterminer le pouvoir, n'était qu'un troupeau à tondre par les aparatchiks et la nomenclatura!

Avec Ceausescu tombe l'un des derniers et sinistres mirages du "socialisme", produit d'un phénomène historique de contre-révolution mondiale et de falsification honteuse de tout ce que le marxisme a pu donner à la classe ouvrière mondiale dans son combat contre le capitalisme.

Les démocrates imbéciles crient leur joie devant "la défaite irrémédiable du socialisme", proclament Lénine "le mort de l'année" (couverture du "Point", déc. 89). En fait ils se réjouissent seulement de l'espoir de voir tomber les Etats de l'Est - trop longtemps maintenus militairement dans le giron de l'URSS - dans leurs propres griffes. Ces griffes, ils ont commencé à les planter il y a plus de dix ans quand l'économie "socialiste" à bout de souffle les appela pour renflouer sa barque avec des capitaux frais! L'effet ne fut en fait que d'élargir la voie d'eau et ce sont les prolétaires qui furent encore plus mis à contribution pour écopier.

( Suite en page 4 )

## L'EUROPE DE L'EST SE DEMOCRATISE POUR STABILISER LA DOMINATION DU CAPITAL

L'Accélération sensationnelle au cours de cet hiver des remaniements politiques dans les Etats du glacis soviétique a été bruyamment saluée à l'Ouest, et d'autant plus bruyamment qu'elle se déroulait dans l'ordre et le calme, avant l'épisode roumain. Comment aurait-il pu en être autrement, alors que partout les équipes dirigeantes nouvelles, ou pas si nouvelles, ne parlent plus que d'ouverture aux capitaux et aux marchandises occidentales ? Un financier de Wall Street confiait au "Monde" le cri du coeur des capitalistes occidentaux: "ce qui se passe est très important. Pour la liberté. Et pour le business...". Le "rideau de fer" que Staline avait baissé sur l'Europe de l'Est pour protéger

### LES TROMPETTES DE JERICHO

Dans le "Dix-huit brumaire de Louis bonaparte", Marx s'exclame: "les démocrates croient aux trompettes dont les sonorités renversèrent les murailles de Jéricho! Chaque fois qu'ils rencontrent devant eux les murailles du despotisme, ils s'efforcent de refaire le miracle!". Les démocrates de cet hiver 89, qui se sont conduits tout aussi "parlementairement dans la rue" que leurs prédécesseurs parisiens de 1849, auraient enfin réussi ce miracle. Le ministre des Affaires étrangères Tchécoslovaques du nouveau gouvernement déclare que ce qui l'a le plus impressionné dans les événements, c'est "la culture politique" de la population: "ces gens qui ont commencé la révolution après la répression brutale du 17 novembre (répression d'une manifestation étudiante, moins brutale en réalité que la répression des manifestations étudiantes de 86 dans la France démocratique - NdR) n'ont pas cassé un seul carreau, ni attaqué un seul poste de police !" (1). Après cela Vaclav Havel peut bien aller faire bénir son élection à la présidence de la République, obtenue à l'unanimité des députés staliniens: voilà une révolution bien miraculeuse...

Il n'est pas nécessaire d'être marxiste pour douter qu'une telle mascarade ait quelque chose à voir avec une révolution. Une révolution est le résultat d'un affrontement violent entre des classes en guerre,

ou, pour reprendre la formule d'Engels, l'acte le plus autoritaire qui soit, celui par lequel une partie de la population impose, à coups de fusils, sa volonté à une autre partie de la population. Les révolutions pacifiques n'existent pas. Si on met de côté le cas de la Roumanie, dans aucune de ces "révolutions de velours" n'est apparu quoi que ce soit qui ressemblait à des combats entre des classes ennemies. Et en Roumanie, les combats meurtriers qui ont décidé de l'issue ont opposé l'armée régulière à des éléments des corps spéciaux de répression ("Securitate"); c'est-à-dire que les combats se sont déroulés entre fractions de l'appareil d'Etat, non contre cet appareil lui-même.

Le fait que ces changements politiques se soient produits sous une certaine pression populaire extra-parlementaire ne changerait rien à l'affaire. Mais il faut constater que ces manifestations n'ont pris leur pleine ampleur qu'après au moins l'amorce des changements. Dans le cas de la Bulgarie et surtout de la Hongrie les manifestations de masse n'ont joué aucun rôle: tout le processus est parti des plus hauts sommets de l'Etat sans qu'apparaisse jamais de pression extra-parlementaire. Enfin en Pologne, les manifestations et grèves qui ont eu lieu se sont déroulées contre le nouveau gouvernement.

Ces brèves remarques suffisent pour conclure que ce qui est en cours, c'est un processus (plus ou moins contrôlé) de réforme

des régimes existant, pas le renversement de ces régimes.

Une autre constatation est à faire, à propos de la nature de classe de ces grands rassemblements "populaires". En plus des aspirations à la liberté et à la démocratie, le trait commun aux manifestants de Berlin, de Prague ou de Bucarest, c'est le nationalisme. Le nationalisme et l'idéologie démocratiques, qui prétendent englober "tout le peuple", sont des idéologies de classe, des idéologies bourgeoises. Et en fait ce sont des couches bourgeoises ou petites-bourgeoises, frustrées d'être tenues à l'écart du pouvoir, qui ont été les véritables acteurs de ces mouvements et qui ont finalement réussi à placer leurs représentants au sein des nouveaux gouvernements. La classe ouvrière ne s'est pas manifestée en tant que classe, pour ses intérêts propres. Lorsqu'elle a fait grève, comme en Roumanie et en Tchécoslovaquie, c'est à l'appel des étudiants, en tant que simple composante indifférenciée du "peuple". Jusqu'à présent, elle n'a pas eu la force de refuser les appels au maintien de l'union du peuple, de l'union nationale entre les classes.

"Le démocrate, parce qu'il représente la petite-bourgeoisie, par conséquent une classe intermédiaire, au sein de laquelle s'émoussent les intérêts des deux classes opposées,

( Suite en page 6 )

## SOLIDARITE DE CLASSE AVEC LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Depuis plusieurs semaines et plusieurs mois le "problème" de l'immigration est revenu au centre de la vie politique. Le climat ne cesse de se durcir contre les travailleurs immigrés, comme par hasard au moment où on assiste à un renouveau des luttes (avec souvent une forte participation d'immigrés, comme chez Peugeot), et où le mécontentement s'accroît de façon générale; le refus du maire de Montfermeil d'accueillir des enfants d'immigrés dans les écoles maternelles, les manifestations contre la construction de mosquées, le tollé général

Il faut relever au passage les différences de réaction de ce qu'on appelle la "classe politique" - autrement dit l'ensemble des hommes et partis politiques du système politique bourgeois - vis-à-vis des thèses du Front National. D'un côté Le Pen voit son immunité parlementaire levée et il sera poursuivi pour son calembour (?) "Durafour-crématoire" et ses allusions anti-sémites provoquent l'indignation générale. De l'autre côté la campagne permanente du F.N. contre les immigrés trouve un écho auprès de ces partis: souvenons-nous de la formule de Fabius quand il était premier ministre: "Le Pen pose de bonnes questions".

L'explication est facile: l'anti-sémitisme n'est pas un thème à utiliser, surtout dans les conflits politiques inter-bourgeois, car la légitimité du système politique actuel s'alimente encore à la "lutte de la démocratie contre la barbarie nazie"; et le trait distinctif de cette barbarie est l'extermination des juifs et l'anti-sémitisme. Alors que l'éternel rival germanique risque de devenir plus puissant et donc plus menaçant que jamais, la bourgeoisie estime que ce n'est vraiment pas le moment d'affaiblir cette idéologie de l'anti-fascisme démocratique si utile pour créer l'union nationale et pour obtenir des concessions de l'Allema-

Par contre la haine anti-immigrés ne peut gêner en rien les bourgeois si elle ne prend pas des couleurs racistes trop extrêmes qui pourraient indisposer les clients arabes. Bien plus, elle est une arme très efficace de division des rangs ouvriers ainsi qu'un moyen irremplaçable de créer une diversion de la colère engendrée par la détérioration des conditions sociales des travailleurs. Et l'arabe (ou l'étranger) peut, comme autrefois le juif en Allemagne, servir de bouc émissaire de la crise d'autant plus facilement que le passé colonial a depuis longtemps largement diffusé ce racisme dans la société.

L'hostilité envers les travailleurs immigrés n'est pas la conséquence des agissements du F.N.; elle est une conséquence du capitalisme où la concurrence dresse constamment les travailleurs les uns contre les autres. Le capitalisme français qui a une longue histoire d'importation de main d'oeuvre étrangère, a une histoire tout aussi longue de racisme et de heurts entre travailleurs de différentes nationalités. La bourgeoisie sait depuis toujours attiser les divisions entre les travailleurs, et en particulier le racisme, pour paralyser la classe ouvrière et freiner au maximum son entrée en lutte. La social-démocratie, experte en

à propos du foulard islamique en ont été les principaux épisodes rapportés par les grands organes d'informations (les incidents et crimes racistes étant rangés dans la rubrique "faits divers"). L'extrême-droite a été évidemment l'avant-garde de cette offensive, en multipliant les manifestations contre les mosquées et contre les crimes dont elle rend les étrangers responsables, en faisant des meetings, en diffusant massivement sa propagande par tracts, émissions de télévision, etc.

maintien de la paix sociale et riche d'une expérience de guerres coloniales, est particulièrement adroite pour jouer sur ce registre, tout en débitant son écoeuvant discours humaniste.

### SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS CLANDESTINS ! REGULARISATION DES SANS-PAPIERS !

L'orientation donnée par Mitterrand lors de son intervention télévisée de début décembre illustre cette méthode. Tout en voulant se montrer "rassurant" pour les travailleurs étrangers en règle, il a déclaré - et c'est la première fois à un niveau élevé de l'Etat - que les immigrés étaient "trop nombreux". La notion de "seuil de tolérance", que le PS condamnait lorsqu'il était dans l'opposition, a reçu un aval officiel: on peut "tolérer" les travailleurs étrangers - à condition qu'ils ne soient pas trop nombreux et bien sûr qu'ils ne se fassent pas remarquer. Mais contre les travailleurs sans-papiers (appelés "clandestins pour mieux faire frissonner le petit-bourgeois), il faut sévir, il faut prendre des mesures, il faut expulser. Ces travailleurs en effet... mettraient en péril les institu-

( Suite en page 2 )

# SOLIDARITE DE CLASSE AVEC LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

( Suite de la page 1 )

tions françaises ! Pour les bourgeois, ce sont toujours les exploités qui sont coupables ou en tout cas dangereux.

Mais les travailleurs sans-papiers ne sont pas "clandestins" pour les entreprises qui les emploient, ni pour l'économie française en général. Les 7 représentants des grands impérialismes "occidentaux" se sont réunis lors du "sommet de l'Arche" en juillet, dans un bâtiment construit en partie par des travailleurs "clandestins". Les Jeux Olympiques de Savoie ne pourront avoir lieu sans le travail des sans-papiers pour construire les installations, etc. Il serait possible de multiplier à l'infini les exemples; après les déclarations de Mitterrand, la presse a relevé que ces travailleurs étaient indispensables dans certains secteurs non négligeables de l'économie, comme le Bâtiment. Que ces bonnes âmes se rassurent; l'Etat se gardera bien de frapper les entreprises, petites ou grandes qui y ont recours, à l'exception peut-être de quelques artisans, plutôt d'origines étrangères, que l'on pourra publicitairement exhiber devant les médias.

La campagne contre les sans-papiers n'a pas pour but de résorber le travail au noir. Elle est une campagne pour le **renforcement du contrôle** sur toute l'immigration. Et les belles paroles sur "l'intégration" des bons immigrés servent de carotte pour faire accepter aux travailleurs en situation régulière et à leurs enfants (la dite "deuxième génération") le bâton de la pression policière, administrative et sociale, accrue.

Vis-à-vis des travailleurs français cette campagne jette le soupçon sur l'ensemble des prolétaires étrangers; elle fournit les bases du raisonnement qui est développé - division du travail oblige - par les forces clairement racistes: l'Etat reconnaît lui-même qu'il est juste d'expulser quelques milliers d'étrangers sans papiers qui viennent nous prendre notre travail; pourquoi alors ne pas expulser les quelques millions d'autres et donner ainsi du travail aux millions de chômeurs ?

Les travailleurs immigrés sont donc, de fait, désignés comme une cause de la dégradation de la situation des travailleurs français, tant au niveau du chômage, des salaires que des prestations sociales, du logement. La responsabilité du système capitaliste en crise s'évanouit ainsi: la division et les affrontements raciaux ou nationaux peuvent alors servir de dérivation et de prévention à la constitution de l'unité prolé-

rienne pour la lutte contre l'exploitation capitaliste.

## L'INTEGRATION EST UN MENSONGE BOURGEOIS. UNITE PROLETARIENNE CONTRE LE CAPITALISME

La notion d'"intégration", qui serait le versant positif de la chasse aux sans-papiers, est devenue un slogan commun à pratiquement toutes les organisations politiques et sociales. Elle est soutenue, bien sûr, par "SOS racisme" et par "France-Plus" (association d'arrivistes et d'aigrefins que les médias veulent faire passer pour les porte-paroles des "Beurs"); ces organisations n'hésitent pas, à vanter en plus, avec l'appui des inévitables sociologues "spécialistes-en-immigration" payés par tel ou tel ministère, les avantages d'un soi-disant "modèle français de l'intégration" qui serait sans égal en Europe !

Cette énormité ne peut que susciter une colère justifiée chez ceux qui sont contraints de subir quotidiennement le racisme, l'oppression, l'insécurité, les mauvaises conditions de vie et de travail, les exactions policières, patronales, administratives, etc., même avec tous leurs papiers en règle - ne parlons pas de ceux qui n'ont pas cette chance. La réalité du "modèle français d'intégration", il faudrait aller la demander aux victimes des crimes racistes, à ces clochards arabes massacrés par des vigiles lyonnais (tout-à-fait convaincus, eux, du message présidentiel: "il y en a trop" et désireux de résoudre ce "problème"), à ces résidents de foyers Sonacotra détruits par des attentats ou à ces travailleurs africains contraints de coucher dehors après la destruction de leur squatt: c'est la réalité d'un véritable **état d'exception**, parfois simplement constitué de "simples" discriminations vexatoires, parfois carrément bestial, sous lequel est contrainte de vivre toute une partie de la **classe ouvrière**.

Il y a bien sûr des exceptions; certains éléments arrivent à échapper à leur condition d'origine: un tel peut devenir médecin et maire adjoind d'une grande ville, tel autre cinéaste, une troisième député européen. Pour cette mince couche de nouveaux bourgeois et petits-bourgeois, l'intégration n'est pas un mythe. Mais ces exceptions confirment la règle. Pas plus que le capitalisme ne peut supprimer la condition ouvrière et intégrer le prolétariat dans la classe dominante, pas davantage ne peut-il et ne veut-il supprimer les divisions au sein de la classe ouvrière et accorder l'égalité des

traitements et des conditions entre les prolétaires français et ceux qu'il est allé chercher au-delà de ses frontières pour disposer d'une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci. En témoigne la fait que le comité pour l'intégration mis en place par le gouvernement s'intéresse essentiellement à l'adoption de nouvelles mesures répressives: chasse aux sans-papiers, renforcement du contrôle aux frontières, ré-examen du fonctionnement, jugé trop laxiste, des services chargés de s'occuper des réfugiés politiques, etc.

La bourgeoisie doit cependant s'efforcer de créer aussi des amortisseurs sociaux à l'intention des travailleurs étrangers, car l'ordre social ne peut exclusivement reposer sur la répression et le terrorisme sans qu'il y ait des risques de réactions violentes. C'est la raison pour laquelle le gouvernement fait miroiter cette idée mythique d'une "intégration", de la même façon que les gouvernements de gauche des années précédentes faisaient miroiter les perspectives de l'égalité des droits, de la carte unique, de la fin des expulsions, de la régularisation ou du droit de vote. La différence est que le gouvernement actuel se garde bien d'expliquer quelles mesures précises il envisagerait derrière cette notion vague d'intégration. Et si en fait il n'y a pratiquement rien d'autre que du vent, c'est parce que les services gouvernementaux estiment que le terrain est suffisamment pacifié, entre autres par les associations qu'ils subventionnent, pour qu'il n'y ait pas besoin d'accorder des concessions un tant soit peu significatives aux immigrés.

## LUTTE DE CLASSE CONTRE LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION !

Pour obtenir des améliorations concrètes, les travailleurs étrangers n'ont rien à attendre de la "bonne volonté" supposée du gouvernement PS, gérant épressé du capitalisme français; ni du PCF qui lui était associé il n'y a pas si longtemps, et qui approuve la chasse aux sans-papiers: en tant que principal vecteur, avec la bureaucratie syndicale qui lui est liée, du chauvinisme au sein de la classe ouvrière, le PC n'a pas peu contribué aux divisions entre français et immigrés et il n'a bien sûr jamais réellement lutté contre la situation d'infériorité sociale de ces derniers. Les travailleurs étrangers ne peuvent pas s'en remettre aux associations humanistes, chrétiennes et antiracistes dont toute l'action et toutes les campagnes sont des diversions à la lutte en tendant à

faire d'un problème social, une myriade de problèmes **individuels**. Leurs grandes campagnes d'opinion sont condamnées d'avance à l'échec, comme la campagne 89 pour l'égalité, parce que toutes les questions sociales ne peuvent trouver de solution que sur le terrain des rapports de forces et pas sur le terrain fantomatique des opinions.

Toutes les améliorations des conditions de vie des travailleurs immigrés, comme celles des travailleurs en général, ne pourront être obtenues que par la lutte ouverte contre l'exploitation capitaliste, contre l'Etat bourgeois et ses larbins.

Cette lutte n'est pas de l'intérêt des seuls travailleurs immigrés; elle doit rencontrer le soutien sans réserve et impliquer la participation active des travailleurs français, dans l'intérêt de la classe ouvrière toute entière. Le fait qu'un partie des travailleurs soit soumis sans pouvoir réagir à un despotisme patronal et bourgeois particulièrement sévère affaiblit la capacité de résistance et de lutte de l'ensemble des travailleurs dans la guerre quotidienne que leur livre le capitalisme. La solidarité des prolétaires français avec les prolétaires immigrés, la lutte contre les discriminations et l'oppression dont ils sont victimes, n'est donc pas une affaire de bons sentiments, d'amour de la Justice ou de compassion humanitaire: **c'est un besoin vital de la lutte prolétarienne.**

La solidarité avec les travailleurs immigrés ne peut être fructueuse, ne peut être autre chose qu'un mot vide, qu'à la condition de se dérouler sur le terrain de classe, sur le terrain de la réorganisation des forces prolétariennes pour la lutte anticapitaliste, indépendamment et contre le collaborationnisme de classes qui cherche à voiler le caractère inévitablement oppressif du capitalisme.

**Régularisation des sans-papiers; Abrogation des quotas racistes et de toutes les discriminations envers les immigrés; Liberté de circulation, renouvellement automatique des cartes de séjour; Non aux expulsions; Auto-défense prolétarienne contre les crimes racistes;**

Telles sont quelques unes des revendications élémentaires les plus pressantes des prolétaires immigrés qui nécessitent la constitution d'un mouvement de lutte prolétarienne contre le contrôle de l'immigration et pour l'unité de classe entre travailleurs français et étrangers.

# MOBILISATION REACTIONNAIRE POUR LA LAICITE

Le refus par le proviseur du lycée de Creil de laisser trois jeunes filles suivre les cours parce qu'elles ne voulaient pas ôter leurs "foulards islamiques" a donc été le point de départ de cet ahurissant "mouvement d'opinion". Propulsé par les médias toujours avides de déceler leur clientèle par des nouvelles sensationnelles ou par des "faits de société" ramenés à l'échelle mesquine de faits divers individuels, cette affaire a cependant pris des proportions beaucoup plus importantes, significatives du climat social et politique français.

Son retentissement s'explique d'abord parce qu'elle conforte le racisme quotidien "ordinaire" selon le schéma: arabe=intégriste musulman=perturbateur aujourd'hui de l'école, demain peut-être de toute la société; ensuite parce qu'elle vient naturellement inscrire dans une politique bien précise de l'Etat bourgeois vis-à-vis des prolétaires immigrés à l'enseignement du binôme "exploitation-répression" comme pour tous les prolétaires, mais aggravée par des discriminations et une oppression particulière. Enfin cette affaire a contribué à redonner quelque poids à certains mécanismes (usés mais malheureusement toujours efficaces) de la démocratie, en l'occurrence à l'union interclassiste en faveur des institutions bourgeoises laïques.

Nous exagérons ? Comment alors qualifier cette touchante unanimité pour la défense de l'Ecole laïque, du F.N. et du RPR jusqu'au PCF, aux troskystes et aux anarchistes, autrement que comme une alliance de fait, non contre une menace imaginaire envers l'Ecole, mais contre la menace, potentielle mais réelle, de la fraction immigrée du prolétariat envers le statu-quo social actuel ?

Une telle alliance de fait est aujourd'hui impossible derrière les slogans franchement racistes et ouvertement anti-ouvriers de la droite et de l'extrême-droite. Elle ne peut se réaliser que derrière des objectifs "démocratiques", "neutres", à coloration même "de gauche", comme la laïcité ou la condition de la femme, voire, dans une version plus radicale, la lutte contre la religion. Nous avons là une nouvelle illustration de la puissance de l'idéologie démocratique qui entend réunir toutes les classes de la même façon qu'elle réunit tout un éventail d'organisations politiques apparemment opposées entre elles sur tous les autres plans. Nous avons donc une nouvelle raison de combattre cette idéologie démocratique et de dénoncer comme contraires aux inté-

rêts de la classe ouvrière tous les courants qui s'en réclament.

Revenons à cette fameuse "laïcité". La lutte contre la religion catholique a été une nécessité historique de la révolution bourgeoise car l'Eglise était une des institutions et un des piliers de l'ancien régime. Et l'Eglise avait auprès des masses populaires une influence autrement plus forte et plus pernicieuse que la noblesse hâle. Après s'être emparée des biens du clergé, la bourgeoisie s'est donc appliquée à réduire la place sociale de l'Eglise en brisant son monopole religieux, son monopole dans l'enseignement, en lui retirant la responsabilité de la tenue de l'état-civil, etc. En raison de cette lutte contre l'Eglise, l'athéisme bourgeois s'est maintenu même après que la bourgeoisie se soit rendue compte de la nécessité pour elle de maintenir l'influence religieuse sur les couches populaires.

L'anticléricalisme, qui n'est pas la même chose, est cependant resté lui aussi vivace assez longtemps pour deux raisons.

D'abord parce que la guérilla de l'Eglise catholique et du Vatican contre la République a été longue. Ensuite et surtout parce que la bourgeoisie a constaté que l'anticléricalisme était un excellent moyen de mobiliser la classe ouvrière et les masses opprimées en défense de l'Etat bourgeois.

La bourgeoisie s'est employée sciemment à maintenir vivantes les traditions, datant de la révolution, d'union entre les classes contre l'adversaire cléricalo-féodal. La révolution n'était jamais finie, elle était toujours menacée par les réactionnaires: défense de la république, lutte anti-cléricale, combat laïque, telles étaient les orientations qui, tout au long de la Troisième République, ont réussi à faire croire à la classe ouvrière qu'elle avait quelque chose en commun avec ses exploités. Et ce quelque chose, ce n'était rien moins qu'une forme (républicaine, démocratique et laïque) de l'Etat bourgeois!

Ces thèmes de la gauche bourgeoise étaient combattus avec plus ou moins de bonheur par les partis ouvriers. Mais la dégénérescence opportuniste de ces derniers les amena bien vite à abandonner ce combat, incompatible avec une activité de plus en plus orientée vers la collaboration des classes. Les partis staliniens héritèrent de cette tendance et l'aggravèrent en faisant passer pour socialistes toutes les valeurs bourgeoises. Ils firent de Jules Ferry, politicien anti-ouvrier, porte-parole des cercles colonialis-

tes et symbole de la corruption parlementaire, un personnage vénéré à cause de ses prétentions laïques !

La laïcité prétend que l'Ecole doit être neutre, au dessus des idéologies politiques et religieuses, parce qu'elle dispenserait un savoir neutre à des écoliers libres et égaux, de la même façon que la démocratie prétend que l'Etat est au dessus des classes, neutre et impartial devant des citoyens libres et égaux (en droit).

Le marxisme démasque ces deux mensonges. Pour le dire en un mot, l'Ecole est avant tout un **dressage** des élèves à la société bourgeoise et l'Etat, l'instrument de la **domination** d'une classe sur les autres.

Prétendre qu'il faille défendre l'une ou l'autre de ses institutions, c'est être **réactionnaire** car cela signifie faire un bond en arrière de deux siècles, au moment où l'objectif immédiat était d'abattre et de vaincre le féodalisme. N'en déplaise aux bien-pensants de gauche, cette révolution-là est finie depuis bien longtemps.

Mais, nous dira-t-on, faut-il pour autant tolérer la religion ?

Remarquons d'abord que c'est la seule "religion des arabes" qui pose problème. Admettre ces 3 lycéennes avec leur foulard, c'est ouvrir la voie à ce que bientôt des centaines de milliers de femmes portent le voile, à ce que les fillettes soient excisées, etc. Nous n'avons pas trouvé ces délires racistes seulement sous la plume du FN, mais aussi dans une presse dite "d'extrême-gauche" (1). Comme si de nombreuses lycéennes n'étaient pas admises dans de nombreux lycées - et à Creil même, les années précédentes - sans qu'on assiste à ce déferlement intégriste fantasmé par les racistes; comme si l'Ecole laïque était le bouclier de "notre" société et de "notre" pays contre le fanatisme musulman... Grattez un peu ces laïques et vous trouverez le social-chauvinisme fier et convaincu de la supériorité de sa culture et de son Etat.

Il n'y a aucun doute que toutes les religions sont une entrave à la lutte d'émancipation du prolétariat et elles sont combattues à ce titre par le marxisme. Cependant le marxisme est un matérialisme dialectique; il ne combat pas la religion de la même façon que le rationalisme bourgeois, qui ne conçoit qu'une lutte d'idée pour éclairer les consciences. Pour ce dernier en particulier le savoir dispensé par l'Ecole suffit à faire reculer "l'obscurantisme" religieux.

Tout militant ouvrier qui s'est posé le problème d'une lutte commune avec des camarades de travail influencés par la religion peut comprendre l'attitude marxiste exposée par Lénine. Il évitera l'erreur impardonnable d'être solidaire en quoi que ce soit des discriminations ou des oppressions exercées contre ces travailleurs par la hiérarchie, la Direction ou l'Etat, y compris sous un prétexte religieux. La lutte anti-religieuse peut facilement devenir un facteur de division du prolétariat et un support du racisme, surtout lorsque seule la religion (ou les coutumes) de la fraction minoritaire, la plus opprimée et souvent la plus exploitée, de la classe ouvrière est visée.

Ce n'est pas l'Etat bourgeois, au travers de l'une de ses institutions - l'Ecole - qui peut faire reculer et disparaître la religion: l'Ecole laïque l'a démontré en France. La religion plonge ses racines dans le terrain social de l'exploitation capitaliste et de la misère des masses; elle acquiert donc une nouvelle vigueur dans les périodes de crise économique. Seul le déploiement de la lutte de classe prolétarienne peut la faire reculer et c'est la société communiste qui la fera disparaître en rendant l'humanité enfin réellement maîtresse de son destin.

Toute alliance avec l'Etat bourgeois ou avec une partie de la classe dominante, sous prétexte de lutter contre les préjugés religieux de certains travailleurs est bien pire qu'une imbécillité. En accentuant la division des travailleurs, en renforçant les sentiments de supériorité chauvine, en s'opposant à l'indépendance de classe du prolétariat, il s'agit d'un **crime contre la classe ouvrière et la révolution communiste.**

**NDRL: Dans le prochain numéro, nous publierons une série d'extraits de textes d'Engels et de Lénine décrivant la position marxiste sur la question de la religion et de la laïcité.**

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

5e liste 1989

A.B.: 300,00 / Barcelone: 100,00/  
Cher: 500,00 / Ren.: 1000,00/  
Yvon: 100,00 / Paris: 800,00 /  
Epinay: 250,00 / Allier: 100,00/  
Roger: 100,00 / Vaucluse: 170,00/  
Total liste: 3420F. Total 1989: 10190 F

# SUISSE : AUX ACTES RACISTES, SEULE LA RIPOSTE DE CLASSE S'IMPOSE

Depuis deux ans, en Suisse, les attentats, ratonnades et manifestations racistes et anti-immigrés, se sont multipliés en nombre et en violence. A l'origine de ces actions on retrouve toujours les mêmes milieux de l'extrême-droite, l'Action Nationale pour ce qui est des partis parlementaires, ou les divers regroupements néo-nazis comme le front patriotique de M. Strebel (le plus actif dans ce genre d'action), voire le Parti National Revolutionnaire, le Front Nouveau, regroupés dans une coordination nationale mise sur pied par A. Amaudruz à Fribourg.

## VAGUES D'ATTENTATS RACISTES

Rappelons les faits principaux, sans nous étendre sur toutes les crapuleries quotidiennes commises.

En juin 87, un parlementaire de l'Action Nationale, propose publiquement de réprimer les manifestants étrangers "à coups de bâton". Les démocrates dénoncent évidemment ce fou dangeureux, mais oublient de dire que depuis longtemps, et à Zürich principalement, ils ont trouvé bien plus dangeureux que le bâton, en tirant à balle caoutchouc dans les manifestations, ou les grenades lacrimogènes à l'horizontale et à portée de tir.

Cinq mois plus tard et comme pour mettre à exécution cet appel au bastonnage, ce sont des skins qui s'attaquent à un groupe de Tamouls à Langenthal.

L'année suivante les choses s'aggravent encore: sont pris à partis les demandeurs d'asile politique et les marginaux. A Schaffouse, on fait les comptes: 44 agressions à caractère raciste en trois ans. Et en 88 toujours auront lieu à Neuhausen les assises de l'extrême-droite de Suisse, marquant ainsi l'importance de son réveil.

En mai, à Rotkreuz, le Front Patriotique défile sous la bannière "Les réfugiés sont tous des criminels". Une semaine plus tard, à Zoug, un commando de vingt personnes sème la terreur chez les demandeurs d'asile, bilan: 3 blessés.

Autre façon d'agir: l'incendie des centres d'accueil, le premier en 86 en Valais. Mais en juillet 89, l'incendie du centre d'accueil pour réfugiés à Coire fait 4 morts, puis à Coire toujours, éclate un nouvel incendie criminel dans un centre de tri des requérants d'asile. A Klosters, à Richterswill et à Bachenbühlach (4 blessés): incendies toujours, puis à Zollikon, Vernamiège, Schattdorf. A Beckenried, c'est à l'explosif que l'attentat est perpétré.

En octobre des jeunes turcs dont les parents travaillent en Suisse sont passés à tabac par un groupe commando à coups de barre de fer et batte de base-ball.

Depuis le 4 novembre, le Front Patriotique se lance à l'assaut d'un centre de réfugiés à Steinhausen près de Zoug. Le FP en était ainsi à sa troisième exhibition de ce style. La première s'était déroulée en 87 contre le centre de Hagendorn où ses militants tirèrent contre les fenêtres.

Mais à Steinhausen, la police avait été informée auparavant des intentions du FP de venir manifester au centre de réfugiés. Donc, sur les lieux, elle a assisté à l'intervention du FP sans intervenir, même lorsque celui-ci pénétra dans les locaux du centre pour les saccager.

Dans ce cas particulier, la connivence avec les flics était si grossière qu'elle a mis mal à l'aise la classe politique locale. Les bons démocrates, toujours prêts à dénoncer les excès de la société bourgeoise, ont réagi au quart de tour en accusant la police "de ne pas faire son travail" (et en rappelant que lors d'une manif contre la complicité des banques suisses en Afrique du Sud, en 1985, la police s'était montrée autrement plus musclée).

Dernier drame, cette fois à Fribourg, fin novembre, où un requérant kurde est assassiné dans une bagarre avec un groupe de jeunes suisses, en mal de justice patriotique.

Toutes ces actions racistes ou xénophobes sont restées très longtemps dans l'obscurité des salles de rédaction, tant la pesanteur démocratique suisse a banalisé toute chose qui n'ait pas son relent showbiz, ravalé au rang des faits divers secondaires tout événement qui tendrait à faire tomber son voile d'hypocrisie et de cynisme. Il aura fallu l'accumulation des cadavres, et le risque encore peu utile pour l'ordre d'en voir encore d'autres, pour que se brise un peu le masque de l'indifférence et la chape de plomb du silence.

## RACISME ET ANTI-RACISME DEMOCRATIQUE: DIVERSIONS BOURGEOISES

Face à toutes ses attaques anti-immigrés, les démocrates se sont alors mobilisés avec leurs paroles de miel pour condamner la barbarie de

l'extrême-droite, le manque de réaction des autorités (pour qui ces actions aident à décourager le flux des réfugiés), le laisser-faire de la police, la complicité à peine déguisée d'une partie de la presse, etc.

Leur mobilisation, avec notamment l'organisation de plusieurs manifestations en décembre dernier, s'est faite sur le thème éternel de "plus de justice", "plus de respect des droits" et parfois pour les plus "radicaux" de la démission d'Arbenz, le délégué fédéral aux réfugiés.

Le fascisme des groupes d'extrême-droite est ainsi dénoncé comme le fauteur du racisme, de la xénophobie, du chauvinisme. Cela en conformité avec la politique traditionnelle de la gauche qui consiste à cacher sa propre défense des intérêts nationaux du capital et de l'Etat - véritable source du racisme et du chauvinisme - derrière le paravent du refus des "extrêmes", qui n'expriment en fait qu'une des nombreuses alternatives de la politique bourgeoise.

Il est clair que le racisme de ces groupes d'extrême-droite ne représente qu'une diversion pour le capital. En accusant une partie du prolétariat, particulièrement vulnérable parce que de langue, de culture nationale ou de peau différente et parce que sans droits, il permet ainsi de voiler à la classe ouvrière les vrais causes de leurs problèmes et de leur exploitation.

Il est toujours plus facile de trouver comme exutoire à sa misère matérielle, en l'absence de toute ambiance de lutte de classe (donc de solidarité de classe réelle), le travailleur immigré ou le réfugié fraîchement débarqué en Suisse et vulnérable physiquement et juridiquement, que de lutter contre ses véritables exploiters. Il est plus facile, à cause du matraquage idéologique bourgeois de voir dans l'immigré un concurrent venu "profiter de la prospérité suisse" qu'un frère de classe qu'il faut accueillir comme tel, sans différenciation de traitement et au contraire en privilégiant les liens de solidarité.

Mais la bourgeoisie ne joue pas seulement sur cette forme particulièrement musclée de la diversion dont les Strebel et Cie sont les chantres. Elle compte surtout aujourd'hui sur la diversion démocratique, qui se nourrit de la diversion d'extrême-droite et qui ne peut être conçue sans elle. Les deux types de diversion se complètent et se nourrissent mutuellement et ne prennent le dessus l'une sur l'autre qu'en fonction des changements de rapports de force entre les classes et des crises sociales et politiques qui les accompagnent.

Nous avons souvent souligné que la publicité faite par la Gauche en France à Le Pen n'avait pour fonction que de canaliser et d'enfermer les réactions au racisme (Les Minguettes par exemple) vers et dans des mouvements appuyés par l'Etat (SOS Racisme par exemple).

Les démocrates suisses, que les divisions personnelles entre les membres de l'Action Nationale et la retraite politique de Schwarzenbach avaient privés d'une tête d'affiche, ont peut-être bien retrouvé pour un temps au moins un nouveau Le Pen helvétique en la personne d'un Strebel, ou d'un Amaudruz, bien que ce dernier soit moins médiatique.

Tout capital national qui exploite de la main-d'oeuvre étrangère, venue soit poussée par la faim, soit par la répression, donne à l'Etat comme fonction d'en contrôler les entrées en fonction de ses besoins réels et de "gérer" la division ouvrière. Lorsque la pression à l'immigration est plus forte que nécessaire au capital - et c'est le cas en ce moment avec le flux des requérants d'asile qui fuient autant la misère que la répression, mais cela seuls peuvent le leur reprocher les indécorables légalistes - il s'agit alors d'agiter quelque épouvantail afin de décourager les nouveaux venus et contribuer ainsi à la fermeture du robinet migratoire.

Pour le contrôle numérique de l'immigration, il suffit de disposer d'un appareil policier efficace - et s'est un modèle du genre en Suisse - aux frontières. Pour la "gestion" sociale il s'agit de créer les meilleures conditions politiques pour que les

réactions éventuelles (l'Etat agit toujours à titre préventif) à la xénophobie ou au racisme ne sortent pas des ornières de la paix sociale. Elles ne doivent pas se placer sur un terrain de classe, elles doivent être ramenées dans le giron des institutions de l'Etat, qu'il s'agisse de la très officielle Eglise ou des mouvements satellisés par le réformisme.

D'où la nécessité pour l'Etat de courroies de transmission pour prendre en mains les protestations contre les crimes racistes.

C'est donc la tâche dévolue aux Eglises, à leurs succursales sociales et humanitaires, aux partis sociaux-démocrates, néo-staliniens, et aux quelques rescapés de l'ex-extrême-gauche, toujours aux basques du réformisme et lui donnant ainsi une allure plus acceptable.

Les réactions aux attentats racistes ont malheureusement eu une fois encore comme terrain, non pas celui du prolétariat contre toutes les facettes de la politique bourgeoise anti-immigrés, mais celui du "combat" de la gauche parlementaire et assimilée, impliquée jusqu'au cou dans le contrôle de l'immigration et accusant la droite "d'attiser les sentiments xénophobes et racistes".

La virginité du réformisme est une imposture. Sont responsables du racisme tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, concoctent le bouillon de culture du nationalisme et chauvinisme, dont les ingrédients les plus "goûteux" sont apparemment les plus inoffensifs parce que s'appuyant sur la démocratie ou sa défense (du sport spectacle au corporatisme d'entreprise, la liste est longue de toutes ses "banalités" qui nourrissent les sentiments nationalistes).

Quelles leçons d'antiracisme ou d'antixénophobie peuvent donc bien donner tous ceux qui, index pointé sur Strebel, défendent la fermeture des frontières et le contrôle (qui ne peut être que policier) de l'immigration, donc qui s'oppose à la libre circulation des travailleurs, tous ceux qui prônent des statuts spéciaux pour les immigrés, tous ceux qui adhèrent à un traitement des droits politiques et sociaux différents selon la nationalité, tous ceux qui, grâce à la paix du travail dont ils sont les promoteurs historiques, laissent aux patrons de vastes secteurs où les prolétaires immigrés peuvent être exploités aux pires des conditions, en bref, tous ceux qui défendent l'économie nationale, quelque soit le discours humaniste qu'ils peuvent emprunter pour justifier ou masquer la réalité.

Aujourd'hui comme hier, leur riposte n'est pas de se tourner vers les prolétaires pour leur indiquer que la lutte contre le racisme et la xénophobie est leur affaire de classe, mais de se tourner vers l'Etat et son appareil répressif pour le supplier de remettre un peu d'ordre autour des camps de réfugiés (en guise d'ordre d'ailleurs les flics ont commencé à ceinturer les camps de torsades de fils de fer barbelés...pour mieux les protéger paraît-il, mais pour mieux faire comprendre à leurs occupants qu'ils sont indésirables en réalité).

## LE RACISME TIRE SON JUS DU NATIONALISME

Les vagues de racisme ou de xénophobie n'apparaissent jamais sans fondement matériel. Elles sont une des expressions aigües des conditions de l'exploitation capitaliste et des rapports entre classes. Le racisme n'est pas seulement le fait de l'extrême-droite, même si celle-ci en est l'expression la plus radicale et grossière, mais est intimement contenu dans la démocratie et l'impérialisme. Il ne se limite pas à Strebel et sa bande de malfrats; ceux-là n'agissent que comme révélateurs de tendances plus profondes au sein de la société bourgeoise.

Ces tendances ne sont pas même propres à telle ou telle politique bourgeoise, mais sont engendrées par tous les efforts de la bourgeoisie de resserrer les rangs du prolétariat national (et assimilé pour ce qui concerne la vieille immigration) autour de la défense des intérêts nationaux.

Ceux-là mêmes qui prônent l'antiracisme démocratique sont toujours les premiers à applaudir les bons résultats nationaux, qui mesurent la bonne santé de l'impérialisme helvétique! L'exacerbation de la concurrence entre les nations capitalistes cette dernière décennie, qui a attisé le chauvinisme national ou d'entreprise, est bien l'une des causes des rejets racistes ou xénophobes (les Etats-Unis "souffrent" d'ailleurs d'une vague d'antijaponisme en ce moment!).

Les offensives répétées de la démocratie sur la classe ouvrière pour augmenter la part de profit que le capital peut prélever sur son travail, la collaboration de classes des diverses bu-reaucraties syndicales et des appareils politiques réformistes, ont eu raison des liens de solidarité les plus élémentaires entre les prolétaires.

Le terrain s'est donc libéré pour que le capital perpétue et renforce son offensive sur la classe ouvrière et pour qu'il trouve dans l'antiracisme démocratique la soupape de sécurité aux pressions et réactions de classe toujours possibles.

## AUTO-DEFENSE OUVRIERE

Les prolétaires n'ont rien à attendre de l'Etat et d'une "meilleure politique" de l'immigration et de la question des réfugiés.

La riposte des prolétaires aux actes racistes et xénophobes doit être totalement indépendante des organisations satellitaires de l'Etat. L'objectif de toute lutte ouvrière est double. Il est d'améliorer les conditions de vie et de travail, ou de les défendre contre les coups des forces anti-ouvrières légales ou para-légales, mais aussi d'organiser les prolétaires et d'en faire une force agissante de classe. Dans cette lutte, ils n'ont pas à faire appel aux "Droits de l'Homme" mais à la solidarité internationale du prolétariat, ils n'ont pas à faire référence à une mythique "Egalité" entre les hommes, mais à l'identité des intérêts de classe du prolétariat quelque soit la nationalité face aux intérêts nationaux de la bourgeoisie.

La solidarité que nous défendons n'a rien à voir avec la solidarité médiatique que cherche à placer l'opportunisme, de telle façon que le mouvement de protestation soit parfaitement contrôlé et échappe totalement aux exploités eux-mêmes.

Les crimes racistes ne doivent pas être interprétés comme des bavures ou des accidents de parcours, mais comme la conséquence logique et inévitable de la société de classe. L'antiracisme de classe que nous défendons se base donc sur une orientation de lutte anticapitaliste et anticollaboration de classe. Il ne se nourrit pas des grands discours sur les "Droits de l'Homme", mais se fonde sur la dénonciation de la division de la classe ouvrière.

Contre les interventions de ratonnades de l'extrême-droite, le bouclier que nous préconisons n'est pas le quémandage du soutien de la police, mais l'organisation des prolétaires et militants réellement solidaires sur la base de l'autodéfense ouvrière. Cela signifie notamment la défense physique des centres et des requérants d'asile contre les groupes de commandos fascistes. Cela signifie passer de la solidarité charitable à la solidarité de classe qui elle ne s'enferme pas dans le cadre de ce que les bourgeois et leur police peuvent bien permettre, et qui se résume à la protestation verbale creuse, mais qui s'affirme comme action de classe. Cela signifie mettre en avant les caractères de classe que doit prendre l'antiracisme et dénoncer les illusions démocratiques, qui cachent la nature de classe de l'Etat derrière le discours humaniste et le privilège impérialiste suisse.

## CONTRE LES IMMIGRES, LA BOURGEOISIE EST UNANIME

Dans les diverses manifestations de la fin de l'année passée, les orateurs ont toujours stigmatisé l'attitude de la police zougnoise et réclamé "qu'elle fasse son travail" plutôt que de rester en spectatrice. Le scandale serait que la police ne remplisse pas sa fonction de faire respecter l'ordre "sans parti pris".

Admettons un instant que la police "fasse mieux son travail", que pourrait-il être alors, sinon de renforcer l'application des lois bourgeoises en matière de contrôle de l'immigration? C'est donc aussi lui demander de faire mieux son travail sélectif à la frontière, de refouler à plus grandes brassées les "touristes suspects" afin d'éviter qu'un trop grand afflux de réfugiés ne viennent poser des problèmes de "cohabitation" dans le pays.

Chasser le problème à la frontière, c'est la ligne adoptée autant par la droite que par la gauche avec comme seule différence l'habit démocratique plus ou moins ample qui la couvre.

# SUISSE

( Suite de la page 3 )

Les dernières lois sur l'immigration en France sont à ce propos bien typiques de cette différence de l'épaisseur d'un cheveu mais que les démocrates présentent comme un abîme. La loi Pasqua - dénoncée par la gauche drapée de dignité parlementaire et démocratique - et la nouvelle loi du gouvernement socialiste ne sont pas différentes du tout quant aux possibilités policières qu'elles offrent à l'Etat pour maintenir sa pression sur l'immigration et pour en contrôler le flux en exerçant une vigilance renforcée des frontières et en lui donnant les moyens légaux d'expulser les clandestins par charters entiers.

Ce que les socialistes ont rajouté à la loi Pasqua, et que nous avons déjà dénoncé dans notre journal, ce sont quelques "garanties démocratiques" pour que l'Etat reste un "Etat de droit et démocratique". Avant Pasqua, la mesure d'expulsion était sans appel; avec Mitterrand/Rocard, l'immigré aura 24 heures pour faire recours auprès des autorités judiciaires intéressées, et celles-ci auront 48 heures pour se prononcer de manière définitive. Au mieux l'immigré allongera de trois jours son séjour en France (qu'il passera à l'ombre forcément).

Lors d'une conférence de presse, Mitterrand insistera lourdement sur le fait que cette possibilité de recours ne serait pas d'un usage facile pour un immigré fort peu au courant du malstrom

juridique français. Il rassurait ainsi ceux qui voyaient dans cette loi une possibilité d'échapper à l'expulsion. Le cynisme n'a pas de fond!

Le débat entre les fractions de la bourgeoisie en Suisse sur le contrôle de l'immigration se situe au même niveau des stupides et illusoire garanties constitutionnelles qui peuvent être données aux demandeurs d'asile politique ou aux irréguliers.

Les "lacunes" de la politique anti-immigrés sont différentes en Suisse et en France. Dans le premier cas - et les autres pays d'immigration aimeraient bien en tirer leçon - le contrôle des frontières est particulièrement opérationnel et l'application des différents statuts (frontalier, saisonnier, annuel et de séjour) très efficace sur les plans administratif, judiciaire et économique. C'est une telle efficacité, sur fond de collégialité politique entre la gauche et la droite, qu'un pays comme la France aimerait bien avoir. Mais de l'autre côté, la Suisse, toujours très pragmatique, manque de l'avis du réformisme de quelques "barrières" juridiques pour la défense des "Droits de l'Homme" (ce qui vaut à la Suisse de se faire épingleur parfois à Strasbourg) et plus particulièrement d'un paravent juridique contre les "crimes racistes", les "appels ou références au nazisme, à l'antisémitisme, etc.". Ce paravent manque terriblement effectivement non pour défendre les prolétaires mais pour cacher la réalité de la politique anti-immigrés.

En résumé la politique helvétique en matière d'immigration manque de **ponnade!**

La riposte proposée par le réformisme aux attaques fascistes contre les immigrés, consiste donc à demander l'aide et les garanties de l'Etat. Dramatiquement c'est la seule alternative s'offrant aux victimes. Elle vise à faire reprendre l'initiative à l'Etat pour que la pratique d'expulsion puisse se poursuivre sans "dérèglement antidémocratique", qu'il s'agisse des ratonnades de l'extrême-droite ou l'expulsion de militants politiques qui à leur retour se retrouvent entre les mains d'un tortionnaire (cas fréquent pour les militants kurdes).

**Elle ne vise qu'à aménager la politique anti-immigrés de l'Etat bourgeois.**

Pas plus que la Croix-Rouge ne supprime les guerres, les jérémiades démocratiques ne suppriment les discriminations nationales entre les prolétaires.

## SOLIDARITE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT

L'alternative prolétarienne au racisme ne peut être celle de "la pression de l'opinion publique" sur le Parlement par l'intermédiaire des associations humanitaires ou sociales. Une telle orientation repose sur la défense de l'unité des intérêts nationaux et de la division du prolétariat.

La ligne directrice de toute lutte du prolétariat, quelque soit sa portée et son ampleur immédiate, fût-elle donc des plus partielle, doit être celle de **l'union internationale sans condition et sans réserve du prolétariat.** Cette ligne doit donc rejeter toute entrave nationale qui différencie les conditions de vie, de travail, sociales et politiques des prolétaires. Les communistes

combattent l'impérialisme, l'Etat capitaliste et ses frontières nationales. Chaque lutte partielle, et en l'occurrence la lutte contre le racisme, doit donc être encadrée dans cette perspective générale et ne pas être en contradiction avec elle.

Cela ne signifie pas que chaque lutte se donne comme objectif immédiat l'abolition des frontières ou la libre circulation des travailleurs, mais que chaque lutte est un épisode de cette lutte plus générale autour de ces objectifs de caractère transitoire, puisque seule la révolution prolétarienne internationale offrira les conditions pour que se réalise dans le socialisme le principe de la libre circulation des travailleurs.

Cela signifie sur le plan organisationnel que les prolétaires s'organisent en dehors des associations courroie de transmission de l'Etat (tel SOS Racisme, et toutes celles qui gravitent autour de l'Eglise ou des appareils réformistes), dans une indépendance de classe absolue.

Le travail de solidarité réellement prolétarien qui doit se faire ne consiste pas en grandes déclamations humanitaristes, **mais dans la création, à la base, des liens de solidarité et d'union des prolétaires de toutes nationalités.**

- CONTRE LES CRIMES RACISTES, AUTO-DEFENSE OUVRIERE.
- HALTE AUX EXPULSIONS.
- UN STATUT POUR TOUS.
- NON AUX CENTRE DE TRI.
- REGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS.
- NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION.

# ROUMANIE : LA CHUTE DU TYRAN NE CHANGE PAS LA NATURE DE L'ETAT

( Suite de la page 1 )

L'effet produit est à l'échelle de leurs espoirs les plus fous, en quelques mois tout à basculé en Europe de l'Est.

Mais l'autocratie ceausescu aura plus que partout ailleurs poussé à la caricature le mélange abject de "planification socialiste et scientifique", "d'indépendance et de souveraineté nationale", "d'alimentation et de démographie scientifique", et d'autres absurdités relevant de la paranoïa chauvine. Plus que toute autre la Roumanie devient donc le symbole de la victoire démocratique sur le "socialisme".

Mais que nos braves démocrates donneurs de leçons ne se réjouissent pas trop! Les prolétaires à l'Est ont vécu dans leur chair le "socialisme existant", ils vont pouvoir faire l'expérience aujourd'hui du "capitalisme réel" et ne tarderont pas - ou ont déjà commencé à s'en rendre compte en Pologne - à comprendre que l'un ou l'autre ne sont que du "capitalisme tout court".

La classe ouvrière à l'Est - et en Roumanie en particulier - ne tardera effectivement pas à faire ce constat. Les capitalistes de l'Ouest, si fanfarons pour donner leurs cours d'économie, sont attendus au détour! Mais que feront-ils donc sinon d'exploiter à leurs fins propres ces nouveaux marchés, sacrifieront-ils donc leur sacro-sainte balance commerciale au profit de ces pays, épongeront-ils donc la dette qui a fini par étrangler ceux-ci, que feront-ils devant la résistance ouvrière face aux sacrifices qu'ils demandent aux travailleurs, sinon s'y opposer par la force, et comme au Venezuela invoquer la défense de la démocratie devant les cadavres de ceux qui se battent pour le minimum vital?

Ils feront bien des choses certainement: s'écharper entre eux pour s'arracher la meilleure part du gâteau, noyer encore plus ces pays sous la dette, appuyer de l'extérieur (en pratiquant le chantage du dollar) une vaste offensive contre le prolétariat.

## LE CAPITALISME ROUMAIN CAHOTANT

Pour la Roumanie en particulier il est donc intéressant de se pencher sur ce que fut son développement capitaliste, sur les raisons de la crise économique, pour comprendre comment - après certainement une période de transition et de relatif répit - le capital reprendra son offensive contre le prolétariat.

La Roumanie, qui s'était penchée du côté de l'Axe pendant la guerre, changera de cap une année avant la fin de celle-ci et passera dans le camp allié en privilégiant, géographie oblige, les liens avec l'URSS sur le plan militaire. Mais l'URSS ne s'attarda pas en sentimentalisme sur ce revirement et considéra que la Roumanie était un pays vaincu, et lui infligea (c'est-à-dire infligea aux prolétaires et masses paysannes) de lourdes réparations de guerre.

En fait Staline ne faisait qu'une différence purement formelle entre le statut de vaincus ou de victimes du Reich. Il puisa dans tous les cas de figure dans les richesses des pays sous sa tutelle, pour les propres comptes de la reconstruction industrielle de l'URSS, en commençant par la Pologne exsangue.

Les redevances exigées par l'URSS s'élevaient à 300 millions de dollars, versables en six ans, soit l'équivalent de la moitié de la production de pétrole (seule richesse industrielle alors) ou la moitié aussi de la production céréalière, forestière et de machines.

Pour mieux enchaîner la Roumanie à elle (le PC roumain étant de surcroît très minoritaire), l'URSS imposa un système d'entreprises mixtes soviéto-roumaines, les Sovroms, qui bien que se limitant à une quinzaine de groupes, accaparaient un tiers du capital industriel de la Roumanie. Les Sovroms furent l'instrument permettant à l'URSS de piller la production roumaine, et aussi de donner les bases à la mise en place d'un appareil bureaucratique formé à son image idéologique national-communiste.

En 48 eurent lieu ensuite les grandes nationalisations. Cette année, la population rurale comme le montrent les tableaux ci-dessous, représentait encore les trois-quarts de la population totale, indice révélateur de la faiblesse du développement capitaliste et des tâches d'industrialisation forcée qui devaient s'opérer.

### REPARTITION DE LA POPULATION

Années	pop. urbaine	pop. rurale
1930	21,4%	78,6%
1948	23,4%	76,6%
1956	31,3%	68,7%
1966	38,3%	61,7%
1977	47,5%	52,5%
1984	52,3%	47,7%

La politique économique de la Roumanie suivra ensuite un mouvement de balancier, tantôt rêvant de devenir une puissance industrielle tournée sur l'exportation, mais n'exportant en fait presque plus que des produits agro-alimentaires, tantôt cherchant son salut à l'Ouest, pour revenir ses dernières années la queue entre les jambes dans le giron de l'Est. Le "génie des Carpates" ou le "Danube de la pensée" et ses prédécesseurs, ne connaissaient en matière économique qu'une expression algébrique simple sous forme de bînome: ou l'un ou l'autre, ou blanc ou noir, ou à gauche ou à droite... L'économie roumaine fût donc soumise à des grands coups de barres à la manière stalinienne la plus pure. De cette manière, la Roumanie hérita aussi de la déification des résultats du Plan (1), la célébration quasi religieuse du guide spirituel de la réussite du "socialisme national", et évidemment de la valse des bureaucrates chaque fois que les objectifs du Plan n'étaient pas atteints. A ce propos, les années 80, où la crise plongea les pro-

létaires dans le pire, cette valse s'accéléra à tel point qu'elle fit monter dans l'appareil bureaucratique de l'Etat et du parti une rancœur et une haine toute personnelle contre Ceausescu. Cette amertume grandissante des bureaucrates ne fut d'ailleurs pas étrangère à la rapidité avec laquelle ils rejoignirent le mouvement de rue. Elle explique aussi que les anciens déçus prennent leur revanche sur le Conducator et cachent ainsi leurs espoirs déçus d'arrivistes.

Mais revenons à la planification économique roumaine (2).

Pour assurer le décollage de l'industrialisation après la guerre, la Roumanie accentua ses exportations des marchandises qu'elle pouvait tirer directement du sol ou sous-sol (pétrole, bois, agriculture) ou des matériaux de construction nécessitant peu de techniques.

L'Etat se livra en même temps à une forte pression sur le pouvoir d'achat des paysans, accélérant brutalement leur passage à l'état de sans-réserve, bons à venir grossir les rangs du prolétariat des villes. Cette poussée d'industrialisation se fit au prix d'une baisse énorme du niveau de vie des classes laborieuses et d'un déficit de plus en plus inquiétant du commerce extérieur.

La période 53-58 voit donc l'Etat tenter de diminuer les importations pour équilibrer cette balance. Mais cette diminution ne put se faire qu'en limitant l'équipement en machines de l'industrie (en 57 le niveau d'importation des biens d'équipements était de 66% par rapport à celui de 53).

A cette époque se renforceront les germes de la politique d'indépendance de la Roumanie, refusant de s'attribuer une place spécialisée de production agricole et de fourniture de matières premières au sein du groupe de l'Est. Mais la "souveraineté nationale" avait besoin de capitaux et d'un développement dans les secteurs de l'industrie lourde, pour passer des discours chauvins à leur concrétisation. L'effort d'accumulation de capital productif ne pouvait pas s'arrêter là. La fin des années 50, le début des 60, furent donc un nouveau coup de barre vers l'industrialisation avec comme fait marquant la fin des Sovroms en 1956.

Le plan sexennal de 1960-66 (réalisé sous Gheorghui-Dej) réorientera définitivement la Roumanie vers plus d'indépendance vis-à-vis du CAEM (la communauté des pays de l'Est).

Le capital roumain se tourna vers les capitalistes de l'Ouest pour assurer ses fournitures en machines, usines, etc. Quant à l'URSS elle restait, contre l'échange du blé roumain, le principal fournisseur de minerai de fer qu'avalaient les hauts-fourneaux tout neufs de Ceausescu.

## DU NIRVANA A L'ENFER

En 1971 l'Etat se dote d'une loi sur le commerce qui ravit les capitalistes

de l'Ouest démocratique. Elle prévoyait "une extension des relations économiques avec tous les pays, quel que soit leur régime socio-politique" ainsi que la création de sociétés à capital mixte.

Ceausescu - qui pourtant se montrait déjà comme un tyran vis-à-vis des prolétaires - fut désigné par les démocrates comme un modèle à suivre pour les autres pays "communistes". En 1971, c'est la consécration internationale, la Roumanie est admise au GATT et l'année suivante elle rejoinct à la Banque Mondiale et au FMI. En 1974, elle obtenait du Marché Commun un système d'échange préférentiel et enfin en 1975 la clause de la nation la plus favorisée de la part des E.U.

Mais le boom d'investissement industriel (dans l'industrie lourde essentiellement pour répondre à la soif de souveraineté nationale) ne se fit qu'au prix d'un endettement gigantesque (proportionnellement aux capacités du pays) et à une dégradation permanente de la balance commerciale.

La crise capitaliste internationale de 74 condamnait à tout jamais les efforts du capital roumain pour devenir une puissance industrielle.

Face au gouffre économique, la bourgeoisie roumaine, "déçue" de son aventure occidentale, tourna encore une fois la barre brutalement en inversant les priorités de ses échanges extérieurs.

L'OCDE vit donc ses importations de la Roumanie passer de 3 milliards de dollars en 78 à 627 millions en 85. Par contre les échanges avec l'URSS augmentèrent et les projets commerciaux avec le CAEM resurgirent des tiroirs.

Mais les échanges avec l'Est ne concernaient que des produits de base, et l'on retournait au vieil échange pétrole et fer contre blé et viande! L'appareil productif roumain relativement neuf en 1965, grippe sous la rouille aujourd'hui.

L'industrialisation de la Roumanie se fit donc à coups d'emprunts, d'autant plus facilement accordés qu'à partir de 74, les pays impérialistes de l'Ouest étaient tout heureux de trouver des gogos pour acheter à crédit leur camelote. En 81, la Roumanie est en état de cessation de paiement avec 10,1 milliards de dollars de dette. Son industrie n'aura jamais été capable de se montrer concurrentielle et d'assurer la reproduction à plus grande échelle du capital.

Incapable de tenir la rampe sur le plan industriel, Ceausescu s'est alors livré à un véritable repli concentrant toutes les forces productives sur des projets de construction pharaoniques à partir de 84 où dans un vaste "chantier national", un sixième de Bucarest est rasé pour faire place aux palais mégalomaniques que l'on connaît. A la même époque, le canal Danube - Mer Noire engloutit 2 milliards de dollars pour une utilité que l'on cherche encore. Le deuxième volet du repli sera celui

## ROUMANIE

de la production agricole qui assure par l'ex- portation de sa majeure partie, la bonne partie du remboursement de la dette.

Ceausescu, n'ayant pas réussi à vendre ses Renaults 12 déginguées, décida de promulguer la tomate comme produit de l'industrie roumaine. Pour cela il lui fallait à la campagne des cités agro-industrielles. Le paysage traditionnel des campagnes fut donc lui aussi rase pour faire surgir de terre de véritables cités concentrationnaires, mais pas plus productives pour autant. Le décor a été planté, il n'aurait fallu que quelques falsifications de plus dans les statistiques pour que Ceausescu n'autoglorifie une fois encore son "efficacité scientifique".

C'est en affamant tout le peuple roumain et en surexploitant les prolétaires, avec des conditions de travail épouvantables, notamment dans les mines, que Ceausescu voulait éponger la dette.

En décembre 85, il semblait que la dette était retombée à 6 milliards de dollars, soit un remboursement annuel depuis 81 d'environ 1 milliard.

Ceausescu s'était fixé comme objectif de rembourser la dette en 1990, mais l'effort était tellement gros de risques de déstabilisation sociale que le FMI dut en 85 tempérer l'ardeur du Conducator!

### DU MYTHE DE "L'INSURRECTION POPULAIRE" A LA FUTURE REVOLUTION PROLETARIENNE

Après la quasi-faillite de la Roumanie en 80 (elle était en cessation de paiements), le FMI lui accorda son aide sous forme de crédits tout en dressant des objectifs "d'ajustement" de l'économie: augmentation de la productivité du capital, diminution de la consommation intérieure et des importations, augmentation des exportations pour améliorer la balance commerciale; sur le plan monétaire: augmentation des prix à la consommation, dévaluation de la monnaie, etc.

De lui-même, le régime durcit les mesures d'austérité en augmentant les impôts et les taxes (y compris par les taxes les plus absurdes), en rationnant drastiquement les biens de consommation, etc. Mais en 1984 la rupture avec le FMI est consommée: la Roumanie révalue sa monnaie, repousse les recommandations de libéralisation économique, pousse la "collectivisation" dans les campagnes, et refuse le prêt du FMI qui en aurait été la "contrepartie". Elle continue cependant à payer ponctuellement sa dette, mais s'engage dans une réduction sévère des importations en provenance des créanciers occidentaux; la France, qui, selon le directeur de la Banque franco-roumaine, était son premier créancier à l'Ouest voit alors ses exportations vers la Roumanie s'effondrer.

C'est à ce moment que se font entendre dans les médias les premières critiques contre le régime tyrannique de Ceausescu...

Le FMI se lamente que la restauration des équilibres commerciaux et l'ajustement se fassent de façon uniquement "administrative" (lire: par la force brutale de l'Etat) sans que les défauts structurels de l'économie aient été corrigés. Ces défauts, ce sont en gros l'existence de structures industrielles sur-dimensionnées par rapport aux besoins et aux capacités du pays et de l'économie mondiale. La Roumanie a installé à grands frais une puissante industrie de raffinage au moment où sa production de pétrole s'épuise: elle doit importer du pétrole qu'elle ré-exporte en essence; de même pour sa sidérurgie qui nécessite l'importation de minerai, pour son industrie mécanique qui ne peut fonctionner sans de coûteuses importations...

Mais les dirigeants roumains ne veulent pas renoncer au rêve de faire du pays une grande puissance industrielle; les recommandations du FMI sont dénoncées comme une atteinte à l'indépendance nationale. Grâce à la toute-puissance de leur Etat, ils imposent sacrifice sur sacrifice à leur peuple pour que le capital roumain poursuive vaillamment sa course infernale. Cependant en s'imposant un remboursement intégral et même anticipé de sa dette, ils sacrifient non seulement les besoins de la population, mais aussi les besoins à long terme de l'économie: les investissements ont chuté, les équipements vieillissants non entretenus deviennent de moins en moins productifs, la réduction des importations paralyse peu à peu les industries.

Le remboursement définitif de la dette cette année n'était pas l'annonce d'un allègement du fardeau pour les couches laborieuses: le capital roumain exige de façon impérieuse des investissements massifs pour échapper à la ruine. Dès 1985-1986 les pays occidentaux commencèrent à s'appuyer les chances de l'équipe dirigeante à se maintenir au

pouvoir (3). Ils commencèrent à multiplier les pressions sur le régime (Mitterrand, prudent refusera à partir de ce moment de rencontrer Ceausescu), puis ils entamèrent de véritables campagnes en 1988-1989, avec pour la première fois l'assentiment du voisin hongrois et de l'URSS, mais sans résultats. Toutefois, lorsque Ceausescu s'effondra, ils étaient prêts à "se porter au secours" des nouveaux dirigeants.

Parmi tous les événements qui ont secoué les pays de l'Est ces derniers temps, ceux de Roumanie étaient les plus prévisibles et les mieux "prévus" - ce qui ne veut pas forcément les mieux contrôlés.

### LA FLAMME DE LA LUTTE OUVRIERE

L'industrialisation à marche forcée de la Roumanie a transformé le visage du pays, autrefois essentiellement agricole. Comme l'indique le tableau, elle a créé une jeune classe ouvrière que l'Etat a toujours eu le problème de contrôler et de discipliner.

### REPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE PAR SECTEURS D'ACTIVITE

années	Industrie	Agricul.	Commerce
1950	16,1%	74,3%	9,6%
1965	28,6%	56,7%	14,7%
1975	43,0%	38,1%	18,9%
1980	49,9%	29,8%	20,3%
1984	50,2%	29,2%	20,6%

En 1966-67 le régime lance une petite "révolution culturelle" selon la mode chinoise: assemblées ouvrières, discussions pour que les travailleurs se sentent "responsables" de la production et adhèrent volontairement aux mots d'ordre de "l'organisation scientifique de la production et du travail". Ces mots d'ordre étaient: "lutte contre les interruptions du travail", "contre le temps inutilisé", "contre les journées d'oisiveté". Pour plus de sûreté des lois sur la discipline du travail et contre l'absentéisme sont promulguées. La semaine de travail est fixée à 48 heures, en excluant de cet horaire les déplacements et la pause-repas (4).

Au début des années 70 se généralise peu à peu le travail en équipes pour augmenter l'efficacité des nouvelles installations. La pression sur les prolétaires s'en trouve sensiblement accrue. En juin-juillet 1977 éclate le premier grand mouvement ouvrier contre les baisses de salaire, les diminutions des congés, une nouvelle loi sur les retraites. Des troubles, parfois violents, ont lieu dans de grandes entreprises de Bucarest, Galati, Pitesti, Brasov, Craiova. A l'occasion d'un match de football une mini-émeute éclate à Bucarest. Aux combats pétro-chimiques de Pitesti et Ploiesti, des manifestations se déroulent aux cris de "Ceausescu, du pain!". Mais le point fort de ce mouvement est la grève des 90 000 mineurs de la vallée de Jiu, déclenchée le 1 août 1977.

35 000 mineurs de toute la vallée se réunissent à Lupeni, emplacement de la mine principale. C'est un vieux centre ouvrier qui a conservé des traditions de lutte; en 1929 la grande grève des mineurs de Lupeni avait donné le coup d'envoi à la vague de grèves qui secoua la Roumanie au début des années 30.

Des affrontements ont lieu avec la police, les grévistes s'emparent de dirigeants venus les raisonner et ils exigent la venue de Ceausescu. Celui-ci arrive au bout de 3 jours; il est accueilli aux cris de "A bas la bourgeoisie prolétarienne!". Il acceptera les revendications des mineurs:

"journée de travail de 6 heures, calcul des retraites selon les anciennes dispositions, amélioration du ravitaillement, retraite à 50 ans, rétablissement des droits que nous avions en 1955, 56 et 57, suppression des pénalités, (...)" "En 1929, c'est de Lupeni qu'a jailli la flamme", rappellent fièrement les mineurs (5).

Mais par la suite, beaucoup de ces promesses ne sont pas tenues et la répression s'abat sur les mineurs: la vallée est militarisée, 3000 mineurs sont déplacés, les chefs des grévistes meurent dans des "accidents", etc.

Mais le gouvernement a dû concéder un certain nombre de choses pour arrêter ce mouvement. Un plan de réduction de la semaine de travail est adopté (de 48 heures à 46 heures en 83 et 44 en 85).

Au début des années 80 la crise économique frappe durement la Roumanie. Pour s'en sortir, le capitalisme n'a qu'une solution: intensifier l'exploitation du prolétariat. L'heure n'est plus aux concessions. Mais si les tentatives de créer un Syndicat Libres des Ouvriers Roumains ont été étouffées dans l'oeuf, le spectre des grèves de 77 rôde. Le gouvernement se doit d'envelopper son

offensive sous des dehors acceptables. La nouvelle politique anti-ouvrière est inaugurée en 1981 sous le signe de "l'autogestion" à la mode yougoslave. Des "conseils de travailleurs" sont créés pour contrôler la bonne marche de la production - en fait pour contrôler les travailleurs eux-mêmes. Les employés d'une entreprise peuvent acheter des parts de celle-ci et toucher une part des profits.

Cette autogestion est une tentative pour river les travailleurs de façon autoritaire à l'entreprise. Tout nouvel embauché doit rester 5 ans dans son entreprise, période pendant laquelle il ne touche que la moitié des sommes auxquelles il a droit au titre de "fonds de participation". S'il part avant cette date, non seulement il perd tout ce qu'il n'avait pas touché, mais il doit en outre rembourser les "frais de formation professionnelle" engagés par l'entreprise. Un décret fixe des peines pouvant aller jusqu'à la prison pour tout ouvrier qui quitte son poste sans autorisation. Les limites salariales sont supprimées, à la hausse comme à la baisse, et deviennent du seul ressort de l'entreprise.

Ces différentes mesures entraînent une réaction ouvrière sous la forme d'actes isolés, mais aussi de grèves sporadiques et même d'attaques de maisons du parti, dès les premiers rationnements de biens de consommation de base en 81. Ceausescu se fait même lapider par des mineurs lors d'une visite officielle! Le premier septembre 1983 le gouvernement annonce une augmentation de 10% de tous les salaires, ce qui ne comble qu'une partie de la perte de pouvoir d'achat occasionnée par l'inflation. Mais surtout cette augmentation sert à faire passer l'introduction du salaire aux pièces, l'institutionnalisation des licenciements pour raison économique (sans indemnités) et un effort général pour "réduire les coûts de production", réduire la consommation intérieure et pousser les exportations.

En réaction des grèves se déclenchent aussitôt dans les mines du nord du pays: mines de Baia Borsa, Gura Baia, Toroiaga, "16 mai", Burloaia, Magura, "le Mai". Les mineurs exigent d'être payés selon l'ancien système et demandent l'alignement de leur traitement sur celui obtenu par les mineurs de la Jiu. La grève dure 5 jours et les mineurs reprennent sur des promesses de satisfaction de ces revendications.

En novembre, un millier d'ouvriers de l'usine de camions de Brasov entrent en grève pour protester contre les baisses de salaire causées par le nouveau système. Les autorités alternent promesses et menaces de licenciement immédiat.

Au cours des années suivantes, l'exploitation ne cessera de se renforcer et en même temps se renforce l'outrance de l'idolâtrie officielle envers le régime et ses dirigeants: signe non du délire d'un Ceausescu, mais de l'extrême tension de tous les moyens de coercition et de propagande de l'Etat. Le secteur de l'énergie, éminemment stratégique pour la bonne marche de l'économie, est placé sous administration militaire. Peu à peu le rôle de l'armée s'étend dans la vie du pays. En 1987 les grèves de Brasov sont féroceement réprimées par l'armée et la Securitate.

Comme dérivatifs aux tensions croissantes, le pouvoir s'emploie à raviver l'hostilité envers les minorités nationales (principalement des hongrois) ainsi que la ferveur nationaliste, en particulier grâce aux succès sportifs à l'étranger.

La dite "insurrection populaire" de décembre verra s'exprimer les mécontentements de pratiquement toutes les couches de la population. Les travailleurs se mettront en grève un peu partout, mais à la différence de ce qui se passe depuis une quinzaine d'années, ce ne sont pas eux qui sont à l'origine du mouvement. Bien plus, ce sont les couches de la petite-bourgeoisie intellectuelle, de cette intelligentsia réputée pour sa "docilité" (7) qui en garderont la direction alors que le rôle des travailleurs passe inaperçu. L'effondrement du parti communiste noté par tous s'explique par sa fonction d'appendice de l'Etat servant de moyen de promotion à ces mêmes classes sociales: fort de 3,5 millions d'adhérents, il regroupait 21% de la population adulte du pays, 32,3% de la population active: c'était un rassemblement de toutes les classes exploiteuses et intermédiaires (ainsi que le garde-chiourme du prolétariat) et cette structure éléphantine ne pouvait avoir aucune autonomie dès lors que les affrontements et les clivages passaient à l'intérieur de ces classes et de l'Etat.

Le facteur décisif des événements a été le passage de l'armée, en commençant par ses plus hauts dirigeants dans le camp "anti-Ceausescu" (le ministre de la Défense a même été exécuté pour cette raison). Ce faisant, l'armée ne passait pas du côté d'une "révolution" imaginaire, elle continuait sa longue marche

vers la prééminence dans l'Etat, en détournant sur la seule personne de Ceausescu le mécontentement causé par la crise économique. Ceausescu, qui devait redouter l'appétit des militaires, s'était appuyé sur les corps spéciaux de répression, la Securitate, mais une bonne partie de celle-ci rallia l'armée ou resta neutre.

Les militaires prirent bien soin de ne pas armer les civils et de confisquer les armes prises par les insurgés. Ils sont aujourd'hui la principale force, intacte, de l'Etat, alors que sur le devant de la scène, s'agitent quelques politiciens sur le retour ou encore débutants. Ils sont le garant du nouveau pouvoir qui s'efforce en douceur de remettre en marche toute la machine de l'Etat, enrobée d'une démocratisation qui sera calquée sur celle des autres pays du CAEM.

Il est difficile de prévoir un avenir idyllique à cette future "démocratie". Ceausescu n'était pas l'auteur du régime roumain, mais son produit, le produit d'une forme prise par le développement du capital, fortement influencée sans aucun doute par le modèle "stalinien" qui orienta ses premiers pas d'après-guerre, mais également héritière des traits fascistes de la monarchie d'avant-guerre. Après l'élimination d'une poignée de dirigeants, ce régime subsiste intact. Quelle que soit sa démocratisation future, ses traditions répressives et autoritaires ne disparaîtront pas.

La classe ouvrière devra conquérir par la lutte les améliorations de sa condition. Elle reste aujourd'hui muette; les quelques tentatives ici ou là de s'en prendre à l'encadrement responsable du despotisme d'entreprise paraissent avoir été étouffées sans mal, dans l'euphorie de la chute du "tyran". Mais l'histoire de la classe ouvrière roumaine atteste que les nouveaux dirigeants auraient tort de compter longtemps sur sa passivité. Elle a appris dans sa chair que seule compte la force et elle s'en souviendra lorsque les promesses de la démocratie se révéleront aussi creuses que celles du Conducator.

Tôt ou tard réapparaîtra la flamme de la lutte de classe et la perspective de la véritable révolution prolétarienne!

(1) Un exemple entre mille de cette maladie des chiffres: de 1970 à 1986 le PNB/habitant en France a augmenté en volume de 40%, mais Ceausescu déclarait dans le même temps une augmentation de 250% (voir "Atlaseco 88").

(2) Les indications chiffrées de l'article sont tirées principalement du "Courrier des pays de l'Est" d'août-septembre-octobre 86.

(3) cf "Le Courrier..." Décembre 85.

(4) cf "Vicende del falso socialismo: Romania" in "Il Programma Comunista" n. 13/1973.

(5) cf "L'Alternative" janvier 83 "spécial Roumanie". Déclaration du "Collectif des mineurs" contre la répression (6) Selon "Libération" du 9/1/90, des réseaux ouvriers datant du SLO se seraient maintenus jusqu'à maintenant et auraient joué un rôle dans les événements à Sibiu.

(7) cf "Une intelligentsia inhabitulement docile" in "problèmes politiques et sociaux" n.536, mai 86, p.29sq.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ  
LA PRESSE INTERNATIONALE  
DU PARTI  
LE PROLETAIRE  
PROGRAMME COMMUNISTE  
IL COMUNISTA

CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE:  
Editions Programme, 17 rue René  
Leynaud 69001 LYON  
CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:  
Editions Programme 12 rue du Pont  
1003 LAUSANNE

No d'inscription à la commission paritaire  
de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus  
Versements: timbres-poste, mandat ou  
chèque à l'ordre de: Dessus.  
Abonnement au "PROLETAIRE": 50FF/  
200FB / 30FS / 2000 Li Abonnement  
de soutien: 100FF / 400FB / 60FS  
/ 4000 Li. "PROGRAMME COMMUNISTE"  
(revue théorique), le numéro:  
25FF/10FS/140FB/5000Li/€3/10DM/A-  
mérique latine: US\$1 / USA & CDN  
US\$4 / 450 Pes. Abonnement: le  
prix de 4 No. Abonnement de soutien:  
200FF/1000FB/80FS/40.000Li/  
80DM/€25/3500Pes/Amérique latine:  
US\$35/USA&CDN: US\$35. "IL COMUNIS-  
TA", le No: 2000Li/10FF/40FB/  
5FS Abonnement: 18000Li/60FF/240FB  
/35FS Abonnement de soutien:  
30.000Li/125FF/500FB/70FS.  
IMPRIME PAR NOS SOINS

# EUROPE DE L'EST

( Suite de la page 1 )

s'imaginer être au dessus des antagonismes de classe. Les démocrates reconnaissent qu'ils ont devant eux une classe privilégiée, mais eux, avec tout le reste de la nation, ils constituent le peuple. Ce qu'ils représentent, c'est le droit du peuple; ce qui les intéresse, c'est l'intérêt du peuple. (...) Ils n'ont qu'à donner le signal pour que le peuple force avec toutes ses ressources inépuisables sur ses oppresseurs" disait encore Marx dans son "Dix-huit brumaire". C'est ainsi qu'Alexandre Dubcek, qui venait d'être démocratiquement désigné comme député, puis élu à l'unanimité Président de l'Assemblée fédérale Tchécoslovaque, a terminé son discours d'investiture par un slogan qui fera date: "Tout le pouvoir à tout le peuple!". La presse rapporte que les caciques qui venaient de l'élire ont éclamé en "applaudissements nourris" à cette formule...

Un dirigeant important du Front du Salut National, le nouveau ministre des Affaires Etrangères de Roumanie, Silviu Brucan, ancien professeur de marxisme (1), a révélé crûment l'orientation de classe de cette "révolution" et des réformes dans les autres pays: "...La base sociale idéale de Ceausescu est le paysan devenu ouvrier. C'est-à-dire actuellement environ 5 millions de personnes. La révolution scientifique diminue le rôle de l'ouvrier manuel. Elle privilégie le rôle de l'intellectuel. Les paysans devenus ouvriers ne sont pas intéressés par les droits civiques, par la liberté de la presse, par les droits politiques. Ce sont les intellectuels qui soulèvent ce genre de questions. (C'est pourquoi) Ceausescu a essayé d'augmenter le nombre de travailleurs manuels à l'encontre des tendances de la société partout ailleurs. (...) La révolution scientifique a détruit les thèses marxistes. Le nombre des travailleurs manuels décroît, leur position diminue. Les travailleurs manuels ne méritent plus le progrès technique - au contraire ils sont une force conservatrice comme Walesa le découvrira en Pologne, s'il ne le sait pas déjà.

Donc dans la révolution ce sont les intellectuels qui commandent et spécialement les jeunes. (...) La classe ouvrière manuelle sera une force conservatrice ici dans le futur. Nous devons la verser dans les services - il n'y a pratiquement pas de services ici en Roumanie. Notre base est si faible que nous pourrions faire ça très vite"(2).

Pour ce qui est de l'accusation ridicule contre la classe ouvrière "base sociale de Ceausescu", il suffit pour la réfuter de rappeler les émeutes ouvrières de Brasov en 87 ou les grèves de 81: les prolétaires roumains n'ont pas attendu que les intellectuels petits-bourgeois rompent avec Ceausescu pour descendre dans la rue contre la dictature. Mais ce que nous voulons mettre en relief par cette citation, c'est l'aveu par les démocrates de la nature de classe de leur base sociale - cette classe intermédiaire dont parle Marx - et leur méfiance envers la classe ouvrière, trop peu intéressée par les objectifs démocratiques. Cette méfiance est la raison pour laquelle les démocrates petits-bourgeois s'empressent en Roumanie comme ailleurs de passer un compromis avec la classe dirigeante et surtout de faire de leur mieux pour ne pas ébranler l'Etat, pour ne pas affaiblir ses forces de répression. Quelle inquiétude ne les a-t-elle pas saisis quand des foules "incontrôlées" se sont mises à envahir les locaux de la "Strasi" (police) est-allemande! Ces débordements ont été étouffés au plus vite, par les opposants eux-mêmes. Nulle part les forces de répression n'ont été démantelées; au mieux elles ont changé d'appellation et d'uniformes. En Roumanie, la "Securitate" a été rattachée à l'armée et elle servira maintenant sans aucun doute à la "révolution".

Comment y aurait-il pu avoir des révolutions, alors que les révolutionnaires supposés en avaient aussi peur que les autorités ?

## FIN DU SOCIALISME OU CRISE DU CAPITALISME ?

Mais la propagande bourgeoise ne cesse pourtant pas de proclamer que nous assistons à la fin d'un régime social (le socialisme) et au retour d'un autre (le capitalisme). Elle cite le retour au multi-partisme, les élections libres, l'abandon des références au marxisme, sur le plan politique; et sur le plan économique, le rôle accru du marché, les dénationalisations, l'appel aux capitaux occidentaux, etc. Si effectivement il était possible de passer d'un mode de production à un autre par des réformes; si en plus il était possible de régresser du mode de production socialiste ou communiste au mode de production capitaliste sous la pression populaire, alors vraiment la bourgeoisie aurait raison de proclamer la mort du marxisme, la "fin de l'Histoire" et la survie éternelle du capitalisme.

Mais toute la propagande ne peut arrêter la marche en avant de l'Histoire et elle ne pourra empêcher la fin de l'histoire du capitalisme, prévue et annoncée par le marxisme.

Le passage, au moyen de simples réformes à un capitalisme ouvertement reconnu, est en soi la meilleure démonstration que

le régime antérieur était fondamentalement de même nature.

Avant comme après, existent l'argent, les marchandises, la loi de la valeur, le salariat et l'exploitation de la force de travail. Avant comme après existent les classes sociales, les uns exploiteurs, les autres exploités, les troisièmes intermédiaires. Avant comme après existe le même Etat, avec ses forces de répression, son Code Pénal, ses frontières et son armée, garant et défenseur du même mode de production.

Sans doute les Constitutions vont être ré-écrites, certaines dénominations et certains insignes ont disparu, l'organisation de la vie politique s'est modifiée et le personnel politique dirigeant s'est renouvelé. Il serait absurde de nier la crise politique qui a abouti à ces changements. Mais cette crise politique n'a pas été le signe d'une mutation des rapports économiques et sociaux, pas plus que par exemple la crise politique qui a vu le passage de "l'Etat corporatiste" de Pétain à la IVe République.

Nous ne prenons pas cet exemple au hasard. La défaite militaire et l'occupation de la France ont constitué la genèse de cette "révolution nationale" et du régime de Vichy. Après la victoire militaire alliée, de nouvelles modifications politiques ont eu lieu; le personnel dirigeant vichyssois a été écarté, l'appareil d'Etat a été "épuré"; une poignée de quelques grands capitalistes ont été expropriés. Mais personne ne prétend que ces changements ont constitué un changement de système social.

De même l'occupation militaire de l'Europe de l'Est par l'URSS a été la condition des modifications économiques et sociales qui y ont eu lieu, modifications qu'une propagande puissante a fait passer pour un changement de système social. Il y a eu indiscutablement des bouleversements économiques, en raison de la réorientation forcée de ces économies en direction de l'URSS, confinant parfois à un pillage à peine déguisé par l'impérialisme soviétique. La nationalisation d'une industrie le plus souvent rudimentaire avait pour but de tendre au maximum les forces productives, ne serait-ce que pour payer les "réparations" exigées par l'URSS. Mais les nationalisations et l'accroissement du rôle de l'Etat dans l'économie étaient aussi de règle dans les pays occidentaux. Il est intéressant d'ailleurs de rappeler que dans le pays le plus industrialisé à l'époque en Europe de l'Est, la Tchécoslovaquie, ce sont les sociaux-démocrates qui ont réalisé la nationalisation de l'essentiel de l'économie, avant que le PC ne s'empare de tout le pouvoir.

Aucun de ces pays ne fût le théâtre d'une violente lutte des classes qui se serait conclue par le renversement de l'Etat bourgeois, l'érection de la classe ouvrière en classe dominante par l'instauration de la dictature du prolétariat, celle-ci ouvrant la voie aux premières transformations socialistes de l'économie. L'arriération économique générale de ces pays aurait, même dans ce cas, interdit de faire plus que quelques pas élémentaires dans cette direction, en l'absence de révolution victorieuse dans les pays capitalistes développés.

Il a fallu toute l'impudence des canailles contre-révolutionnaires stalinienne solidement appuyées sur la puissance militaire de l'Etat soviétique pour faire passer le développement du capitalisme à marches forcées pour du socialisme; surtout lorsque, pour s'imposer, ce "socialisme" a dû massacrer des ouvriers comme à Berlin en 54, en Pologne et en Hongrie en 56, ou casser de grandes grèves comme en Tchécoslovaquie en 53. Et il faut tout l'opportunisme des trotskystes à la recherche de recrues parmi les débris du stalinisme pour s'accrocher encore à une version de ce mensonge bourgeois.

Ce mode de développement prétendument "socialiste", mais qui a emprunté au fascisme toutes ses caractéristiques, est si peu éloigné du capitalisme qu'il a été adopté comme modèle à imiter par toutes les jeunes bourgeoisies pour construire leur Etat et leur économie nationale après l'indépendance, de la Birmanie à Cuba, de l'Angola à l'Indonésie, de l'Algérie au Nicaragua...

## A L'EST, RIEN DE NOUVEAU

Il n'y a jamais eu un gain de socialisme dans les "Démocraties Populaires" est-européennes, ni dans l'URSS stalinienne et post-stalinienne. C'est le capitalisme qu'on réforme. Et ces réformes n'ont pas non plus le caractère extraordinaire et sans précédent que leur prêtre les médias. Elles s'inscrivent dans un cadre bien précis, celui de la crise économique internationale du capitalisme dont elles sont la conséquence directe.

Les difficultés économiques des pays de l'Est sont reconnues aujourd'hui par leurs gouvernements comme la justification des réformes à accomplir. Il n'est cependant pas facile de mettre en évidence la crise qui les frappe à travers les statistiques officielles, dont on admet maintenant l'imprécision ou la fausseté. Un pays comme la Roumanie ne rendait publiques qu'un minimum de

statistiques; d'autres avaient recours à des modifications des méthodes d'élaboration de leurs statistiques pour gonfler leurs taux de croissance et rendre impossibles les comparaisons avec les séries antérieures, etc.

Un certain nombre de données laissent cependant apparaître l'ampleur de cette crise. Nous reportons ci-dessous une statistique intéressante, qui donne le taux d'utilisation des installations industrielles (et donc, indirectement, les fluctuations de la production) en 1982 par rapport à 1979. 1982 est l'année où la dernière récession de l'économie mondiale a conduit aux plus bas niveaux de production, alors que 1979 a vu le niveau le plus élevé de la reprise après la récession de 1974-75:

Dans tous ces pays on a une baisse du taux d'utilisation, qui est en % par rapport à 1979:

Bulgarie, -4%; Hongrie, -13,7%; Pologne, -27,6%; RDA, -4,0%; Tchécoslovaquie, -11,5%; URSS, -10,4% (la Roumanie n'est pas prise en compte, pas plus que la Yougoslavie dont nous avons déjà parlé dans nos colonnes) (3).

C'est la preuve que la crise économique mondiale frappe aussi les pays pseudo-socialistes, en phase avec le reste du monde.

Et ils ont fait payer cette crise à leur classe ouvrière, d'après une étude autrichienne sur l'évolution des salaires réels dans 5 pays du CAEM (Hongrie, Pologne, RDA, Tchécoslovaquie et URSS) pour 1965, 1975, 1980 et 1982. Pour tous ces pays le maximum des salaires date de 1975; en 1980 les salaires réels sont partout en baisse (plus forte baisse en Pologne avec presque 10%, plus faible en URSS); en 1982 la baisse s'est accentuée, tous les pays sauf l'URSS voyant même les salaires réels tomber en dessous du niveau de 65 (avec une baisse de plus de 25% pour les salaires polonais). Quel - le que soit la fiabilité de ce genre de calculs ils indiquent cependant une tendance qui nous semble incontestable (4).

"Politique Etrangère" (revue de l'Institut Français des Relations Internationales) notait dans son n°4/1983: "A l'aube de cette année 1984, la situation économique de l'Europe de l'Est n'offre guère de leurs d'espoirs. (...) Si l'effondrement brutal est écarté, l'hypothèse de la reprise n'apparaît guère plus probable, car en réalité les causes structurelles et systémiques de la crise qui affecte l'Europe de l'Est, non pas depuis 1981, mais depuis la seconde moitié des années 70, sont loin d'avoir disparu."

Les bourgeois les plus lucides reconnaissent eux mêmes, de façon implicite, que l'effacement de la crise économique mondiale en 1974-75 a affecté tous les pays, pays de l'Est y compris. Une reprise économique a suivi, alimentée en grande partie par le crédit: Amérique Latine, Afrique, Pays de l'Est ont eu recours à l'endettement pour financer leur croissance économique. Parmi les pays du CAEM, la Pologne est l'Etat qui a alors le plus emprunté et donc est aussi l'Etat qui a eu la plus forte croissance au cours de ces quelques années. Puis la récession de 1981-82 a provoqué une terrible crise d'endettement dans tous ces pays devenus incapables d'écouler suffisamment leurs marchandises pour honorer leurs dettes. Si la région du monde la plus touchée a sans doute été l'Amérique Latine, en Europe ce fût la Pologne, la Yougoslavie et la Roumanie. Les grands centres financiers internationaux s'employèrent dans tous ces cas à éviter un effondrement qui aurait pu, de proche en proche, mettre en péril toute l'économie mondiale: ré-échelonnements, crédits-relais, et imposition de cures d'austérité pour "assainir" ces économies, les rendre à nouveau profitables. Mais la façon la plus pratique pour le capitalisme de résoudre un problème, et donc la façon la plus utilisée, est de le repousser dans le temps. L'effondrement a été évité, mais ces pays ne se sont jamais remis de la crise, alors que menace une troisième récession. Même ceux qui ont traversé l'épreuve sans trop de dommages (la RDA, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie), l'ont fait en compromettant leurs potentialités économiques futures. Ils se retrouvent aujourd'hui avec des structures économiques et des appareils industriels en mauvais état pour affronter la concurrence internationale.

La "faillite économique du socialisme" dont se gargarisent nos bourgeois ressemble comme deux gouttes d'eau à la faillite économique du capitalisme en Amérique Latine (ou en Afrique). Elle est leur faillite, la faillite de leur système, pas seulement parce que leurs institutions internationales n'ont pas pu réussir les sauvetages annoncés, mais parce que dans tous les pays, c'est le capital qui mène le bal.

Les pays du faux socialisme n'inventent rien, n'innovent pas: ils ne font que suivre la musique infernale du capital, comme l'ont fait et le font les pays du vrai capitalisme en Amérique Latine (ou en Afrique).

Au plan politique, on a eu le grand tournant démocratique (salué comme une révolution par nombre de trotskystes): fin des dictatures et des partis uniques, multi-partisme, élections libres, retour à la démocratie - tout en laissant intactes, bien sûr, les organisations répressives de l'Etat. (le dernier en date est le Chili).

Au plan économique, il y a eu la grande vague des dénationalisations au cours de laquelle l'Etat s'est débarrassé des entreprises devenues non rentables, de la libéralisation et de l'appel au capital étranger.

Au plan social, la démocratie a été utili-

sée à fond pour paralyser les réactions de la classe ouvrière alors que se déroulaient des attaques sans précédents contre les prolétaires, que ce soit par l'hyperinflation, le chômage, la réduction des avantages sociaux, l'intensification de l'exploitation ou l'accroissement du despotisme patronal (voir l'exemple de l'Argentine).

Ce qui se passe en Europe de l'Est n'est que la répétition, avec quelques années de retard de ce processus. En Amérique Latine, le chef d'orchestre de ces mouvements a été les Etats-Unis. En Europe de l'Est, l'Union Soviétique a joué ce rôle déterminant et irremplaçable. Il faut souligner qu'elle a joué ce rôle avec le plein accord et le plein soutien de tout l'impérialisme mondial, comme le démontrent les appels pressants des impérialismes américains et européens à une intervention militaire russe en Roumanie, en cas de besoin. L'URSS est peut-être affaiblie, mais elle est encore, pour le capitalisme mondial, comptable du maintien de l'ordre dans sa zone d'influence. Sa force militaire est peut-être d'ailleurs sa dernière vraie richesse qu'elle peut faire valoir sur la scène internationale. Que les démocrates croient, tant qu'ils le veulent, aux trompettes de Jéricho, mais que les prolétaires n'oublient pas cet avertissement!

L'URSS a sans doute pesé de tout son poids pour enclencher le processus de réformes, mais c'est l'Europe de l'Ouest qui, comme dans le cas de l'Amérique Latine a fourni le modèle de la transition démocratique (la démocratisation en Espagne); de plus grâce à sa puissance économique et financière, elle se charge d'amortir les secousses de la transition (voir là aussi la démonstration en Roumanie, avec la surabondance d'"aide humanitaire"). Mais elle n'amortira pas le prix à payer finalement par les prolétaires.

Déjà les prolétaires de Pologne, le pays malheureusement le plus "aidé", sont avertis que les mesures prises au début de cette année après l'accord avec le FMI vont entraîner une baisse de 20% de leur niveau de vie déjà misérable et 400 000 chômeurs; et l'inévitable Walesa les appelle à les accepter, au nom de la démocratie et de la patrie. Même chose en Hongrie. En RDA, les patrons des combinats, devenus les véritables chefs du gouvernement, ne parlent que d'intensifier la productivité du travail. Les autres gouvernements sont encore trop récents pour avoir arrêté leurs politiques, mais partout on ne parle plus que de mesures de libéralisme économique.

Oui, Brucan a bien raison de dire que le facteur "réactionnaire", c'est-à-dire qui risque de s'opposer à ce cours funeste, c'est la classe ouvrière, car c'est elle qui est visée. Aujourd'hui le prolétariat est-européen est pris dans l'ivresse de l'union nationale contre l'oppression. Mais ces brumes se dissiperont lorsqu'il constatera que la démocratie est synonyme d'exploitation renforcée et de misère accrue. Et lorsqu'il se mettra en mouvement ce ne sera plus aux côtés des classes bourgeoises, mais contre elles et aux côtés de ses frères de l'Ouest. Les bourgeois le redoutent, mais espèrent que la démocratie le paralysera suffisamment longtemps pour que le capitalisme puisse se rénober, se restructurer et retrouver un taux de profit suffisant, toutes choses possibles uniquement en lui extorquant une quantité supplémentaire et importante de plus-value.

A l'Ouest, le ravalement de façade des régimes "ex-socialistes" est bruyamment utilisée par les bourgeois pour enlever de la tête des prolétaires toute sympathie envers le communisme et la révolution. Mais les inévitables luttes des classes que déchaînera l'avidité du capitalisme à l'Est, sans qu'aient eu le temps de s'installer des amortisseurs sociaux, feront rentrer cette propagande dans la gueule des bourgeois.

Nous ne pouvons prévoir les temps et les rythmes de ces futurs événements, mais nous avons toujours affirmé que la disparition du mensonge du socialisme à l'Est était une condition de la future reprise révolutionnaire. Ce mensonge est en train de s'écrouler sous nos yeux, miné par la vieille taupe de l'histoire dont parle Marx; les uns après les autres les régimes de l'Est se dépouillent de leurs oripeaux "socialistes" et leurs fidèles à l'Ouest font de même.

La prévision que nous faisons en 1956 à propos de l'URSS commence à se réaliser pour tout l'Est européen:

Le rideau de fer une fois transformé en toile d'araignée, la crise mercantile mordera au coeur la jeune industrie russe. Voilà à quoi aura servi l'unification des marchés et la libre circulation du sang dans le corps du monstre capitaliste! Mais celui qui réalise cette unification unifie aussi la révolution, qui pourrait bien trouver son heure mondiale après la crise du second entre-deux guerres, et avant le troisième conflit. (5).

Et alors l'Europe sautera sur ses pieds et s'écriera: Bien creusé, vieille taupe!

(1) "Le Monde", 27/12/89

(2) "La voix de la Roumanie nouvelle", Financial Times, 29/12/89.

(3) "Gospodarka Planowa", n°3/1985, cité dans "Panorama de l'Europe de l'Est", oct.86.

(4) "Le travail à l'Est: réalités contrastées", "Le Courrier des pays de l'Est" n°295, mai 85.

(5) "La mensongère opposition entre les formes sociales russes et occidentales", compte-rendu de la réunion de Turin du parti, mai 56.

# L'EXPLOSION PROLETARIENNE EN ARGENTINE (2)

Nous publions ci-dessous la suite de la correspondance du groupe argentin "Emancipacion Obrera" sur les émeutes de mai dernier dont nous avons publié un premier extrait dans le n° précédent du journal. Dans ce deuxième extrait, "E.O." tire quelques conclusions politiques précieuses de ces événements où cours desquels c'est l'Etat démocratique qui a réprimé. Au moment où la bourgeoisie internationale présente la crise des capitalismes d'Etat de l'Europe de l'Est comme un mouvement des masses vers la "démocratie", synonyme d'abondance et de liberté, l'exemple argentin (quelques mois après l'exemple vénézuélien) est particulièrement éclairant sur la nature réelle de la démocratie: une simple forme de la dictature de classe de la bourgeoisie, aussi brutale et répressive que les formes ouvertement dictatoriales quand les intérêts bourgeois sont menacés. Les pays d'Amérique Latine connaissent, sans doute à des degrés divers, une situation de crise économique plus grave et depuis plus longtemps que les pays de l'Est; ce n'est que depuis peu qu'on parle de risque d'inflation "à la latino-américaine" pour la Pologne du très catholique Mazowiecki, une réalité que connaissent déjà les habitants de la Yougoslavie post-Titiste. L'Argentine, qui faisait autrefois figure de pays en plein développement économique, peut servir à montrer aux travailleurs de l'Est ce que valent vraiment les promesses de la démocratie. Selon un article du grand quotidien bourgeois de Buenos Aires, "Clarín", du 22/6/89: "de janvier à avril de cette année il y a eu une forte et rapide diminution du pouvoir d'achat des salaires, qui a atteint 35%

## LA CONTRE-ATTAQUE BOURGEOISE

En plus de la répression directe, l'arme principale utilisée par la bourgeoisie a été la campagne politique et idéologique à travers les radios, les chaînes de télévision et ses laquais habituels (clergé, partis politiques, syndicats, etc.). Avant tout l'ennemi désigné était la subversion gauchiste. Il ne fait pas de doute que les attaques n'étaient pas l'oeuvre d'activistes gauchistes ou de bandes de quartiers. Cela était évident même dans les reportages, où les commerçants disaient avoir reconnu que ceux qui étaient entrés de force étaient leurs clients habituels. Et comme disait un homme préoccupé par l'arrestation de son épouse: "je connais ma femme mieux que personne et je sais que personne ne peut lui dire ce qu'elle a à faire... Seule la faim et l'angoisse de savoir que j'allais rentrer sans argent, pire que quand je suis sorti (l'a poussé)" ("Clarín", 30/5).

En accusant la gauche et l'extrême-gauche, on cherchait plusieurs choses: 1) justifier la dure répression, les coups de feu, les arrestations en masse: "la plupart sont des associés gauchistes". Ce n'est pas la même chose de réprimer une mère de famille ou un chômeur, un "gaucho" ou un terroriste. 2) faire craindre aux travailleurs qui n'avaient pas encore pris part aux événements d'être "manipulés par la subversion internationale". Il ne manquait pas pour compléter le tableau, l'évocation de commandos de "Sentier Lumineux" descendant en barques le long du fleuve... Tout militant, tout organisateur était le diable en personne contre qui il fallait immédiatement déchaîner toute la force de la répression. 3) Cacher les véritables causes de l'explosion sociale et les vrais responsables de cette situation. Ce ne pouvait être une réponse des exploités et des affamés aux attaques de la bourgeoisie. Comme disait à la télé un patron/politicien: "il est normal qu'il y ait des pauvres. Il y en a toujours eu et pourtant ces choses-là n'arrivaient pas: cela démontre que ça a été l'oeuvre de la subversion". 4) condamner les événements parce qu'ils ont pris part les voleurs habituels (nous reviendrons sur cet aspect). 5) En désignant la gauche (en particulier le MAS et le PO-partis sociaux-démocrates légalistes, version trotskyste) comme les instigateurs des événements, on oblige ces partis à défendre plus ouvertement le régime et à condamner - directement ou indirectement - le mouvement. Comme ce point est important, attardons-nous y un peu.

## LA GAUCHE INTEGREE, DEFENSEUR TOUJOURS FIDELE DU CAPITAL

Le mouvement des nécessiteux a un aspect positif et une grave faiblesse. Le premier est la reprise de l'initiative de lutte par une partie de la classe et d'une lutte qui se déroule en dehors de toutes les institutions de la classe dominante, où l'on prend ce dont on a besoin, sans faire de pétitions ou sans demander l'autorisation aux bourgeois. Sa faiblesse réside dans l'absence totale de perspective révolutionnaire, le manque d'objectifs même à moyen terme et, évidemment, l'absence d'une organisation révolutionnaire qui a rendu le mouvement totalement vulnérable.

La gauche du capital veille jalousement sur son espace démocratique, mais d'un autre côté elle ne veut pas se séparer du "mouvement des gens" car elle y voit une "clientèle" importante pour sa croissance électorale. Il lui faut donc encadrer ce mouvement en liquidant toute initiative qui est en dehors des canaux politiques établis. Dans sa contre-attaque pour isoler le mouvement, la bourgeoisie a besoin de rappeler à l'ordre toutes les expressions politiques, y compris "l'ambiguïté" de la gauche qui doit réaffirmer sans biaiser son alignement sur le système.

Le rythme de la vie politique s'accélère et il oblige des organisations comme celles de gauche à se brûler prématurément, sans avoir eu le temps de concrétiser leurs aspirations à devenir des forces de rechange pour le capital.

Le gouvernement a identifié le MAS et le P.O. comme agitateurs étant

donné qu'on a trouvé sur les lieux des événements leurs tracts ou que certains de leurs militants ont été arrêtés alors qu'ils distribuaient des tracts au moment où les super-marchés étaient attaqués. C'est d'ailleurs là une pratique assez courante des organisations de gauche qui cherchent toujours à prendre le train en marche dans certaines luttes pour en retirer un "bénéfice politique". A l'évidence quel qu'un qui attaque un super-marché ne va pas à se mettre à lire un tract ni même ne le prendra (il a les mains occupées). A qui donc distribuaient-ils des tracts? Peut-être aux commerçants? ... Mais peu importe.

Malgré l'accusation gouvernementale d'avoir été à l'origine des pillages, la participation de la gauche a été insignifiante; il y avait sans doute des militants de base de gauche dans les quartiers où ont eu lieu les affrontements et certains y ont participé comme d'autres; mais leurs dirigeants se sont rapidement réfugiés dans la légalité (pour ça ils sont champions) en rejetant toutes les accusations. Ils n'ont même pas attendu l'attaque des autorités pour courir vers elles et vers les mass-médias afin de prendre publiquement leurs distances vis-à-vis du mouvement.

Le MAS par exemple, en la personne de son dirigeant Luis Zamora, participa à une émission de télévision (et à d'autres interviews) et lut les points principaux du tract incriminé en démontrant qu'il n'avait jamais soutenu les pillages. "Nous avons appelé à faire pression sur la CGT pour qu'elle adopte des moyens de lutte, nous appelons à la convocation d'une Assemblée Générale Constituyente"; et assis à la même table que le plus grand représentant des patrons des supermarchés du pays, il lut une phrase du tract qui appelait les travailleurs à s'unir aux commerçants pour trouver une solution commune au problème...

Avant que les journalistes lui demandent s'il condamnait les attaques de supermarchés, Zamora se réfugia derrière un article de la Constitution Nationale selon lequel ce que fait un citoyen sous l'empire de la nécessité n'est pas punissable et donc ce qui n'est pas juridiquement condamnable ne peut être attaqué d'un point de vue politique. Tout dans le cadre de la loi, rien en dehors de la loi. Et il se mit à poser au grand défenseur de la Constitution qui, comme nous le savons tous, défend le régime bourgeois, l'Etat, y compris "l'état de siège" qu'il condamna ensuite.

Le Parti Ouvrier, effrayé lui aussi, se précipita auprès des ministres du gouvernement pour protester de son innocence. Les dirigeants du P.O., Altamira et Capurro, vont au Palais du Gouvernement expliquer leurs positions politiques "totalement légales" et ils exigent de la bourgeoisie des garanties et la protection démocratique. Après cette réunion, au cours de laquelle le Gouvernement les informe qu'il n'a pris aucune mesure contre eux, ils donnent une conférence de presse, à l'intérieur même du Palais gouvernemental, et pendant cette conférence, ils sont violemment arrêtés par la police qui obéit constitutionnellement aux ordres donnés légalement par un juge démocratique...

Durant l'enquête judiciaire, Capurro, dirigeant et responsable légal du P.O., détenu, puis relâché, informa la presse que:

"nous avons exposé au magistrat la position du P.O. face à cette crise et que notre attitude était de canaliser les demandes populaires à travers les organisations syndicales et les partis politiques, et jamais à travers la violence". "S'il n'a pas d'issue, le peuple agit de façon anarchique" expliqua le dirigeant et il signala qu'au cours de la campagne électorale le P.O. "s'est opposé à l'idée des pillages, en indiquant que la solution consistait à mobiliser les gens en intervenant en termes politiques" ("Clarín", 5/6/89).

Sans commentaires!

## SECOND ELEMENT FONDAMENTAL POUR ECRASER LE MOUVEMENT: L'APPEL A LA MORALE BOURGEOISE

Des délinquants participent sans aucun doute à tout mouvement social de masse. Dans un match de football, dans une manifestation et aussi dans des épisodes comme

dans le secteur privé industriel et 30% dans le secteur public. (...) Le pouvoir d'achat des salaires était dans le courant du mois de juin entre 48 et 57% plus bas que le niveau de fin 1988". Le journal ajoute que ce niveau est le plus bas enregistré par les statistiques et qu'il va probablement baisser encore. "Clarín" a calculé aussi que la ration alimentaire minimum pour une famille-type, en dessous de laquelle commence la faim ("caractérisée par la dénutrition, les anémies et la décalcification") coûte 13 453 australs par mois, alors que le salaire minimum est de 8 700 australs. Or 300 000 travailleurs ne touchent que ce salaire et 180 000 autres doivent à peine arriver à un salaire équivalent à cette ration alimentaire minimum. Et bien évidemment à part la nourriture, il faut aussi payer le logement, l'habillement, les transports, les soins médicaux, etc... Mais ce que ne dit pas le journal bourgeois, c'est que cette détérioration sans précédent des conditions de vie des travailleurs a eu lieu, comme par hasard, au moment où le cirque électoral battait son plein, au moment où toutes les ficelles de la démocratie étaient utilisées pour détourner les prolétaires de leur terrain de classe au profit du terrain truqué des consultations électorales. Les prolétaires se sont serrés la ceinture et ont voté en masse pour celui qui leur faisait les plus belles promesses, le candidat péroniste Menem appuyé par les syndicats. Menem a gagné, mais les salaires réels ont continué à baisser, ce qui a finalement provoqué l'explosion prolétarienne de mai.



celui-ci. Et pas seulement des voleurs, des petits-bourgeois, mais aussi des bourgeois comme ce propriétaire de plusieurs boutiques de glacier qui a dérobé un groupe électrogène de plusieurs milliers de dollars ou comme d'autres, des ordinateurs, des caisses enregistrees. Mais la campagne idéologique ne s'est pas centrée sur ces bourgeois, mais sur le vol de bouteilles de whisky, de vins fins, de vidéo-cassettes, de matériel électro-ménager. La presse, la petite-bourgeoisie, le gouvernement, tous excusent que quelques affamés se soient enfuis avec de la nourriture, mais jugent injustifiable le vol d'autres choses, la destruction de biens, d'étalages, de vitrines, etc.

Face à cela, notre réponse ne peut être ambiguë.

Pour commencer, tout en reconnaissant que des bandes de délinquants ont pu profiter de la situation (y compris des secteurs de la police), nous ne devons pas tomber dans le piège de faire des discriminations parmi les participants, parce qu'ainsi on jette le soupçon sur tous. Ce qu'il faut se demander, c'est pourquoi existent des délinquants de droit commun, et en même temps pourquoi les délinquants en gants blancs et les "voleurs légaux" qui nous volent légalement notre travail sont permis, tolérés et soutenus par ce système. Et il va sans dire que ceux-ci n'ont pas à risquer leur vie en attaquant des banques ou des super-marchés. Ils ont des propriétés - usines, terres, banques - ou ils occupent des postes-clés qui leur suffisent pour s'approprier le fruit de notre travail (pour nous exploiter), quel que soit le salaire qu'ils nous payent.

Par rapport aux autres arguments (...) le commentaire typique et toujours répété était: "ils ont même pris des coeurs de palmier, des vidéo-cassettes, du jambon (!), des liqueurs". Il est clair que ceux qui disent cela pensent que ces produits ne peuvent être consommés par la classe qui cueille et met en boîte les coeurs de palmier, qui fabrique les vidéo-cassettes et fournit son travail pour que la fermentation du fruit aboutisse aux bouteilles de liqueur...

Face à cela, l'unique réponse est: "Les seuls voleurs sont les patrons".

Au cours de la campagne moralisatrice on fait appel aux bons sentiments en passant des images de petits boutiquiers en larmes ou criant au désespoir. On informe même officiellement qu'un commerçant, un certain Jorge Diaz, s'est suicidé par désespoir d'être ruiné. De cette manière, puisque les manifestants sont moralement responsables de morts, les assassinats des forces de répression et de la police sont justifiés. Quant à ce suicide, il n'a été réprouvé par aucun moyen d'information, par aucune autorité, ce qui témoigne de la morale bourgeoise: les biens, l'argent, sont plus importants que la vie humaine.

Evidemment on ne montre pas les images de tous les enfants morts de faim cette année, ni le désespoir de leurs parents, de leurs familles: voler des marchandises est un crime qui mérite la répression, la prison, etc. Faire mourir les gens de faim ou de misère, les condamner à des problèmes permanents de santé, abrégier leur vie, ce sont des choses de peu d'importance... Soit dit en passant, deux jours plus tard, quand tout était sous contrôle, le fameux suicidé réapparût, frais et rose, pour

déclarer que tout ça était une erreur d'information et qu'il était en bonne santé...

## INTIMIDATION IDEOLOGIQUE ET APPEL A LA DELATION

Comme troisième "arme" pour en finir avec le mouvement, il est fait appel à un ensemble de moyens idéologiques répressifs, comme par exemple: "une fois que les choses se seront normalisées, il faudra retourner dans les magasins et le propriétaire les reconnaîtra. Quelle mine auront-ils?"; c'est-à-dire: "comment éviter d'être dénoncés, étant donné que tout le monde vous a vu prendre des choses?". Et ainsi l'Eglise appelle au repentir, à la restitution de ce qui a été volé avant que la police fasse des perquisitions. De plus comme tout s'est fait à visage découvert, dans de nombreux cas les journalistes ont pris des photos par milliers, agissant comme mouchards pour la police, ce qui rend la menace très réelle pour beaucoup de personnes. Par ailleurs des appels sont lancés en direction des habitants petits-bourgeois et bourgeois, des péronistes de droite, etc, pour qu'ils dénoncent ceux qui ont participé aux événements. Et sous le couvert de l'anonymat, ces appels sont couronnés de succès et conduisent à de nombreuses perquisitions. Ceux qui rendent les marchandises ne sont qu'une exception, mais une large publicité leur est donnée.

Les entreprises de presse et leurs porte-paroles ont joué un rôle de premier plan dans la répression physique et idéologique. Les radios signalaient à la police les endroits où se formaient des concentrations de gens et où il semblait que pouvait se dessiner une attaque. On accusait les gens d'être des vandales et on demandait à la police d'avoir la main plus dure, bien qu'il y ait déjà eu des morts. "Pourquoi les blindés ne sont-ils pas sortis dans les rues? Pourquoi n'y a-t-il pas plus de morts?" demandaient/critiquaient-ils souvent. Pour ces laquais de la bourgeoisie tous les arguments sont bons pour dénigrer et calomnier le mouvement. Et apparaît alors un thème souvent utilisé par eux, le thème de la violence. On sait que dans certains magasins les gens ne se sont pas contentés de s'emparer de marchandises, mais ont détruit des étalages, des vitrines, des installations. La bourgeoisie a attribué ces actes à des éléments subversifs, ce qui est évidemment faux.

(...) Sans doute des actes de ce type ne résolvent rien et ils font penser aux époques où les ouvriers détruisaient les machines en croyant qu'elles étaient les responsables de la situation, au lieu d'attaquer les rapports sociaux capitalistes; mais la haine, la colère, sont totalement justifiées. Ceux qui sèment le vent vont se rendre compte qu'ils ne resteront pas toujours impunis et qu'un jour viendra où se lèveront des tempêtes qui balayeront leur système d'exploitation de la surface de la terre. Pour l'heure ce n'était encore qu'une petite brise...

## LA REPRESSION DEMOCRATIQUE

Presque toutes les organisations de gauche condamnent l'état de siège (nous ne parlerons pas du Parti Socialiste et du Parti Intransigeant qui l'appuient et demandent

( Suite en page 8 )

# ARGENTINE

( Suite de la page 7 )

plus de répression), et elles demandent stupidement le plein respect de la Constitution. Comme si l'état de siège n'était pas inscrit dans la Constitution ! Comme si la Constitution ne défendait pas avant tout la propriété privée ! Comme si elle ne prévoyait pas de réprimer quiconque attenterait à cette propriété privée ou troublerait l'ordre bourgeois !

Bien que pendant deux jours le mouvement ait été plus fort que la police et que les autorités n'aient pas réussi à rétablir l'ordre (ce qui se répètera, dans une moindre mesure et pour un temps plus bref, dans certaines zones du Grand Buenos Aires), bien qu'il ait semblé aussi irrésistible qu'un volcan en éruption, le mouvement s'effondre pourtant de façon inattendue, sans pouvoir même défendre les participants de la furieuse répression que déclenche contre eux la bourgeoisie. Ceci démontre qu'il reposait sur des pieds d'argile; c'est sur ce point que devra tourner une partie de la discussion et de la réflexion nécessaires aujourd'hui parmi ceux qui ont participé ou qui ont sympathisé avec ce mouvement.

Nous avons toujours dit que la démocratie n'est qu'une forme (une forme efficace) de la dictature de la bourgeoisie, qu'elle n'est ni meilleure ni pire que la forme militaire et que, en cas de besoin, elle réprimera brutalement sans problèmes. Et nous nous rappelions la Semaine Tragique, les luttes de la Patagonie Rebelle et d'autres luttes au cours desquelles la bourgeoisie assassine à pleines mains... sous un régime démocratique. Avec le dernier gouverneur péroniste Cafiero (gouverneur de Buenos Aires), plus expérimenté que Reviglio (gouverneur de Santa Fe), conscient qu'en raison de son importance géo-politique, Buenos Aires ne doit pas connaître les mêmes événements que Rosario, les "vandaes" ne devaient s'attendre à aucune clémence. C'est pourquoi, quoique le nombre de participants et le nombre de magasins attaqués soient beaucoup moindres, il y eût rapidement plus de morts à Buenos Aires qu'à Rosario. Un membre du gouvernement péroniste provincial a déclaré "les seuls privilégiés sont les enfants", à quoi lui a fait écho l'information suivante: "Roberto Segovia, 9 ans, est mort le 31 mai dans la localité de San Miguel, à la suite d'un affrontement avec la police durant l'attaque d'un magasin du quartier Trujuy. Il présentait en pleine tête une blessure de bal en caoutchouc" ("Clarín", 2/6/89).

La démocratie excelle aussi dans le traitement des personnes arrêtées (plus

de 1900 à Rosario, 1000 à Buenos Aires): coups, mauvais traitements, pas de nourriture, etc. (...)

## DES GAINS LIMITES MAIS REELS

La liberté de perquisition, la grande quantité d'arrestations, les assassinats par les patrons ou les forces de sécurité de l'Etat (nationales et provinciales), l'absence de perspectives, l'ignorance de savoir quoi faire demain, tout ceci nous évoque une défaite. Et si on songe à la solution des problèmes, à une perspective à long terme, "l'explosion sociale" apparaît comme un saut dans le vide.

**Mais ce n'est là qu'un aspect de la question. Il y a aussi des conséquences positives qu'il faut souligner.**

Pour commencer, face à une situation concrète de faim et de très bas salaires, le mouvement de lutte a permis une amélioration réelle pour des milliers de familles, une augmentation réelle du "salaire" des participants. En outre elle leur a démontré qu'ils ont la possibilité de faire quelque chose, de lutter, et que cette lutte peut donner des gains, qu'elle ne se conclue pas forcément par un échec complet. Et cette lutte est une lutte qui a rompu non seulement avec les limites syndicales et politiques démocratiques, mais aussi avec les limites de la légalité. Il est important d'insister sur cela, même en mettant en évidence les graves et tragiques limites du mouvement. Certaines associations de quartier contrôlées par les péronistes, le PC ou les socialistes ont condamné les faits en soutenant que ceux qui ont attaqué les commerces n'étaient que des individualistes ne pensant qu'à eux, et qu'ils ont en fait aggravé la situation des autres. **Mais ce n'est pas vrai du tout.**

La meilleure démonstration du succès (partiel, ultra-limité, mais succès) a été donné par un enfant discutant avec sa mère. C'est arrivé dans une ville qui était resté calme pendant tous ces jours, dans un quartier pauvre. On frappe à la porte. Ce sont des fonctionnaires qui offrent gratuitement un litre de lait. La mère, politisée, refuse, indignée: "je n'ai pas besoin que vous me fassiez l'aumône" leur dit-elle avec colère. Quand elle le raconte à son fils (qui n'a pas encore 11 ans), lui aussi "politisé", ce dernier lui répond: "tu aurais du accepter. Papa a besoin d'un jour de travail pour payer cette bouteille. Ils ne t'offraient rien, ce sont ceux de Rosario qui te le donnaient."

Et c'est vrai. Les bourgeois, terrorisés, par ce qui était arrivé à Rosario et ailleurs prennent des mesures pour calmer la situation, ils font des concessions à tous les travailleurs, qu'ils aient participé

ou non aux événements. Le gouverneur Reviglio revient sur son ordre de supprimer le repas quotidien donné dans les écoles (...). Les patrons refusaient d'augmenter le salaire minimum de 4000 à 6500 Australs. Le 30 mai, sans qu'il y ait eu aucune discussion il est immédiatement augmenté jusqu'à 8000 Australs. (...) Les chaînes de supermarchés principales de Buenos Aires, sans que personne ne le leur ait demandé, et avec une perte évidente, s'entendent entre elles et offrent à la population divers articles de première nécessité au même prix pour la durée d'un mois. Des propriétaires de magasins arrivent à "s'entendre" avec les gens des quartiers pour distribuer gratuitement et avec l'aide de la police des produits alimentaires, etc., etc.

(...) Il est évident que toutes ces mesures prises par la bourgeoisie servent à freiner tout conflit social. **Il en est toujours ainsi. Toute concession de la bourgeoisie sert à éviter d'avoir à donner davantage.** D'autre part, plus important que ces améliorations est le fait qu'elles aient été obtenues sans les mendier à une quelconque autorité, sans respecter les règles du jeu. Mieux, elles ont été obtenues justement parce que les canaux institutionnels du système, les syndicats et partis parlementaires, n'ont pas été utilisés (...).

## QUELQUES EFFETS POLITIQUES

Le mouvement oblige certains secteurs de la classe dominante à brûler les étapes. On sait que l'ancien président, Alfonsín ne devait quitter son poste qu'en décembre, et que Menem lui-même ne voulait pas accéder à la présidence avant. Finalement la nassation de pouvoir a du être avancée à début juillet. (...) Les limites de ce document et la rapidité avec laquelle nous avons voulu le sortir nous empêchent de développer un bilan et des perspectives globales. Signalons seulement quelques données simples pour dépeindre la situation économique argentine: la production industrielle est inférieure de 10% au niveau de... 1970. Il y a quelques décennies 2500 000 personnes vivaient dans la pauvreté, Menem lui-même déclare qu'il y a aujourd'hui 9 millions de personnes dans la misère (25% de la population). Le chômage dans la période démocratique a triplé par rapport à la dernière période militaire, et nous ne parlons pas des salaires...

Pour empêcher une nouvelle explosion sociale, le gouvernement de Menem devra recourir à des mesures économiques crédibles pour les secteurs bourgeois afin de 1) sortir de l'hyper-inflation 2) retrouver un équilibre des prix intérieurs 3) trouver des sources de financement (extérieures et intérieures, rapatriements de capitaux) et des expédients "originaux" (privatisations, etc) 5) élaborer un "pacte social" capable de

garantir la continuité du processus d'accumulation, et 6) un "pacte fédéral" qui redistribue les charges et les recettes de l'Etat et des provinces afin de garantir aussi une répression structurée au niveau provincial.

Pour freiner ou canaliser le conflit social, la bourgeoisie stimulera a) la charité publique, privée et "politique"; on poussera à la création de "soupes populaires" par les associations, partis politiques, églises, ce qui déviara les énergies susceptibles de radicalisation vers la collecte d'aumônes, etc. Le P.C. pousse déjà à ce genre de choses; b) la lutte contre l'inflation, qui est pour la classe ouvrière un cercle vicieux (...); c) la recherche de boucs-émissaires: la dette extérieure, les monopoles, les spéculateurs, les commerçants, les négociations du gouvernement précédent, l'influence étrangère, etc. On invitera la population à dénoncer les accapareurs ou les hausses abusives... d) on fera appel à la défense de l'économie nationale, au "sauvetage de la Nation", au "sacrifice pour la patrie", à la "défense de la démocratie", etc.

A quelques jours des faits, alors que le climat répressif est encore chaud et la désinformation totale, nous pouvons seulement prévoir que les temps qui viennent seront encore plus durs socialement et du point de vue de la répression. D'autre part le gouvernement devra prendre des mesures qu'il aurait voulu éviter en s'attaquant à une partie de sa base (des secteurs importants de la classe ouvrière). L'inexistence du parti révolutionnaire prolétarien (ou d'une organisation révolutionnaire forte) marquera tragiquement l'impuissance du prolétariat à profiter de la crise économique bourgeoise et de ses fièvres politiques; elle donnera cependant aux petites forces internationalistes prolétariennes existantes et à naître, la possibilité de taire un pas en avant. En cas contraire la possibilité de leur disparition politique et même physique continuera à être latente. Les réalités des autres pays du monde et les liens internationaux qui pourront s'établir pour affronter les tâches de cette période, peseront d'un poids déterminant dans un sens ou dans l'autre.

Il est encore trop tôt pour analyser la situation créée par les événements au sein du prolétariat, spécialement dans les secteurs qui y sont les plus liés. Les "états d'âme" dans les secteurs les plus combattifs varient brusquement et si on n'est plus au niveau atteint le 30 mai, le dernier mot n'est pas encore dit.

Prévoyante, la bourgeoisie agit vite et avec brutalité: il faut tuer le bébé avant qu'il grandisse, et même avant qu'il naisse !

Argentine, deuxième semaine de juin 1989

# LA REVOLUTION FRANCAISE ET LES DEBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER (4)

Dès sa naissance, la bourgeoisie était grevée de son contraire: les capitalistes ne peuvent pas exister sans salariés et à mesure que le bourgeois des corporations du moyen-âge devenait le bourgeois moderne, dans la même mesure le compagnon des corporations et le journalier libre devenaient le prolétaire. Et même si, dans l'ensemble, la bourgeoisie pouvait prétendre représenter également, dans la lutte contre la noblesse, les intérêts des diverses classes laborieuses de ce temps, on vit cependant, à chaque grand mouvement bourgeois, se faire jour des mouvements indépendants de la classe qui était la devancière plus ou moins développée du prolétariat moderne. Ainsi, au temps de la Réforme et de la Guerre des Paysans en Allemagne, la tendance des anabaptistes et de Thomas Münzer; dans la grande Révolution anglaise, les niveleurs; dans la grande Révolution française, Babeuf.

( Engels, "Socialisme utopique et socialisme scientifique" )

## LA REACTION THERMIDORIENNE

Les victoires militaires du printemps et du début de l'été 1794 écartèrent les dangers d'invasion de la France par les armées de la contre-révolution européenne. Les représentants de la bourgeoisie révolutionnaire, qui s'étaient résignés à contre-cœur aux mesures extrêmes du "gouvernement révolutionnaire" décrété par les jacobins, estimèrent le moment venu de mettre fin à la Terreur et de se débarrasser de Robespierre.

"Quant à la Terreur, ce fut principalement une mesure de guerre, tant qu'elle avait un sens. La classe, ou bien le groupe de la fraction de classe qui pouvait seul assurer la victoire de la révolution ne s'en servait pas seulement pour rester à la barre (c'était la moindre des choses après la victoire sur les soulèvements), mais s'assura ainsi la liberté de mouvement, les coudees franches, la possibilité de concentrer des forces au point décisif qu'était la frontière. Fin 1793, celle-ci était à peu près garantie; en 1794, ça commençait bien, les armées françaises progressaient presque partout. Avec sa tendance extrémiste (les "Hébertistes"-NDLR), la Commune devint superflue. Son propagandisme de la révolution devint un obstacle pour Robespierre comme pour Danton, les deux - mais chacun à sa façon - voulant la paix. De ce conflit entre trois éléments, Robespierre sortit vainqueur, mais alors la Terreur devint pour lui un moyen de se maintenir, ce qui la rendait absurde: le 26 juin

à Fleurus, Jourdan mit toute la Belgique aux pieds de la République, victoire qui rendait la Terreur indéfendable; le 27 juillet, Robespierre tombait, et l'orgie de la bourgeoisie commençait" (lettre d'Engels à Kautsky, 20/2/89) (1).

La fin de la Terreur signalait le début de la terreur blanche, c'est-à-dire le déchaînement de la répression non seulement contre les partisans de Robespierre, mais aussi contre les républicains radicaux; le club des Jacobins fut dissous pour "trouble de l'ordre public". Les attaques contre les sociétés populaires étaient l'oeuvre de bandes para-militaires de la jeunesse dorée, les "muscadins", qui faisaient régner l'ordre bourgeois à coups de matraques et de couteaux. Les muscadins travaillaient en fait en liaison étroite avec les forces de police, selon une véritable division du travail qui permettait à celle-ci de se donner des allures de défenseur impartial de la légalité. Depuis cette époque, la combinaison de la répression légale et de la violence extra-légale est devenue une règle pour la bourgeoisie de tous les pays, sans qu'aient pour autant disparu la cohorte des canailles qui préchent aux prolétaires le respect superstitieux de la légalité bourgeoise.

L'abandon des mesures de dirigisme économique et des mesures sociales du gouvernement révolutionnaire provoqua une gigantesque inflation, synonyme d'énormes et rapides profits pour les bourgeois, qu'ils

soient acquéreurs de biens nationaux, gros propriétaires ou fournisseurs de guerre.

La réaction thermidorienne n'est pas une contre-révolution, mais l'avènement de la société bourgeoise. C'est d'ailleurs Robespierre lui-même qui avait porté les premiers coups décisifs contre les masses populaires et ouvert la voie à la liquidation des conquêtes des sans-culottes - raison pour laquelle les masses plébéiennes refusèrent de le soutenir; nombre furent même les éléments révolutionnaires, comme Babeuf, à se féliciter de sa chute. Marx écrit dans "La Sainte Famille":

"C'est sous le gouvernement du Directoire que la société bourgeoise - société que la Révolution avait elle-même libérée des entraves féodales et reconnue officiellement, bien que la Terreur eût voulu la sacrifier à une conception antique de la vie politique - manifeste une vitalité prodigieuse. La course impétueuse aux entreprises commerciales, la rage de s'enrichir, le vertige de la nouvelle vie bourgeoise dont on commence à jouir hardiment, dans une atmosphère de frivolité, de légèreté enivrantes; le progrès réel de la propriété foncière française (...), les premiers mouvements de l'industrie devenue libre - voilà quelques-uns des signes de vitalité que donne cette société bourgeoise qui vient de naître. La société bourgeoise est positivement représentée par la bourgeoisie. La bourgeoisie inaugure donc son gouvernement. Les droits de l'homme cessent d'exister purement en théorie" (2).

Les masses populaires faisaient les frais de l'orgie bourgeoise: baisse des salaires, augmentation vertigineuse des biens de consommation courante, chômage. La répression et la désorientation des masses devant l'évolution des événements ne fournirent que quelques mois de répit à la bourgeoisie. Dès le printemps 95 l'agitation reprend à Paris. De nouveau, les femmes sont à la tête des agitations - indice infallible de la profondeur du mouvement - ainsi que les ouvriers (3). Les appels à l'insurrection se multiplient; le 20 mai 1795 (1er Prairial) les manifes-

tants en armes venus des quartiers populaires envahissent la Convention au cri "Du pain et la constitution de 93". Cependant, en dépit de leur supériorité numérique, bien qu'ils aient en apparence un programme élaboré (sous forme d'une brochure imprimée et distribuée en tracts: "Insurrection du peuple pour obtenir du pain et reconquérir ses droits"), les insurgés de Prairial seront battus sans combattre. Pendant que les thermidoriens concentrent leurs troupes, les insurgés perdent leur temps à légiférer dans l'Assemblée avec la poignée de députés de gauche qui ne se sont pas enfuis. Virtuellement maîtres de Paris, ils ne songèrent pas à s'attaquer au gouvernement: il n'y avait parmi eux "aucun homme d'action, aucun homme de pouvoir qui pensât à s'emparer sur-le-champ des Comités où, pendant que le peuple s'épuisait à crier, étaient organisées les forces avec lesquelles on allait tout à l'heure le disperser" écrivent des historiens bourgeois (4). Vainement, un noir, Delorme, donna l'ordre de faire feu avec les canons; les thermidoriens réussirent à force de manoeuvres et de promesses à faire se disperser les insurgés. Les masses avaient voulu refaire les grandes journées révolutionnaires des années passées au cours desquelles elles fournissaient leur force, leur énergie, leur spontanéité, tandis qu'elles trouvaient chez les révolutionnaires bourgeois des chefs qui assuraient la direction de la lutte. En Prairial, il n'y avait aucun révolutionnaire bourgeois pour se mettre à la tête de l'insurrection et les masses plébéiennes n'avaient pas songé à se doter de leur propre direction. La spontanéité et l'énergie révolutionnaire à elles seules ne servent à rien. Ce qui manquait en Prairial, ce n'étaient pas des "hommes d'action", mais une direction, un organisation, un parti. Cette grande leçon, toujours actuelle, allait être tirée avec la "Conjuration des Egaux", "le premier parti communiste agissant de l'histoire", selon Marx.

La répression des émeutes de Prairial fut sans pitié et le mouvement de masse

# REVOLUTION FRANCAISE

brisé pour longtemps. Près de 10 000 sans-culottes furent arrêtés, emprisonnés ou déportés. 36 insurgés furent guillotins, dont le noir Delorme, le premier noir à avoir versé son sang dans la lutte des classes aux côtés de ses frères blancs, dont l'Histoire a retenu le nom (5).

## BABEUF ET LA CONJURATION DES EGAUX

Au cours de la révolution les idées d'égalitarisme social, quoique toujours très minoritaires, furent exprimées à plusieurs reprises; elles correspondaient au courant du "communisme utopique" de l'époque: le développement embryonnaire du capitalisme et des luttes de classes ne permettait pas de fonder sur une base réelle les aspirations communistes qui ne s'exprimaient alors que comme une exigence morale ou une utopie. "En ce temps, le mode de production capitaliste et, avec lui, la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat étaient encore très peu développés. La grande industrie, qui venait de naître en Angleterre, était encore inconnue en France. Or, seule la grande industrie développe, d'une part, les conflits qui font d'un bouleversement du mode de production une nécessité inéluctable, - conflits non seulement entre les classes qu'elle engendre, mais encore entre les forces productives et les formes d'échange qu'elle crée; - et, d'autre part, elle seule développe, dans ces gigantesques forces productives elles-mêmes, les moyens de les résoudre" (Engels, "Socialisme utopique et socialisme scientifique").

Sur le plan théorique donc, Babeuf ne pouvait donc qu'appartenir au courant utopique, dont il systématisait les idées. Mais il en diffère par toute l'expérience passée de la lutte politique et sociale qui s'est déroulée au cours de la révolution. Le communisme n'est plus une rêverie désincarnée, il devient le but à atteindre par la lutte révolutionnaire. "La révolution française n'est que l'avant-courrière d'une autre révolution bien plus grande, bien plus solennelle et qui sera la dernière" dit le "Manifeste des Egaux". Babeuf explique dans son journal, "Le Tribun du Peuple": "C'est pour le peuple seul qu'on a dit que la Révolution serait faite; lui-même a juré qu'il l'acheverait ou qu'il mourrait. Elle n'est point achevée, puisque rien n'est fait pour assurer le bonheur du peuple et que tout est fait, au contraire, pour l'épuiser, ce peuple, pour faire couler éternellement ses sueurs et son sang dans les vases d'or d'une poignée de riches odieux. Donc, il faut la continuer, cette révolution, jusqu'à ce qu'elle soit devenue la révolution du peuple. Donc ceux qui se plaindront des hommes qui veulent révolutionner toujours ne devront être judicieusement appréciés que comme les ennemis du peuple.

"Les hauts et puissants du jour entendent singulièrement le mot révolution, quand ils prétendent que la révolution est faite chez nous. Qu'ils disent donc plutôt la contre-révolution ! La révolution, encore une fois, est le bonheur de tous: c'est ce que nous n'avons pas: la révolution n'est donc pas faite ! La contre-révolution est le malheur du plus grand nombre; c'est ce que nous avons: c'est donc la contre-révolution qui est faite".

Mais alors "qu'est-ce qu'une révolution politique en général? Qu'est-ce en particulier que la révolution française? Une guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens, entre les riches et les pauvres" (il parle d'une guerre perpétuelle (6)).

Dans un autre n° Babeuf décrit cette lutte: "Je distingue deux partis diamétralement opposés en système et en plan d'administration publique (...). Je crois assez que tous deux veulent la République; mais chacun la veut à sa manière. L'un la désire bourgeoise et aristocratique; l'autre entend l'avoir faite et qu'elle demeure toute populaire et démocratique. L'un veut la République d'un million qui fut toujours l'ennemi, le dominateur, l'exacteur, l'opresseur, la sangsue des 24 autres, du million qui se délecte depuis des siècles dans l'oisiveté aux dépens de nos sueurs et de nos travaux; l'autre parti veut la République pour ces 24 derniers millions qui en ont fondé les bases, les ont cimentées de leur sang (...). Le premier parti veut dans la République le patriciat et la plèbe; il y veut un petit nombre de privilégiés et de maîtres gorgés de superfluités et de délices, le grand nombre réduit à la situation des flotes et des esclaves; le second parti veut pour tous, non seulement l'égalité de droit, l'égalité dans les livres, mais encore l'honnête aisance, la suffisance légalement garantie, de tous les besoins physiques, de tous les avantages sociaux, en rétribution juste et indispensable de la part de travail que chacun vient fournir à la tâche commune" (7). La lutte politique est donc une lutte sociale et le but de la révolution doit être une société sans classes. Mais Babeuf et ses amis ne voient encore qu'une lutte entre les riches - le "million doré" - et le reste du peuple, sans distinguer les différences de classes au sein de ce peuple, tout simplement parce que le développement primitif du capitalisme n'a encore permis qu'un développement embryonnaire de ces différen-

ces de classes. C'est la raison pour laquelle ils se disent "démocrates": "la nombreuse classe des travailleurs" constituant l'écrasante majorité du pays, ses intérêts seront satisfaits dans une démocratie véritable (8). Il ne faut pas se laisser induire en erreur par l'imprécision des termes: historiquement, nous dit Engels, les prolétaires prennent la bourgeoisie au mot et retournent contre elle ses propres concepts, en leur donnant évidemment un autre contenu:

"De l'instant où est posée la revendication bourgeoise d'abolition des privilèges de classe, apparaît à côté d'elle la revendication prolétarienne d'abolition des classes elles-mêmes, - d'abord sous une forme religieuse, en s'appuyant sur le christianisme primitif, ensuite en se fondant sur les théories bourgeoises de l'égalité elles-mêmes. Les prolétaires prennent la bourgeoisie au mot: l'égalité ne doit pas être établie seulement en apparence, seulement dans le domaine de l'Etat, elle doit l'être aussi réellement dans le domaine économique et social. Et surtout depuis que la bourgeoisie française, à partir de la grande Révolution, a mis au premier plan l'égalité civile, le prolétariat lui a répondu coup pour coup en revendiquant l'égalité économique et sociale; l'Egalité est devenue le cri de guerre spécialement du prolétariat français." Et "(...) le contenu réel de la revendication prolétarienne d'égalité est la revendication de l'abolition des classes" (9).

Même s'ils s'expriment de façon encore confuse et si leur programme est imprécis, Babeuf et ses partisans sont bien les représentants du prolétariat (ou "pré-prolétariat", selon Engels) de l'époque et c'est à ce titre qu'ils ont pu mettre l'accent sur les tâches de la nouvelle société bourgeoise et affirmer puissamment l'aspiration à une société sans classes.

## "QUI A LA FORCE A RAISON"

Les "Egaux" ne sont pas en fait des démocrates au sens réel de ce mot (négarion des antagonismes de classes, camouflés par l'égalité politique entre tous les individus), des adorateurs superstitieux des mécanismes électoraux et parlementaires: "Tant que les choses resteront comme elles sont, la forme politique la plus libre ne sera avantageuse qu'à ceux qui peuvent se passer de travailler. La masse des nations assujettie par le besoin à des travaux pénibles et continuels, ne pouvant ni s'instruire des affaires publiques, ni assister aux assemblées où elles se traitent, et dépendant des riches pour son existence, ceux-ci disposent seuls des délibérations que des gouvernements trompeurs ont adroitement l'air de demander au peuple. Est-il à présumer que ces "honnêtes gens" s'oublient? Que serait-ce, s'il s'agissait de leur demander leur propre abaissement?" (10). Ce n'est pas par la voie électorale et pacifique que pourra être réalisée la révolution de l'égalité. "Ce sophisme, cette théologie subtile, qui établit la nécessité de la réunion du peuple à voter pour légitimer une insurrection, est une manière heureuse d'avoir l'air de rendre hommage aux principes, lorsqu'on sait que, par la forme, l'impossibilité certaine assure le règne éternellement paisible des oppresseurs", écrit Babeuf, pour qui: "Qui a la force a raison". A ceux qui lui reprochent de vouloir la guerre civile, il réplique:

"Perfides ou ignorants ! Vous criez qu'il faut éviter la guerre civile ? qu'il ne faut point jeter parmi le peuple le brandon de discorde ? (...) Et quelle guerre civile plus révoltante que celle qui fait voir tous les assassins d'une part, et toutes les victimes sans défense de l'autre ? Pouvez-vous faire un crime à celui qui veut armer les victimes contre les assassins ? Ne vaut-il pas mieux la guerre civile où les deux partis peuvent se défendre réciproquement ? Qu'on accuse donc, si l'on veut notre journal d'être un tison de discorde. Tant mieux: la discorde vaut mieux qu'une horrible concorde où l'un étrangle la faim. Que les partis en viennent aux prises; que la rébellion partielle, générale, instante, reculée, se termine; nous sommes toujours satisfaits. (...) Répétons-le encore: tous les maux sont à leur comble; ils ne peuvent plus empirer; ils ne peuvent se réparer que par un bouleversement total !... Que tout se confonde donc !... que tous les éléments se brouillent, se mêlent et s'entrechoquent !... Que tout rentre dans la chaos, et que du chaos sorte un monde nouveau et régénéré !" (11).

Et ailleurs: "La guerre civile! Je te demanderai s'il en est une plus terrible que celle qui existe perpétuellement depuis l'établissement de la propriété par le moyen de laquelle chaque famille est une république à part qui, par crainte d'être dépouillée et l'iniquité constante de manquer elle ou les siens, conspire sans cesse pour dépouiller toutes les autres" (12). Cette guerre de tous contre tous, conséquence d'une société fondée sur la propriété privée, doit se transformer en guerre de "l'immense majorité qui produit et travaille effectivement" contre "la faible minorité qui ne manque de rien", composée "de tous ceux qui ne mettent pas de fait la main à la pâte, de tous ceux qui se contentent de calculer, de combiner, de travestir, de raviver et de rajeunir, sous des formes toujours nouvelles le très vieux complot de la partie contre le tout, je veux dire le complot à l'aide duquel on parvient à fai-

re remuer une multitude de bras sans que ceux qui les remuent en retirent le fruit" (13).

Contraint à la clandestinité par le Directeur pour sa propagande "anarchiste", Babeuf répond en dénonçant l'anarchie de la société bourgeoise:

"Ce mot d'anarchistes, usé sous Lafayette, usé sous Louis XVI, usé sous la Gironde, se reproduit maintenant avec un scandaleuse affectation. (...) Ils nous traitent d'anarchistes, de factieux, de désorganiseurs. (...) L'organisation, chez ces Messieurs, est aussi la désorganisation. J'appelle désorganisation, encore tout ordre qui comble la plus petite partie et qui fait languir et mourir la plus grande; et j'appelle désorganiseurs, tous ceux qui ont concouru à établir et qui concourent à maintenir un tel ordre. J'appelle organisation, un ordre tout opposé, d'après lequel est assuré le bonheur de la masse; et j'appelle organisateurs, ceux qui travaillent à fonder et à assurer les règles d'où peuvent découler des effets aussi heureux. (...) Ce sont vos institutions (...) qui sont l'anarchie, le brigandage, l'assassinat (...); ce sont elles qui érigent le vol en principe et (...) c'est par elles que le brigand qui ne veut pas travailler dépouille l'ouvrier actif et industriel de l'outil qui l'aide à gagner sa vie" (14).

## LA LOI BARBARE DES CAPITAUX

Babeuf n'a pas la possibilité d'analyser le mode de production capitaliste et de saisir le mécanisme de l'exploitation; mais cela ne l'empêche pas de connaître et de dénoncer la réalité de cette exploitation, due à "la main de criminels spéculateurs, lesquels après s'être entendus pour réduire sans cesse le salaire du travailleur, se concertent, soit entre eux, soit avec les distributeurs de ce qu'ils ont entassé, les marchands, leurs co-voleurs, pour fixer le taux de toutes choses (...); c'est que spéculateurs et marchands se liguent entre eux pour tenir à leur discrétion le véritable producteur, pour être toujours en position de lui dire: travaille beaucoup, mange peu, ou tu n'auras plus de travail et tu ne mangeras pas du tout. Voilà la loi barbare dictée par les capitaux" (15).

Il fait la critique de la concurrence: "La concurrence qui, loin de viser à la perfection, submerge les produits consciencieux sous des amas de produits décevants imaginés pour éblouir le public qui n'obtient le vil prix qu'en obligeant l'ouvrier à se perdre la main dans des ouvrages bâclés en l'épuisant, en l'affamant, en tuant la moralité par l'exemple du peu de scrupule; la concurrence qui ne donne la victoire qu'à celui qui a le plus d'argent; qui, après la lutte, n'aboutit qu'au monopole entre les mains du vainqueur". En authentique représentant de la classe des travailleurs, il ne s'oppose pas au machinisme:

"Si j'ai inventé une machine, un procédé qui simplifie et abrège la besogne de mon art, si je possède un secret pour faire mieux ou plus vite en quoi que ce soit, je ne tremble plus qu'on me le dévore, je m'empresse-rais au contraire de le communiquer à l'association (la société égalitaire future-NDLR). Irai-je m'alarmer à l'annonce d'une machine qui supprime dans ma profession l'emploi d'un grand nombre de bras ? (...): ce sera tout naturellement pour l'association une somme de temps gagnée et par conséquent une diminution de fatigue". Babeuf est à l'opposé du prétendu socialisme stakhanoviste qui augmente la production au prix d'une augmentation démesurée du temps de travail et de la fatigue du travailleur ! On sait aujourd'hui que "l'ouvrier modèle" Stakhanov était un truqueur: ses records de production n'avaient existé que dans la propagande stalinienne; mais il suffisait de passer le stakhanovisme au crible de la critique du vieux Babeuf pour se convaincre de l'inexistence du socialisme en URSS...

"Tout sera approprié et proportionné aux besoins présents et aux besoins prévus selon l'accroissement probable et facilement supputable de la communauté (...). La science de l'administration que le foisonnement de tant d'intérêts contraires rend si épineuse, se réduit, par la communauté des biens, à un calcul qui n'est pas au dessus de la capacité de nos plus ineptes marchands"; la disparition de la propriété privée fera disparaître aussi la bureaucratie (16).

"Le seul moyen d'en arriver là est d'établir l'administration commune; de supprimer la propriété particulière; d'attacher chaque homme au talent, à l'industrie qu'il connaît; de l'obliger à en déposer le fruit en nature au magasin commun; et d'établir une simple administration de distribution, une administration des subsistances, qui, tenant registre de tous les individus et de toutes les choses, fera répartir ces dernières dans la plus scrupuleuse égalité et les fera déposer dans le domicile de chaque citoyen.

(...) Ce gouvernement fera disparaître les bornes, les haies, les murs, les serrures aux portes, les disputes, les procès, les vols, les assassinats, tous les crimes; les tribunaux, les prisons, les gibets, les peines, le désespoir que causent toutes ces calamités; l'envie, la jalousie, l'insatiabilité, l'orgueil, la tromperie, la duplicité, enfin tous les vices; plus (et ce point est sans doute l'essentiel), le ver rongeur de l'iniquité générale, particulière, perpétuelle, de chacun de nous, sur notre sort du lendemain, du mois, de l'année suivante, de notre vieillesse, de nos

enfants, et de leurs enfants" (17).

La société actuelle se veut légitimée par la "Déclaration des droits de l'homme", elle même fondée sur la notion de "droit naturel", notion défendue de nos jours encore par des gens qui se disent marxistes et révolutionnaires. A l'intention expresse de ces savants professeurs "d'extrême gauche", nous citerons quelques lignes irréfutables de Babeuf: "la nature donne des sentiments, des appétits, des besoins à tous. Elle a donné des facultés corporelles et intellectuelles pour y pourvoir. Mais elle ne donne des droits à aucun. Si elle donnait des droits ils seraient absolus. Dans les sociétés humaines les droits (...) sont toujours relatifs. Tous les droits, ou pour mieux dire, tout ce que nous qualifions de droits est fondé sur des conventions. La durée de la possession ou de l'exercice de ces droits, est exactement la même que celle de la force sociale qui les a établis ou qui les maintient, de quelque manière qu'ils se soient introduits". Et pour que les professeurs comprennent, il ajoute qu'en s'abandonnant "aux délires métaphysiques" on pourrait aussi bien dire que l'homme a reçu de la nature "le droit de digérer" (18)... Il critique tout aussi fortement la déclaration des Droits de l'homme:

"Il y a abondance de mots, mais sous cette prolixité par trop métaphysique se cache le perfide moyen de neutraliser ou de réduire à de simples apparences qui s'annoncent d'abord comme une réalité. L'appât et le piège s'y confondent si bien qu'en étudiant cette déclaration, on ne tarde pas à s'apercevoir qu'elle est un leurre tel que devaient le concevoir les endormeurs du peuple. Leur déclaration n'a que la valeur d'un hochet. Elle admet, il est vrai, les grands principes de liberté et d'égalité, mais avec toute espèce de réserves qui permettent de les dénaturer dans leur application et en les mitigeant par des correctifs qui ne leur laissent plus aucune portée" (19).

La critique n'est sans doute pas aussi radicale que celle que fera plus tard le marxisme; là encore Babeuf et ses partisans se contentent davantage de "prendre au mot" la bourgeoisie et de constater le gouffre béant entre ses principes et la réalité. Mais le "communisme grossier" (d'après Marx) de Babeuf n'en jette pas moins de puissantes lueurs sur l'avenir et anticipe sur le développement ultérieur du mouvement prolétarien: "La Révolution française a fait germer des idées qui mènent au-delà des idées de tout l'ancien état du monde" (Marx, "La Sainte Famille").

( Suite et fin au prochain n° )

(1) cf le recueil "Sur la révolution française. Ecrits de Marx et Engels", p.245.

(2) "La Sainte Famille", Ed. Sociales, p.149.

(3) cf "Citoyennes tricoteuses", p.287 sq.

(4) cf Buchez et Roux, cités par D.Guérin, "La lutte de classes sous la première république", tome II, p.371.

(5) cf Guérin, ibid. L'histoire bourgeoise a retenu surtout en fait le nom de Toussaint-Louverture, dirigeant de la révolte des esclaves à Saint-Domingue, appelé à bon droit "le premier jacobin noir"; comme pour les jacobins, les circonstances l'ont amené plus loin que ce qu'il envisageait. Noir libre, il revendiquait comme les autres "hommes de couleur" l'égalité des droits avec les colons blancs et notamment le droit d'avoir des esclaves. Le refus obstiné des colons ne laissa à Toussaint, comme aux autres "hommes de couleur" d'autre solution que de se joindre à la révolte des esclaves pour en prendre la tête. Ces dirigeants essayèrent même de trahir les esclaves contre leur accession au rang de propriétaire d'esclaves...

(6) cité par Guérin, op. cit., p.379.

(7) "Le Tribun du peuple" n°29 (21/12/1794) cf "Babeuf" Ed.Messidor, p.245.

(8) "Il ne faut pas croire que les révolutionnaires français aient attaché à la démocratie qu'ils demandaient le sens qu'y attachaient les anciens (...). Pour eux la démocratie est l'ordre public dans lequel l'égalité et les bonnes moeurs mettent le peuple à même d'exercer utilement la puissance législative" cf Buonarroti, "La conspiration pour l'Egalité, dite de Babeuf", Ed. Sociales, tome I, p.38.

L'italien Buonarroti était un des dirigeants de la conspiration qu'il décrit dans son livre.

(9) cf "Anti-Dühring", ch.X, Ed.sociales,p.134.

(10) cf Buonarroti, op.cit., p.45.

(11) "Le Tribun du peuple" n°35 (30/11/95), cf "Babeuf", op.cit., p.280.

(12) "Le Tribun..." n°37 (20/12/95), cf "Babeuf et la conjuration des égaux", Dommanget, Ed. Spartacus, p.63.

(13) Lettre à Ch. Germain, cf "Babeuf", op.cit, p.254.

(14) "Le Tribun..." n°36 (10/12/95).

(15) Lettre à Ch. Germain, "Babeuf", p.255.

(16) ibid., p.256, 257.

(17) "Le Manifeste des plébéiens" in "Le Tribun..." n°35. cf "Babeuf", op.cit., p.279.

(18) cf V.Daline, "Gracchus Babeuf à la veille et pendant la révolution française", Ed. du Progrès, p.279. Nous avons en vue l'ouvrage publié par D.Bensaïd, "enseignant en philosophie" et dirigeant de la LCR, "Permanences de la révolution", recueil de textes qui "ont en commun une application vivante des méthodes marxistes" (sic), notamment "à partir du fil conducteur du droit naturel".

(19) Lettre à Coupé, cf J.Bruihat "Gracchus Babeuf et les égaux", librairie académique Perrin, p.64.

# CORRESPONDANCES

## BILAN DE LA GREVE DES FINANCES

Un groupe de travailleurs grévistes des Finances de Paris-Est nous a fait parvenir une brochure: "Grève des Finances: pourquoi l'échec après plusieurs mois de lutte?". Cette brochure se veut une invitation pour les travailleurs de ce secteur à réfléchir à un bilan de la lutte et à avancer vers un travail d'organisation. Les lecteurs intéressés par cette brochure (prix: 5F) ou désireux d'entrer en contact avec ces travailleurs peuvent s'adresser au journal qui transmettra.

Nous donnons ci-dessous quelques extraits de cette brochure.

### LA TACTIQUE DES SYNDICATS. QUELQUES ELEMENTS D'ANALYSE.

**- Volonté de s'opposer à la structuration de la grève:** Dès le 20 septembre, la CGT, la CFDT et le SNUI (belle unanimité) s'opposaient à la création d'un comité de grève régional qui aurait pu leur échapper et devenir le tremplin pour un comité national de grève. C'était clairement signifier aux grévistes qu'il était hors question pour eux de pouvoir diriger la grève et de participer à d'éventuelles négociations autrement que sous la direction des organisations syndicales. Parallèlement, les syndicats empêchaient les AG régionales, afin d'empêcher les grévistes de faire eux-mêmes le point de la grève et les obliger à glaner des informations par le seul canal syndical.

Le 20 septembre, les dirigeants syndicaux iront jusqu'à annuler la réservation de la salle de la Bourse du Travail rue Charlot effectuée par un membre du comité de grève de Paris-centre, pour être sûrs que la réunion ne se tienne pas en leur absence.

**- Volonté d'épuiser la combativité des grévistes dans des actions de diversion:** Les syndicats ont su utiliser l'inexpérience des collègues en les occupant dans des marches à l'Assemblée, devant le siège du PS, voire à l'Élysée, censées assurer la médiatisation de la grève, alors que ces forces auraient pu être utilisées en direction d'un élargissement de la grève par des actions envers les autres administrations (PTT, Education Nationale...) ou entreprises.

**- Volonté de maintenir la grève dans le strict cadre des finances:**

Le corporatisme était assez répandu à la base où l'on a cru très longtemps que l'on pouvait faire reculer le gouvernement par la seule force des agents des finances. Cette idée a été martelée tout particulièrement par le SNUI, le syndicat corporatiste qui s'est opposé dans les AG de base aux motions demandant un élargissement de la grève, même à la seule Fonction Publique.

Les autres Confédérations ne se sont pas non plus opposées à cette conception qui avait l'avantage d'empêcher tout débordement. Ainsi, périodiquement, la CGT, la CFDT - voire FO - avaient l'habitude d'organiser à la mi-octobre des journées d'action interprofessionnelles sans lendemain. Cette année, il n'en a plus été question, et la seule journée d'action a été celle du 7 novembre qui survient lorsque la mobilisation aux Finances est épuisée.

### A CONTRARIO, L'ORIENTATION QU'AURAIT DU PRENDRE LE MOUVEMENT :

En tous points, la tactique adéquate s'oppose celle des syndicats.

**- Nécessité de la structuration tisme ambiant** en montrant concrètement que la seule issue pour vaincre est d'étendre la lutte le plus largement possible, non seulement aux Finances mais à toute la Fonction Publique et même si possible au privé, car il s'agissait bien de remettre en cause la politique salariale d'ensemble du gouvernement.

La bonne méthode pour élargir la lutte est de montrer ce qui nous unit (mêmes revendications sur les salaires, les effectifs, les conditions de travail) et d'appeler dans nos tracts à nous rejoindre dans la grève. Cela a été fait très partiellement grâce aux initiatives du comité de grève de Paris-Sud et du 4e arrdt (Paris-Centre).

Ainsi, lors d'une distribution, les collègues qui diffusaient ces tracts ont entendu les agents des PTT leur demander d'envahir le centre pour faire une AG commune qui, seule, aurait pu vaincre les réticences des collègues de la Poste. C'est la voie de l'élargissement de la lutte qui est la clé de la réussite.

A ce propos, la mauvaise méthode consiste à croire qu'on peut gagner dans un secteur isolé, même si on prend en soin de distribuer quelques tracts au "public", en vue d'attirer l'attention de "l'opinion

publique", au nom de la défense du "service public fiscal et foncier". Les travailleurs n'en ont rien à faire. Et cela ne peut les amener à une quelconque solidarité sur des mots d'ordre qui n'ont rien à voir avec leur défense en tant que salariés.

**- Nécessité de la structuration du mouvement de grève:**

Si 40% des travailleurs des Finances sont syndiqués, la majorité ne l'est pas. D'autre part, il existe 4 organisations syndicales principales (sans compter la CFTC et la CGC); il est donc hors de question pour une seule d'entre elles de représenter l'ensemble des grévistes et a fortiori de diriger la grève dans son ensemble.

Ainsi la poussée unitaire du début de la lutte a imposé la formation de comités de grève ou de liaison, à Paris essentiellement, comprenant des délégués des AG locales. Si cela reste un acquis, ces organismes n'ont pu s'étendre au niveau Région Parisienne ou National, à cause du veto syndical. Cela reste pourtant une nécessité vitale pour les luttes futures, car c'est dans ces organismes, s'ils parviennent à s'exprimer, que peut le mieux se réaliser l'unité dans la grève.

**- Nécessité de tirer dès aujourd'hui un bilan de la lutte** pour que celles qui ne manqueront pas de se produire demain démarrent à un niveau supérieur d'organisation et d'orientation. En effet, quel est le bilan de la lutte menée dans le strict cadre des Finances ?

C'est un échec au niveau salarial, puisque la seule augmentation de 315 F obtenue n'efface les pertes de salaire dues aux 2 à 4 mois de grève que dans 3 à 5 ans!

C'est un recul au niveau des formes d'organisation par rapport aux luttes récentes (coordination infirmière, comités...). C'est une pseudo-intersyndicale qui a dirigé les opérations, alors que les AG de base étaient obligées de se rallier aux seules initiatives au mieux de "l'intersyndicale" - tant qu'elle a existé formellement -, au pire à celle d'une seule organisation qui reprenait la direction de la lutte à son propre compte.

C'est pourquoi des grévistes se sont regroupés afin de tirer un bilan de la lutte qui s'avère nécessaire pour éviter de nouvelles défaites. Nous pouvons dès à présent envisager, en cas d'échos positifs à cette brochure, de nous réunir afin de voir ce qu'il est possible de faire ensemble. (...) Des grévistes des Finances de la DGSJ, Paris-Centre, Paris-Est.

## CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

Le conflit des Chantiers de l'Atlantique (cf "Le Proletaire" n°403) a tourné à l'avantage de la Direction. Alors que la revendication avancée était une augmentation de 1500F, les ouvriers devront se contenter d'une augmentation de 150F par mois plus une prime de 800F en décembre. La tactique syndicale de faire une lutte à l'économie, par des débrayages, pour "conserver ses forces" a causé l'échec du mouvement. Elle laissait à la Direction l'initiative dans l'épreuve de force. Celle-ci n'a pas hésité à lock-outer les travailleurs le 8 novembre et à maintenir son lock-out pendant presque un mois malgré les risques d'avoir à payer des pénalités pour retard d'achèvement du "Nordic Express".

Il n'y avait rien à attendre du gouvernement qui essaye de se montrer impartial alors qu'il est toujours du côté des patrons. Il a nommé un médiateur essentiellement pour faire lanterner les travailleurs, alors que les syndicats appellent sans arrêt à la reprise des négociations.

Lorsqu'elle jugea que les ouvriers, malgré les délégations à d'autres entreprises, les souscriptions de solidarité, étaient suffisamment usés et démoralisés, la Direction rouvrit les portes le 6 décembre.

Les travailleurs n'entendaient pas reprendre la tête basse; la proposition des syndicats de reprendre les débrayages fut adoptée par les plus de 2000 travailleurs présents. Et les débrayages furent largement suivis dans les différents secteurs selon la CGT. Mais les syndicats ne proposant rien d'autre que de continuer la même tactique des débrayages suivie depuis septembre, les travailleurs ont préféré arrêter les frais, constatant que cette grève à l'économie leur coûtait fort cher.

La lutte reprendra aux Chantiers. Là comme ailleurs, face à un patronat et un Etat inflexibles, les travailleurs pour arracher leurs revendications qui sont en substance les mêmes partout, devront reconquérir les méthodes de lutte classistes et s'organiser sur des bases de classe, indépendamment des orientations défaitistes des appareils réformistes.

## GAINON

La lutte sans répit contre le capitalisme est plus que jamais d'actualité; l'exemple de l'entreprise "Gainon" de Mayenne en est l'illustration parfaite.

### HISTORIQUE DE L'ENTREPRISE GAINON

- C'était une entreprise textile familiale, qui a vu le jour il y a une trentaine d'années.

- Elle était spécialisée dans le prêt-à-porter féminin.

- Il y a eu croissance de l'entreprise jusqu'en 1975, où il y avait alors plus de 200 salariés.

- La crise du capitalisme s'est accentuée et le textile a été particulièrement touché. Après la fermeture des unités de Laval et de Lassay, il y a eu un premier dépôt de bilan en 1984, avec en conséquence le licenciement d'une quarantaine de personnes.

- Novembre 89, nouveau dépôt de bilan et liquidation. Les 94 salariés restants sont licenciés (licenciements économiques). Un plan "social" est mis en place: 68 licenciements "secs",

21 "conventions-conversions",

5 pré-retraites.

Toutes les lettres de licenciement sont arrivées le 30 novembre, avec un préavis de 2 mois non-travaillés.

### Ceci nous démontre la violence de l'exploitation capitaliste.

Les salariés (en majorité des femmes) sont restés passifs. Ils ont vu cela comme une fatalité; il n'y avait aucun esprit revendicatif. Le paternalisme patronal y régnait en maître; même les horaires prévus dans la convention collective n'étaient pas respectés (flexibilité oblige...). Les salaires étaient misérables (moins de 5000 F nets).

**LA SOIF DE PROFIT DU CAPITALISME N'A D'EGALE QUE SA VIOLENCE, SON CYNISME ET SON SADISME**, comme nous allons le voir dans le paragraphe suivant (ces renseignements ont été fournis par 2 ouvriers de l'entreprise).

### LES CHAROIGNARDS RODENT AUTOUR DE LA PROIE MORIBONDE

Résumons la situation: usine Gainon fermée, outil de travail en perdition, détresse de 94 salariés.

#### Miracle ! un Zorro - Tapie se présente...

Son objectif: créer une SA-SARL, faire redémarrer l'usine, réemployer 60 "esclaves".

Qui est-il?... Mystère (il est peu proluxe en ce domaine). On sait seulement qu'il a une usine de blanchiment de jeans dans la Sarthe.

Il a fait acte de candidature le 6 décembre, rencontré les ouvriers le 8 et il veut une réponse définitive le 12 (il a manifestement intérêt à ce que tout aille vite).

#### Moyens qu'il propose:

Louer les locaux de l'usine pendant un an, bénéficier ensuite d'un atelier-relais de la ville, réunir un capital de départ: Pour cela, les 60 salariés devront verser 43 000F chacun (somme que l'Etat propose à chaque licencié économique pour monter sa propre affaire). Les 60 personnes seront à la fois actionnaires et salariées (en somme c'est le capitalisme populaire si prisé par De Gaulle et la bourgeoisie actuelle pour fortifier son pouvoir). ACTIONNARIAT OUVRIER = AUTO-EXPLOITATION.

Le travail commencerait début janvier; Zorro propose de faire signer un papier selon lequel il n'aurait pas de salaires à verser ce mois-là, janvier étant le 2e mois de préavis.

Si l'affaire se casse la queue avant 341 jours, chaque actionnaire devra rembourser les 43 000F.

Les bénéficiaires éventuels des actionnaires seront bloqués pendant 5 ans. Il n'y aura pas de limites d'horaires. Les salaires seront au SMIC, sauf pour 2 ou 3 personnes. Pas de congés payés en juillet et août prochains: "Pendant que vous êtes en vacances, il faut bien qu'il y en ait à travailler. Alors, ce sera à votre tour. Et ne vous plaignez pas..."

Aucune prime. Pas d'heures sup. payées; elles seront récupérées temps pour temps, quand il n'y aura pas de travail. On peut même penser qu'il serait agréable d'en faire cadeau au "bienfaiteur".

Il ne veut pas d'employé à l'esprit revendicatif, ouvrier et syndical: il a déjà prévenu une personne. Bref, il veut utiliser la détresse du personnel.

**Ce catalogue réactionnaire doit ôter, s'il en était encore besoin, toute idée, de la part de la classe ouvrière, de paix sociale, de pacifisme et de non-violence.**

Heureusement, le personnel a refusé.

**Face à la bête immonde, le capitalisme, qui, pour survivre, propose d'autres modes d'exploitation démocratiques: la cogestion, l'autogestion, l'actionariat, le partenariat..., la LUTTE DE CLASSE EST INDISPENSABLE.**

## REPRESSION DANS LES PTT

La Direction du CTA de Lille Lezennes a décidé d'en finir avec la combativité des agents locaux, qui débrayaient depuis plusieurs semaines.

"...les responsables administratifs (de la Direction départementale jusqu'au ministère) ont fait le choix de laisser pourrir ce conflit pendant plus de 4 semaines, misant sur le découragement des travailleurs! Pire, en plein conflit, il a été annoncé des suppressions d'emploi et des redéploiements, et le chef de service régional a annoncé son intention de retenir une journée de grève pour chaque arrêt de travail d'une heure..."

Sans aucune réponse sur les revendications des agents, le chef de service départemental (nommé depuis 4 jours) s'est présenté dans la soirée du jeudi 30/11 au centre de tri, porteur d'une urne, et appelant le personnel à un vote à bulletins secrets pour l'arrêt de la grève. En même temps, il a confirmé les menaces de retenues d'un trentième pour toute heure de grève!

Cette attitude a été vécue comme une provocation par le personnel présent. Les agents présents ont confirmé leur décision de poursuivre leur action et lui ont demandé de répondre à 2 questions: l'ouverture de véritables négociations dès le lendemain matin et le retour au centre du trafic détourné sur les centres de tri parallèles.

Le directeur a refusé catégoriquement de répondre à ces questions. Devant cette intransigeance, le personnel avec les organisations syndicales présentes a décidé de maintenir symboliquement fermées les grilles du centre (tous les camions de courrier ont pu passer normalement). Prenant prétexte de cela, le directeur s'est enfermé dans le bureau du chef de centre et a maintenu le refus de toute discussion.

Criant à la séquestration, l'administration a décidé de frapper fort: 6 camarades du centre de tri sont en retrait de service depuis le 1er décembre. Une enquête disciplinaire est ouverte. Lors d'une conférence de presse, le directeur régional a annoncé qu'il demanderait la révocation des agents concernés!

Parmi les 6 sanctionnés, il y a les 5 responsables du syndicat SUD. Et aujourd'hui la Direction départementale a écrit à tous les agents une lettre de pression pour qu'ils reprennent le travail, lettre accompagnée d'un bulletin pour un vote par correspondance. Cela rappelle plus les méthodes de Calvet à Peugeot qu'une réelle concertation sociale !"

Cet extrait du tract du SUD (syndicat issu de la CFDT) du 4/12 montre bien la volonté de la Direction de casser par la répression le mouvement; mais cette volonté est sans aucun doute la volonté du ministère d'intimider tous les militants combattifs des PTT en faisant un exemple à Lille: dès que les travailleurs se montrent indisciplinés, la poudre aux yeux de la "concertation sociale" laisse place à la répression du despotisme patronal, à l'image de ce qui se passe dans les usines. Dans ce cas particulier, le ministère envoie aussi un avertissement sans équivoque au nouveau syndicat SUD, qui risque de troubler le jeu bien réglé de la "concertation" entre l'administration et les appareils syndicaux de collaboration de classes: l'avertissement de rester sur le même terrain que les autres syndicats, le terrain de la lutte "symbolique", de la cogestion de la paix sociale et de la défense de l'esprit d'entreprise (défense du "service public").

Quelle que soit la réponse du SUD, il est de l'intérêt des travailleurs de se montrer solidaires des postiers frappés à Lille et de se préparer à entrer en lutte pour leurs revendications et contre la répression.

## il comunista

organo del partito comunista internazionale

IL COMUNISTA

SOMMAIRE DU NUMERO 19  
SEPTEMBRE-OCTOBRE 1989

-La "grande distensione" premessa dei futuri e insanabili contrasti interimperialistici.

-Dalle miniere un solo grido: Zaba-stovka, sciopero !

-Le lotte operaie in aumento nel mondo.

-La Rivoluzione francese e gli inizi del movimento operaio (2).

-Riunioni internazionali.

-A Milano, magistratura e comune hanno avuto un'idea: con poliziotti e ruspe cancelliamo il "leoncavallo".

-Lettere al giornalo.

# REPONSE A UN LECTEUR

Un de nos abonnés nous a posé par courrier des questions fondamentales sur la position des communistes par rapport aux problèmes de la campagne. Nous donnons ci-dessous un extrait de ce courrier et de notre réponse qui n'a d'autre but que de préciser quelques traits essentiels du programme communiste. Nous essaierons à l'avenir de réserver un espace sur nos colonnes à ce genre de courrier, dans la mesure du possible, et dans la mesure où nous en recevrons.

Notre lecteur nous demandait:

"(...) Communisme = fin de toute propriété privée ? Quel est le but final du communisme concernant la question agraire (terre, outils de travail, animaux et produits du travail)? Quelle différence le P.C.Int. fait entre nationalisation, collectivisation, socialisation, usufruit? (cf Marx, Engels, Lénine, Bordiga). Vous dites dans votre lettre "les bolchéviks ont préconisé la nationalisation du sol dont Lénine explique bien qu'elle est bourgeoise". Pourquoi Lénine trouvait cette mesure bourgeoise ? (...)"

(...) Tu nous demandais la différence que nous faisons entre nationalisation et socialisation. La nationalisation (ou l'étatisation) signifie que c'est l'Etat qui devient propriétaire du sol. Cette mesure n'est pas en soi davantage révolutionnaire ou socialiste que la nationalisation de n'importe quelle entreprise; il y a simplement un changement de propriétaire. D'ores et déjà en France le sous-sol appartient à l'Etat et celui-ci possède, directement ou indirectement, des terrains,

et nous sommes pourtant dans un régime intégralement bourgeois. Le terme socialisation va plus loin que la désignation d'un simple changement de propriété, puisqu'il renvoie à un processus de transformation socialiste de l'économie. Mais l'important n'est pas la terminologie employée mais la réalité du bouleversement économique et social en cours. Ce bouleversement implique la liquidation de la propriété privée (et la propriété d'Etat est aussi une forme de propriété privée, et non la propriété collective de tous les citoyens comme le voudrait la formule démocratique: "l'Etat c'est nous"), de la loi de la valeur, et donc de l'échange, du salariat. Ce bouleversement ne se produit pas du jour au lendemain mais nécessite toute une période transitoire dans laquelle l'Etat prolétarien (la dictature du prolétariat) intervient de façon despotique dans l'économie pour briser les rapports sociaux capitalistes. Cet Etat prolétarien exproprie au fur et à mesure de ses possibilités les entreprises et propriétés privées (donc on peut dire à la rigueur qu'il les "nationalise", même si ce terme est confus et inexact), non pas pour simplement remplacer le propriétaire - ou les actionnaires - par des fonctionnaires, mais pour dépasser leur organisation en entreprises autonomes et les faire fonctionner comme un tout cohérent, selon un plan strict, sans plus suivre la loi de la valeur (c'est-à-dire de la rentabilité économique et du profit), mais en suivant la règle de l'utilité sociale collective. On voit donc que cette "socialisation" est bien plus compliquée qu'un simple changement de propriétaire, qui, lui, laisse inchangés le

mode de fonctionnement, la structure, les rapports sociaux internes et externes de l'entreprise (ou de la propriété paysanne). Cette socialisation, à l'échelle de la société, et nécessairement à l'échelle du monde (car aujourd'hui moins que jamais on ne peut envisager une économie strictement nationale, coupée du reste du monde), est donc un processus pendant lequel co-existent des formes de production encore non socialisées. Et si la révolution reste trop longtemps isolée, ce conflit entre les formes capitalistes et "socialistes" sera à l'origine d'un processus de dégénérescence du pouvoir prolétarien, en conjonction avec la pression hostile de son environnement international capitaliste.

Dans un stade de plein communisme, où donc la révolution aura triomphé sur tout le globe (car il n'est pas vraisemblable que puissent subsister des îlots capitalistes ou pré-capitalistes dans un monde où la révolution aurait triomphé dans la plupart des pays capitalistes; cette perspective n'était pas à exclure il y a 60 ans et encore plus il y a 100 ans), toute l'économie mondiale sera réorganisée et dirigée selon un plan mondial unique qui mettra au centre de ses préoccupations les besoins de l'espèce humaine dans son ensemble, et pas seulement ceux des générations actuellement vivantes. On pourrait dire que l'espèce humaine dans son ensemble sera "propriétaire" de toute la planète; mais en fait cette notion de propriété disparaîtra, car la propriété n'a de sens que par rapport à des non-propriétaires. A l'époque du com-

muniste primitif, il n'y avait pas de propriété; même la tribu n'était pas propriétaire du sol où elle cueillait des fruits ni des terrains de chasse. Aujourd'hui personne n'est propriétaire de l'air que nous respirons, parce que personne ne peut se l'approprier et le vendre. Donc sous le communisme la terre n'appartiendra ni aux paysans ("la terre aux paysans" est un slogan bourgeois), ni même à la société; personne ne pourra la vendre ou l'acheter, ni en priver les générations futures; même chose pour le bétail ou les outils de production. Il ne viendra à l'esprit de personne par exemple de se procurer une deuxième moissonneuse-batteuse si une seule suffit à l'équipe chargée de ce travail; comme les produits ne se vendront pas, il ne viendra à personne l'idée de faire un profit en détournant des outils ou des semences alloués à d'autres équipes. La disparition des échanges marchands, des marchandises, de l'argent, est l'autre face de la disparition de la propriété.

Notons enfin rapidement d'autres points du communisme qui ont une conséquence sur la question agricole: la disparition de la différence entre villes et campagnes, la disparition de la spécialisation dans des métiers précis grâce aux progrès de la mécanisation et de l'automatisation qui permettra aux individus de pratiquer plusieurs professions au cours de leur vie pour faire disparaître tout corporatisme, toute distinction entre "classes" de travailleurs, la disparition entre intellectuels et manuels, etc. Il n'y aura donc plus de "paysans", ni d'ouvriers, ni de cadres, sous le communisme. Les tâches pénibles ou ennuyeuses qui ne pourront être supprimées par les progrès de la technique seront réparties à tour de rôle de façon à ne durer pour chacun que peu de temps. Les différences biologiques entre les individus ne disparaîtront pas, quoique la santé publique s'attachera à éliminer au maximum les handicaps dus à des conditions de vie et d'hygiène mauvaises qui sont à l'heure actuelle le lot de la majorité de l'humanité; mais les différences sociales, culturelles, politiques, disparaîtront à jamais.

Cette conception que nous avons rapidement évoquée n'est pas quelque chose que nous avons inventée: c'est celle de Marx, de Lénine, de Bordiga, celle du communisme. Le programme communiste et le marxisme sont invariants; un parti qui en prendrait des morceaux et en rejetterait d'autres selon les circonstances et les besoins du moment, démontrerait qu'il n'est pas communiste, mais opportuniste, révisionniste, etc. c'est-à-dire non-révolutionnaire; et c'est en fait ce que font tous les partis soi-disant marxistes qui veulent "enrichir", "améliorer", "réformer" le marxisme, pour "l'adapter" à la situation actuelle, en réalité pour l'adapter à la société bourgeoise. (...)

## SALUT AUX GREVISTES DU BENIN

Le Bénin, petit état africain limitrophe du Nigéria, connaît depuis le début du mois de décembre une agitation sociale croissante.

Le 28 novembre, les salariés de l'ONEPIS société d'Etat qui édite et imprime la presse gouvernementale se mettent en grève pour obtenir le paiement de leurs salaires, non payés depuis 7 mois ! Au bout de 24 heures de grève, le gouvernement acceptait de payer une partie de ces salaires.

A la suite de cette victoire, si partielle soit-elle, des manifestations ont lieu le 2 décembre dans plusieurs villes du pays: Abomey, Lokossa, Bohicon, Porto Novo, pour le paiement des salaires en retard. Le 4 décembre des lycéens manifestent dans la capitale, Cotonou. Les enseignants appellent à la grève pour le 8 décembre. Le mot d'ordre s'étend à toute la Fonction Publique qui connaît pratiquement une grève générale ce jour-là.

Le 11 décembre de grandes manifestations ont lieu à l'appel de l'opposition au régime à Porto Novo, Abomey, Ouidah et ailleurs. A Cotonou plusieurs dizaines de milliers de manifestants (40 000 selon l'AFP) manifestent et des incidents sanglants ont lieu avec la police. Le gouvernement admet officiellement que la répression a fait 2 morts et accuse le PC (clandestin) d'être à l'origine des troubles. De leur côté les partis d'opposition, regroupés dans un "Comité de Salut National", appellent à une grève générale le 14 décembre et à de nouvelles manifestations pour renverser le régime.

Ce 14 décembre était la date fixée pour une réunion à Paris des représentants de l'Etat Béninois et de ses "bailleurs de fonds", au premier rang desquels, l'impérialisme français.

Le Bénin, ancienne colonie française du Dahomey, s'était largement tournée vers les

pays de l'Est, après un coup d'Etat militaire qui avait renversé l'équipe dirigeante liée à la France en 1972. Sur le plan politique cette orientation s'était traduite par une coloration "socialiste" du nouveau régime et une phraséologie "anti-impérialiste" sans qu'il y ait eu cependant véritablement une rupture avec la France, en dépit d'épisodes comme celui du raid de mercenaires français dirigés par Bob Denard pour essayer de réinstaller les anciens dirigeants.

Pour faire face à une crise économique qui confine à la banqueroute, le Bénin négociait depuis quelques temps avec les impérialismes occidentaux. Devant les troubles et les menaces de déstabilisation, ceux-ci se sont finalement résolus le 14 décembre à faire un geste décisif: accorder des prêts pour permettre immédiatement la paye de 3 mois d'arriérés de salaires à 50 000 fonctionnaires (Fonds Européen de Développement) et pour faire redémarrer l'économie étranglée par une crise de liquidités (engagements de la France, de la Suisse et de la Banque Mondiale).

Au plan politique, le gouvernement a de nouveau suivi l'exemple fourni par ses anciens partenaires, les pays de l'Est, pour désamorcer le mécontentement et faire acte d'allégeance à l'impérialisme occidental: A l'issue d'une réunion des plus hautes instances de l'Etat (gouvernement, armée, Assemblée Nationale et parti unique) tenue les 6 et 7 décembre, le Bénin cessait d'être un pays "socialiste", renonçait officiellement à "l'idéologie marxiste-léniniste" et mettait fin au "rôle directeur" du parti. Une nouvelle constitution, placée bien sûr sous le signe des "Droits de l'Homme", sera élaborée à brève échéance. Le Gouvernement va lancer une grande offensive contre la corruption, même si des ministres sont impliqués.

Enfin un deuil national de 4 jours a été décrété à l'occasion du rapatriement du corps de l'ancien Président, décédé à Paris quelques jours auparavant; Kérékou et ses acolytes sont ainsi venus accueillir en grande pompe le cercueil de celui qu'ils avaient renversé il y a 17 ans...

Au delà des palinodies d'un régime tout aussi peu socialiste que ses grands frères de l'est européen, il reste que les travailleurs du Bénin ont remporté, par l'action directe, une première victoire non négligeable contre leur Etat et l'impérialisme. Après la décision du 14 décembre l'agitation est un peu retombée; l'opposition a levé ces mots d'ordre de manifestation. Cependant le combat actuel est toujours en cours. Des grèves continuent pour le paiement intégral des salaires et le gouvernement a fixé un ultimatum pour la reprise du travail: les fonctionnaires qui n'auront pas repris le travail le 2 janvier ne toucheront pas leurs trois mois d'arriérés de salaires promis. "Le Monde" du 30/12 nous apprend que "cette fermeté est soutenue par les bailleurs de fonds" c'est-à-dire par ces mêmes Etats démocratiques (France, Suisse) et ces institutions internationales qui se félicitent bruyamment de l'accession des peuples de l'Est à la liberté et organisent la charité pour leur venir en aide: ce tintamarre leur permet d'étrangler tranquillement les populations sous leur zones d'influence.

Il en sera ainsi tant que le prolétariat des métropoles impérialistes n'aura pas la force de briser la paix sociale, de retourner à l'internationalisme prolétarien et de soutenir les luttes de ses frères de classe dans les pays dominés par "son" impérialisme. VIVE LES GREVES DU BENIN ! VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN ! A BAS L'IMPERIALISME !

## VIVE LES GREVES EN AFRIQUE DU SUD

Depuis le début du mois de novembre, les cheminots noirs des South African Transport Services (SATS) ont entamé une grève déterminée. Ils réclament des augmentations de salaire (hausse du salaire minimum de 600 à 1500 Rands - environ 3500 FF) et la reconnaissance de leur syndicat, le SARHWU. Le nombre de grévistes tourne autour de 25 000. Les SATS, société d'Etat qui doit être bientôt privatisée, affiche la plus grande fermeté. A ce jour (11/1/90), 22 000 grévistes ont été suspendus et les SATS ont donné un ultimatum pour la reprise du travail sinon tous les grévistes seront définitivement licenciés. Les tribunaux ont ordonné aux grévistes de cesser l'occupation des locaux et la mise en place des piquets de grève. La police est intervenue à plusieurs reprises. Les 13 et 14 décembre des affrontements ont eu lieu au cours desquels un policier est mort en tombant d'un train et une autre personne a été tuée par les manifestants. Le 9 janvier des nervis de la direction, armés de couteaux, de machettes et de barres de fer, attaquent 800 grévistes qui occupaient la gare de Germiston (près de

Johannesburg), sous les yeux de la police qui, bien sûr, laisse faire. Cette attaque fait 6 morts et plusieurs dizaines de blessés.

La répression de la grève a déjà causé la mort de près de 20 personnes, mais les grévistes ont eux aussi infligé des pertes aux forces de répression. Selon la presse, il s'agit de la grève qui a rencontré le plus de violence depuis la révolte des mineurs en 1922.

La Confédération syndicale COSATU a appelé les partis d'opposition à protéger les grévistes contre la répression. Mais l'exemple de la grève aux South African Breweries montre ce que vaut un tel soutien. Dans cette grève plusieurs grévistes ont été tués et des dizaines de blessés. Les 5500 travailleurs étaient en grève depuis 8 semaines lorsque le retrait du soutien du "Mouvement Démocratique de Masse", front rassemblant la plupart des organisations anti-apartheid, a provoqué la fin du mouvement, qui s'est conclu par une défaite.

Le 9 novembre 900 ouvriers d'une boulangerie industrielle de Pretoria se mirent en grève. Dans la nuit du 29

au 30 novembre la police anti-émeutes a attaqué les grévistes qui avaient décidé d'occuper l'entreprise. Les affrontements firent 70 blessés parmi les travailleurs.

Pour l'année 89 dans son ensemble, on estime à 3 millions le nombre de journées de travail perdues pour fait de grève, soit le double que l'année précédente. Au moment où le pouvoir cherche à réformer l'apartheid et développe des contacts discrets avec l'ANC, ces faits démontrent que la question sociale, la lutte des classes, est le véritable problème central du capitalisme sud-africain. Ils démontrent également que la classe ouvrière est la véritable force d'opposition irréductible au système et que sa subordination aux petits-bourgeois démocrates ne peut lui valoir que des déboires, aussi bien au niveau des luttes revendicatives immédiates qu'au niveau des perspectives politiques générales. VIVE LES GREVES D'AFRIQUE DU SUD! VIVE L'INDEPENDANCE DE CLASSE DES PROLETAIRES SUD-AFRICAINS CONTRE L'OPPRESSION RACIALE ET L'EXPLOITATION CAPITALISTE, POUR LA REVOLUTION SOCIALISTE !

SUR LE FIL DU TEMPS

### DIALOGUE AVEC STALINE

QUESTIONS ESSENTIELLES DE THEORIE MARXISTE SUR L'ECONOMIE SOVIETIQUE ET SUR LE PRETENDU SOCIALISME EN URSS

8

EDITIONS PROGRAMME  
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

AU SOMMAIRE DE LA BROCHURE:

- INTRODUCTION
- DIALOGUE AVEC STALINE
- PREMISSE A LA PREMIERE PUBLICATION (1953)
- THESES SUR LA RUSSIE (1953)

PRIX DE LA BROCHURE:

30FF, 8000Li, 150FB, 15FS, 400Pes, 15DM, £3, USA & CDN: \$5 Amérique latine: US \$ 1.

Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de: Dessus, à l'adresse des Editions Programme.

# A BAS LE "DEVOIR D'INGERENCE" DE L'IMPERIALISME !

Une nouvelle idée fait fureur depuis quelque temps dans les milieux politiques: le "devoir d'ingérence" dans les affaires intérieures d'un autre pays pour y défendre la liberté et les droits de l'homme.

Au moment des combats en Roumanie, ce "devoir" ou ce "droit" a été revendiqué avec force de divers côtés: un député PS ex-trotskyiste a appelé à une intervention militaire française, le ministre des Affaires Etrangères a évoqué la création de corps de volontaires armés, à droite et à gauche on a pressé l'Armée soviétique d'aller prêter main-forte à l'armée roumaine...

Tous ces braves gens ne pouvaient ignorer que ce "droit d'ingérence" est appliqué depuis toujours par l'impérialisme, et toujours pour les meilleures causes.

Au Panama, les Etats-Unis ont envoyé leurs marines déloger le général Noriega au nom de la croisade anti-drogue. Qui oserait contester une aussi "juste cause" en dépit des morts et des ruines qu'elle a causés (1) puisqu'il s'agit de sauver la vie des enfants et des habitants des ghettos misérables des grandes villes américaines ? Qui oserait insinuer que la cause véritable de cette ingérence musclée est plutôt déterminée par l'importance vitale du canal qu'un traité oblige les USA à rétrocéder au Panama à brève échéance ? Et que Noriega, ancien membre important de la CIA, a appris dans cette

organisation l'importance de l'usage de la drogue ?

Pas le gouvernement français qui a approuvé cette ingérence. Et à peu près en même temps la France usait de son droit d'ingérence aux Comores pour là aussi faire le ménage et mettre au pas des employés indisciplinés, des mercenaires, pardon!, des volontaires armés, dirigés par Bob Denard.

Lors de l'accession des Comores à l'indépendance en 1975, la France se débrouilla pour conserver l'une des îles de ce petit archipel ( l'île de Mayotte ) où elle entretient en permanence un détachement militaire. Un mois après l'indépendance, des "volontaires armés" renversèrent le Président Abdallah et installèrent Ali Swalih. Mais bientôt celui-ci se mit à jouer au maoïste et il fallut de nouveau avoir recours à des "volontaires armés" pour, réflexion faite, remettre en selle Abdallah (1978). Au bout de quelque temps Abdallah voulût faire sa révolution islamique, sur le modèle iranien. Le gauche qui venait d'arriver au pouvoir y trouva un prétexte pour oublier ses promesses de rendre l'île de Mayotte. De plus, les "volontaires armés" firent en sorte que cette "révolution" reste purement décorative (pour faire couler locale, Bob Denard et quelques

uns de ses amis se convertirent à l'Islam). Mais le propre de mercenaires est de se vendre au plus offrant. Les mercenaires se tournèrent vers un nouveau patron, l'Afrique du Sud, qui avait besoin de ce point d'appui officiellement pour y promouvoir le tourisme,

en réalité pour ravitailler la guérilla qu'elle finance au Mozambique voisin. Les cercles liés aux intérêts français dans la région accusèrent à ce moment le gouvernement de gauche de fermer les yeux sur l'influence croissante de l'Afrique du Sud et appelèrent ouvertement le gouvernement à apporter, "avec la rapidité nécessaire, son soutien à un dénouement" de la situation (cf "Le Prolétaire" n°383, juin 85).

Bob Denard et ses mercenaires installés sur place après avoir remis Abdallah au pouvoir, ont organisé une garde prétorienne, la Garde Présidentielle de 500 hommes, financée par l'Afrique du Sud. Cette Garde Présidentielle était le véritable pilier du pouvoir, face aux petites Forces Armées Comoriennes entraînées et dirigées par des coopérants militaires français. Cette G.P. fit échouer fin 87 une tentative de coup d'Etat dont le gouvernement imputa la responsabilité aux nationalistes du Front Démocratique (clandestin). 3 opposants moururent sous la torture entre les mains de Bob Denard et ses acolytes. Par la suite on retrouve la trace de ces mercenaires dans l'assassinat pour le compte de l'Afrique du Sud de Dulcie September, représentante de l'ANC à Paris.

L'assassinat le 26 novembre dernier d'Abtation concertée, permis de régler du mieux possible une crise grave, dont certains aspects avaient un caractère hautement imprévisible.

Le dailah par les mercenaires est sans doute à mettre au compte des rivalités entre la France et l'Afrique du Sud; il semble en effet que, poussé par la France qui assure 60% du budget du pays, et peut-être assuré par les 92% du dernier référendum qu'il avait organisé en sa faveur (ses scores électoraux ont toujours varié entre 92 et 99%), Abdallah avait demandé aux mercenaires de partir.

Le gouvernement français dépêcha aussitôt des forces militaires et navales en renfort du détachement de Mayotte pour... une mission humanitaire d'assistance aux coopérants français !

Mais les mercenaires ont rendu trop de service à l'impérialisme français pour que celui-ci agisse brutalement; un marché a donc été passé avec eux, dont nous ignorons la teneur précise. Mais on peut constater que la G.P. est maintenue et que le représentant de l'Afrique du Sud accède au rang de consul, donc que l'influence de l'Afrique du Sud est reconvenue. L'hebdomadaire des milieux "néo-colonialistes", "Marchés Tropicaux et méditerranéens" écrit: "...pour la première fois, la France et l'Afrique du Sud ont, par une ac-

Le temps où les grandes puissances, de plus ou moins bon gré, acceptaient les coups d'Etat par crainte de s'ingérer dans des affaires intérieures (1), ou par une certaine indifférence, paraît donc révolue. La leçon des Comores s'adresse en premier lieu aux mercenaires étrangers. Elle s'applique aussi à tous les militaires qui seraient tentés d'agir dans le sens de leurs ambitions, contre des régimes légitimes au moins par le temps (1)."

Mais encore ? "...La décision prise par la France (...) constitue une application sur le terrain des nouvelles exigences de la morale internationale (ah!). L'aide économique et financière devient aussi une arme politique pour venir à bout de situations inacceptables pour les pays donateurs. C'est là une évolution importante à laquelle tous se plient désormais" ("MTM" n°3729, 22/12/89).

A bon entendre, salut ! La morale internationale et la force armée sont du côté des pays "donateurs"...

Ecoutez un autre moraliste, le chef d'état-major des Armées françaises, le général Schmitt; le 9 janvier, en s'exprimant à titre personnel (tu parles!), il déclare à l'AFP: "je pose le problème de l'ingérence dans un pays lorsqu'il y a risque de génocide" comme dans le cas de la Roumanie hier, du Cambodge aujourd'hui, et peut-être du Soudan demain".

L'ingérence de l'impérialisme a toujours existé et elle a toujours cherché à se camoufler derrière les meilleurs prétextes: la charité, les droits de l'homme, la liberté... Il est important de répondre à ces campagnes, de dénoncer les belles âmes qui soutiennent ces campagnes (ici: les Harlem Désir et autres Marek Halter, signataires de l'appel à une intervention militaire en Roumanie) pour ce qu'elles sont: des vendus. Non que nous pensions que notre voix puisse être entendue au-delà d'un cercle restreint, dans le vocabulaire actuel de la propagande ennemie; mais parce que nous savons que le fait que des militants et des prolétaires conscients, même peu nombreux, soient capables de se maintenir à contre-courant sur des positions révolutionnaires internationalistes, est la meilleure garantie pour l'avenir, lorsqu'il faudra que la classe ouvrière oppose son union internationale pour la révolution communiste mondiale au droit d'ingérence de l'impérialisme.

(1) Selon des informations récentes, l'intervention américaine aurait entraîné la mort de 1000 à 2000 civils panaméens: autant que les victimes du "génocide" roumain.

## RUEE VERS L'EST ?

Les politiciens bourgeois de tout bord font assaut de tirades grandiloquentes sur les victoires de la "liberté" et de la "démocratie" dans le bloc de l'Est. Les industriels et les banquiers traduisent: liberté d'investissement, ouverture des marchés, contrats à décrocher, marchandises à écouler...

L'hebdomadaire patronal "L'Usine Nouvelle" en a l'eau à la bouche: "Aujourd'hui les entrepreneurs français sont pourtant devant une réalité dont ils n'avaient peut-être jamais rêvé: plus de 420 millions d'habitants dont le produit par tête le plus faible, en Pologne, reste 7 fois supérieur à celui de la Chine qui avait suscité tant d'espoir économique. Une population dont le niveau de formation peut soutenir la comparaison avec celui de l'Europe occidentale. Un appétit de consommation symbolisé par la rafle opérée par les allemands de l'Est dans les magasins berlinois et par les années de salaire consacrées par le soviétique moyen à l'acquisition d'une voiture. Une épargne abondante (...), de quoi investir rapidement et massivement dans le logement si celui devenait privé. L'Est, ce sont aussi des industries avec des gigantesques besoins d'équipement pour relever leur productivité trois fois inférieure à celle des occidentaux" ("L'Usine Nouvelle", 23/11/89).

Malheureusement, se lamente le même journal, les industriels français risquent de laisser échapper cette occasion. La France n'est que le 4e fournisseur occidental de la RDA, dépassée, dans l'ordre, par la RFA (bien sûr!), l'Autriche et la Suisse; en Tchécoslovaquie, où Mitterrand était allé il y a quelques mois donner un coup de pouce aux marchandises tricolores, elle est dépassée par la RFA, l'Autriche et l'Italie; en Bulgarie, par la RFA, l'Italie et l'Autriche; en Roumanie, par la RFA et les USA; en Pologne, par la RFA et l'Italie; en URSS enfin, par la RFA, la Finlande et le Japon. Ce classement est basé sur les chiffres de 1988. Mais les réalignements politiques en cours ne laissent pas augurer un changement de tendance: "les entreprises françaises sont hésitantes" ("Le Monde", 18/11/89), "les banquiers français sont circonspects" (ibid, 19/11) "les industriels français sont méfiants" ("L'Usine Nouvelle", op.cit.). Le 28/11, le directeur de la chambre de commerce de Paris affirme qu'il ne souhaite "pas pousser trop rapidement les PME françaises à l'Est car les risques économiques sont considérables".

Alarmé par ce manque de dynamisme, le Ministre de l'Industrie déclare dans une conférence de presse: "nous sommes très en retard, nous arrivons après tout le monde. (...) Il faut se presser, il faut prendre des risques raisonnables".

La chute de Ceausescu a relancé cette ruée vers un nouveau marché potentiel, sous la forme de compétition dans l'aide humanitaire. Dès le 22 décembre, alors qu'aucune structure gouvernementale n'y était apparue la CEE "débloquent" une "aide d'urgence" (vraisemblablement des excédents agricoles) et les médias lançaient leurs appels à la charité publique. Le lendemain des avions français étaient envoyés avec des "premiers secours"; ils ne purent se poser qu'en Bulgarie, l'espace aérien roumain étant fermé. Mais le coup d'envoi était donné et le flux ne cessera ensuite de croître, au point qu'au bout de quelques jours les services français de-

mandèrent de cesser les envois en nature. Tous les points d'accès à la Roumanie étaient embouteillés par l'aide internationale, les réserves d'essence vidées; des camions déjà chargés ne purent partir de Paris; des avions allemands furent contraints de revenir se poser en RFA, l'aéroport de Bucarest étant submergé. L'aide allemande ne pouvant parvenir en Roumanie est alors suspendue et on annonce officiellement que les millions de DM déjà débloqués seront utilisés "dès que possible".

La France ayant démarré plus tôt que ses concurrents (ne parlons pas des USA et du Japon, qui se sont faits griller de 4 à 5 jours) a même réussi à envoyer un sous-ministre établir des contacts avec les dirigeants locaux; selon celui-ci (Kouchner) la France serait "bien placée" pour la future ouverture économique... La ruée humanitaire est l'avant-garde de la ruée économique: sous le capitalisme les bons sentiments sont toujours l'alibi des opérations commerciales.

La ruée vers l'Est pourra peut-être différer l'éclatement de la crise générale de surproduction qui attend le capitalisme mondial, mais elle ne pourra finalement l'empêcher. Entre-temps elle accentue les tendances centrifuges au sein de la coalition impérialiste "occidentale"; la désintégration du bloc de l'Ouest est la conséquence nécessaire de la désintégration du bloc de l'Est. Les initiatives américaines ont pour but d'entraver ce processus et de réaffirmer la validité des accords de Yalta, donc du condominium russo-américain sur l'Europe, dans une version adaptée à la puissance accrue de ses alliés. La France, obsédée par l'éternel rival allemand, redécouvre aussi les vertus de Yalta. Contre le cauchemar de voir la RFA augmentée des fameux "15 millions d'Allemands en trop" de Clémenceau (la RDA), elle défend avec Gorbatchev et avec les dirigeants est-allemands actuels "l'intangibilité des frontières issues de la guerre". Contre le risque d'assister à un déferlement du capital allemand en Europe de l'Est, elle tente de geler les rapports de force inter-Etats dans leur situation actuelle: insistance sur l'achèvement de la "construction politique" de la Communauté, création d'une banque européenne pour les investissements dans les pays du CAEM (Comecon). En désespoir de cause, Mitterrand est allé jusqu'à sa proposition creuse de "Confédération européenne" comprenant l'URSS. Comme toujours, la France cherche à compenser sa faiblesse économique vis-à-vis de l'Allemagne (et plus encore vis-à-vis d'une Allemagne future de 80 millions d'habitants) par des accords politiques: c'est le secret de toutes les alliances franco-russes. Ce n'est pas par hasard que les appels à une intervention militaire de l'URSS en Roumanie sont venus d'abord de France, puis des USA. Mais il reste à voir si l'URSS a intérêt à mener ce jeu bien long-temps: l'histoire a montré que les alliances franco-russes peuvent être remplacées par des alliances russo-allemandes...

Mais quoi qu'il en soit, à la politique bourgeoise d'alliances et de rivalités le prolétariat doit opposer sa "politique extérieure": aucune entente avec "sa" bourgeoisie et "son" Etat, défaitisme révolutionnaire en temps de paix comme en temps de guerre, union internationale du prolétariat pour la révolution communiste mondiale.

## POLOGNE : LA FACTURE DEMOCRATIQUE EST SALEE

Voilà c'est fait! Le nouveau gouvernement de Pologne "élu par le peuple" vient de donner officiellement le feu vert à la nouvelle économie politique du pays. Le 29 décembre, la Diète a en effet adopté le plan du ministre des finances et vice-premier ministre, Leszek Balcerowicz.

Ce plan de sauvetage qui fixe en même temps que les mesures immédiates, les lignes de principes pour le futur a été concocté avec l'éminence plus que grise du FMI! Ce plan est resté dans le sens de ce qui avait déjà été annoncé auparavant: privatisation des entreprises, convertibilité du zloty, suppression des multiples subventions alourdissant le budget de l'Etat, liberté des prix, système bancaire libre, réforme de la fiscalité, marché libre des actions, etc.

L'objectif premier du gouvernement est la lutte contre l'inflation qui s'élève à 900% au moins! Pour cela les moyens utilisés tiennent du bulldozer!

Ils sont si simple! Le gouvernement table sur une baisse des salaires réels et une sous-consommation pour ramener "l'équilibre". Ceausescu es-tu là?

La diminution du pouvoir d'achat est estimée à 20%, et certains économistes articulent même 40%.

La production devrait chuter de 5%, alors que la dette extérieure de 39 milliards en 1989 passera à 43,2 milliards.

Conséquence sur l'emploi: les moins-développés déclarent que la fermeture des entreprises les moins rentables et la restructuration des autres, entraîneront dans une première vague - quelque 40000 licenciements, alors que Geremek, qui n'est pourtant pas hostile au gouvernement parle lui de 2 à 3 millions de chômeurs pour le proche avenir.

Malgré le "soutien populaire" que le gouvernement se targue d'avoir reçu, des réactions se font déjà sentir, notamment chez les paysans qui se plaignent de voir les prix des produits manufacturés grimper et leurs revenus baisser.

La réaction ouvrière, malgré la désorientation qu'elle apporte la situation

politique et l'implication de Solidarnosc dans ce qui se passe, ne tardera pas non plus. Une bonne partie des prolétaires, et notamment les jeunes des chantiers de Gdansk, ont déjà par le passé manifesté leur méfiance à l'égard des nouveaux dirigeants et de la direction de Solidarnosc dont le rôle de pompier n'est plus à démontrer.

Nous souhaitons que les mois à venir nous démontrent que la classe ouvrière polonaise sache garder la même indépendance vis-à-vis du gouvernement libéral qu'elle l'avait fait pour Jaruzelski et ses comparses du POUP. Leur attitude est extrêmement importante car elle détermine fortement celle des prolétaires des autres pays de l'Est nouvellement promus à la démocratie.

La Pologne a une longueur d'avance dans les transformations politico-économiques du glacié russe. C'est elle qui a permis de sonder les réactions de l'URSS face à une tendance centrifuge, qui a ouvert la vanne au rôle secondaire qu'allait jouer les PC nationaux dans les gouvernements démocratiques, etc. C'est elle qui a été le phare de la lutte ouvrière contre l'ancien pouvoir. C'est encore les prolétaires polonais qui seront le test de la stabilité sociale des pays de l'Est dans la tourmente réformiste.

Et cette fois-ci, l'information devrait pouvoir passer sans trop de difficultés d'un pays à l'autre, alors que pendant les deux décennies du combat des prolétaires polonais, elle avait été étouffée par la censure absolue et le mensonge officiel.

Ce que peut craindre de pire aujourd'hui l'ordre impérialiste, se serait une contagion des luttes des prolétaires polonais contre l'austérité démocratique aux autres pays du bloc de l'Est et pourquoi pas en liaison avec les grèves en URSS.

C'est ce qu'il redoute, mais c'est ce que nous pouvons le plus espérer pour la reprise de la lutte de classe internationale du prolétariat!